

Traite des êtres humains

**Perspectives on trafficking
in human beings**

La tratta di esseri umani

Rédaction :

Ilse Hulsboch et Bruno Moens

Coordination:

Georgina Vaz Cabral, Federica Marengo
et Anelise Araujo-Forlot

Photos: D.R.

Illustration de couverture : Catherine Suchocka

Traduction Italienne : Federica Marengo
avec l'assistance de Cinzia Lanfredi-Sofia

Maquette: Grégoire Seither

Imprimeur : Autographe, Paris - **Tirage :** 1000 exemplaires

Dépot Légal : en cours - **ISBN :** en cours

*Ces pages ont été réalisées avec le soutien financier
de la Commission Européenne – Programme Daphné*

*Le contenu de ces pages ne reflète en aucun cas les opinions
de la Commission Européenne ou de ses services.*

FRANCAIS:

Traite des êtres humains

phénomène - législation - assistance..... 3

Présentation des partenaires du projet..... 147

ENGLISH:

Perspectives on trafficking in human beings

phenomenon - legislation - assistance..... 51

ITALIANO:

La tratta di esseri umani

fenomeno - legislazioni - assistenza..... 101





Illustration :
Christine Nehammer-Markus

TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

PHÉNOMÈNE - LÉGISLATION - ASSISTANCE

SOMMAIRE

<i>Introduction</i>	5
<i>1. La traite des êtres humains, une réalité</i>	7
<i>2. Définitions</i>	23
<i>3. Prévenir la traite des êtres humains</i>	29
<i>4. Réprimer la traite des êtres humains</i>	33
<i>5. Assister et protéger les victimes</i>	39
<i>6. Initiatives de l'Union européenne</i>	47
<i>Conclusion</i>	49



Photo: D.R.

INTRODUCTION

Le projet Daphné *“Pour une meilleure assistance et protection des victimes de la traite des êtres humains”* a été conçu dans le cadre général du renforcement des échanges d’informations et de la coopération entre les organismes impliqués dans la lutte contre la traite des êtres humains. Il a pour objectif de recenser et de promouvoir les meilleures pratiques en matière d’assistance aux victimes dans une perspective d’insertion dans les pays d’accueil et de réintégration dans les pays d’origine.

La traite des êtres humains est un phénomène d’actualité délicat et controversé. Les victimes de cette terrible pratique font toujours l’objet de traitements inhumains. Pourtant, dans de nombreux pays, elles sont considérées comme des migrants en situation irrégulière qui doivent retourner dans leur pays d’origine.

Cette brochure témoigne de l’expérience d’associations de trois pays européens : le Comité contre l’esclavage moderne (CCEM) en France, Payoke et Pag-Asa en Belgique, On the Road, Differenza Donna et le Servizio Pastorale Migranti – Caritas en Italie, ainsi qu’une organisation intergouvernementale, l’Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Le phénomène, ses définitions les plus courantes et une présentation de stratégies de lutte* y sont décrits et illustrés à l’aide d’exemples.

* Les traductions des dispositions des législations italiennes et autrichiennes ne sont pas officielles.

Nous assurons des bonnes
* du Sri Lanka **1095\$**
* des Indes, de l'Ethiopie et du Ghana
* **parlant l'anglais.**
* **parlant le français, contrat sur 3 ans.**

nsc
National Services Center.

Raouché, Imm. Salhab, 2ème entrée, 2nd étage.
Tél. : ~~01 403855~~ ~~01 403855~~



"Yolande Soamina, employée de maison, de nationalité malgache, a fui le domicile de ses employeurs et rompu le contrat de travail établi pour 3 ans.
Toute personne qui voudrait l'employer aurait intérêt à contacter le No. de tél.:
(01)403855."

Petites annonces parues dans la presse libanaise
Janvier 1998

1. LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS, UNE RÉALITÉ

La traite des êtres humains est un phénomène en constante évolution. Sa forme la plus courante aujourd'hui pourrait très bien être obsolète demain. Pour cette raison, la première partie de cette brochure tente d'aborder la question de la traite des êtres humains de manière à refléter au mieux la réalité. Dans cette perspective, nous avons choisi d'aborder séparément les différentes activités qui entrent dans le cadre de la traite des êtres humains. Cette brochure vise à reproduire une image concrète de ces éléments au travers d'un grand nombre d'exemples et tente d'éviter de tomber dans le piège des stéréotypes.

1.1. La traite à partir du pays d'origine vers le pays de destination

Personne, nulle part dans le monde, ne veut quitter son pays d'origine sans raison. Un départ est synonyme de rupture avec une famille, des êtres chers, des amis, un travail, une ville ou un village, une région, un pays, une culture, une cuisine, un climat, un foyer, etc. Dès lors, nous pouvons nous interroger sur les facteurs qui les poussent à tout quitter, quel qu'en soit le prix.

Deux groupes de facteurs peuvent être à l'origine du départ. D'une part, les causes inhérentes au pays d'origine telles que la pauvreté, le chômage, la répression, les catastrophes naturelles et la guerre.

EXEMPLE 1 : une jeune femme originaire de Sierra Leone, dont le père et la mère avaient été assassinés, fut contrainte de partir et, au cours de sa fuite, de se séparer de son mari et de son enfant de deux ans. Elle se retrouva dans un camp de réfugiés situé dans un pays avoisinant. Elle prit alors contact avec une ancienne amie partie en Europe de l'Ouest plusieurs années auparavant. Cette amie l'aida à voyager illégalement jusqu'en Belgique et l'obligea ensuite à se prostituer dans un bar.



D'autre part, il existe des éléments d'attraction des migrants dans les pays occidentaux, tels que la liberté, la richesse et les possibilités d'emploi. Il ne faut pas négliger non plus l'influence des nombreuses histoires de réussites (véridiques ou non) et des photos des compatriotes qui ont précédé le migrant potentiel, ainsi que les images de notre société occidentale véhiculées par la télévision.

1.1.1. Méthodes de recrutement

Les victimes de la traite des êtres humains ne sont pas nécessairement des personnes sans défense, mais plutôt des individus qui cherchent des alternatives à leurs conditions de vie. Il s'agit en général de jeunes dotés d'un certain sens de l'initiative et qui ne veulent pas se résigner à une situation socio-économique sans perspective d'avenir. Ils surestiment souvent les opportunités offertes par notre société occidentale et ne se rendent pas compte qu'ils font confiance à des criminels.

Ces candidats au départ cèdent facilement devant la promesse d'un travail intéressant à l'étranger. Ils pensent que ce travail leur permettra de gagner suffisamment d'argent pour aider financièrement leur famille. La plupart du temps, les migrants potentiels ne savent malheureusement rien du type de travail qui leur sera proposé. Et même s'ils connaissent la nature de leur futur emploi, ils sont trompés sur leur rémunération, leurs conditions de travail et de vie.



EXEMPLE 2 : une Lithuanienne de 24 ans envisageait de quitter son pays. Sa situation en Lituanie était si précaire qu'elle ne pouvait plus subvenir à ses besoins. Avant de partir, un travail lui avait été promis dans un bar en Allemagne. Tout ce qu'elle aurait à faire était d'inciter les clients à boire, en échange d'un certain pourcentage des recettes. Au bout du compte, la jeune femme fut forcée de se prostituer et de donner tout ce qu'elle gagnait. De plus, son proxénète la battait s'il considérait qu'elle n'avait pas rapporté assez d'argent..

Très souvent, les parents confient leurs enfants à des proches, des amis ou des connaissances vivant en Europe (parfois même à des trafiquants). Ce faisant, les parents espèrent donner à leurs enfants une chance d'aller à l'école, de suivre une formation professionnelle et, finalement, de mieux réussir leur vie. Pourtant, à leur arrivée dans le pays de destination, ces enfants peuvent être exposés à des conditions analogues à l'esclavage.



EXEMPLE 3 : une femme marocaine souhaitait emmener une jeune fille avec elle en Belgique. Elle avait promis aux parents de celle-ci qu'elle s'en occuperait « comme si c'était sa propre fille » et qu'elle ferait de son mieux pour économiser un peu d'argent et lui trouver un mari. Il avait aussi été convenu que la jeune fille s'occuperait des enfants et qu'elle l'aiderait dans les tâches ménagères. Dès leur arrivée en Belgique, il s'avéra que la jeune fille n'était chargée que des tâches ménagères et qu'elle devait en outre travailler dans un magasin. Elle dormait à même le sol dans la chambre des enfants, n'était pas autorisée à manger à table avec la famille, n'était pas payée ni autorisée à sortir, sous prétexte que c'était dangereux, compte tenu de son statut irrégulier. Après avoir vécu sept ans dans ces conditions, la femme tenta de renvoyer la jeune fille au Maroc.

Une autre méthode pour attirer les jeunes filles dans les pays occidentaux est celle du « fiancé ». Les jeunes filles rencontrent un garçon dans une discothèque, après les cours ou même dans leur propre quartier. Les deux jeunes gens entament une relation et tout semble aller pour le mieux. Après un certain temps, le jeune homme suggère qu'ils partent ensemble à l'Ouest afin d'y mener une vie confortable et heureuse. Au départ, tout se passe bien, mais une fois arrivée dans le pays de destination, la jeune fille est forcée de se prostituer pour ramener de l'argent.



EXEMPLE 4 : en mars 1999, une Albanaise de 26 ans fit la connaissance d'un garçon du même âge. Dès leur première rencontre, le jeune homme lui fit croire qu'il était éperdument amoureux d'elle et qu'il voulait absolument l'épouser et l'emmener vivre en Italie. La jeune femme, en pleine procédure de divorce, commença par refuser toute aventure avec cet homme. Cependant, au bout d'un certain temps, elle finit par céder. Le jeune homme lui demanda d'être discrète au sujet de leur relation car il était encore marié et vivait avec une autre femme. Quelques mois plus tard, le jeune couple décida finalement de partir pour l'Italie. Une fois arrivée sur place, la jeune femme s'est vite rendu compte qu'elle serait forcée de se prostituer. Si elle refusait de le faire, l'homme se débrouillerait pour faire venir la sœur de la jeune fille en Italie pour la faire travailler à sa place.

Le kidnapping est la méthode la plus radicale, particulièrement répandue en l'Europe de l'Est. Il aboutit généralement à une situation de prostitution forcée.



EXEMPLE 5 : une Albanaise de 16 ans fut abordée par deux hommes sur le chemin de l'école. Ils lui proposèrent d'aller boire un verre. Elle accepta et monta dans leur voiture. Les deux hommes l'emmenèrent dans un café pour la faire boire jusqu'à l'ivresse. Tout ce dont la jeune fille se rappela ensuite, c'était d'être remontée en voiture avec les deux hommes. Après un long voyage durant lequel elle fut enfermée et abusée sexuellement, la jeune fille se retrouva dans une situation d'exploitation sexuelle.



EXEMPLE 6 : une Albanaise de 15 ans se trouvait à 100 mètres de chez elle, lorsqu'une voiture s'arrêta à sa hauteur. Trois hommes en descendirent, l'attrapèrent et la poussèrent dans la voiture avant de redémarrer. Elle finit par être forcée à s'exhiber dans une vitrine et à se prostituer, d'abord aux Pays-Bas et ensuite en Belgique.

Il semblerait que des enfants des rues et des enfants non enregistrés soient enlevés en vue d'une adoption illégale ou de trafic d'organes dans les pays d'Europe occidentale.

Dans différents pays d'origine, les agences de voyages et de placement ont également été soupçonnées d'être mêlées à des activités liées à la traite des êtres humains. En général, ces agences, par voie d'annonce dans la presse, proposent à leurs clients de l'aide pour l'obtention d'un passeport ou d'un visa (si besoin est, en prenant toutes les dispositions nécessaires au niveau des billets et de l'itinéraire) et même, pour trouver un travail dans un pays d'Europe occidentale.



EXEMPLE 7 : une veuve originaire des Philippines, mère de deux enfants, décida de partir à l'étranger de manière à offrir une vie meilleure à ses enfants. Une agence de voyage locale lui proposa un travail de baby-sitter chez un diplomate à Paris, en échange d'un salaire intéressant. À son arrivée à Paris, elle découvrit que les enfants de son employeur avaient tous plus de 16 ans. En outre, ces enfants vivaient la plupart du temps dans leur pays d'origine. Son travail consistait en fait à effectuer les tâches ménagères durant près de 13 heures par jour. Les deux premiers mois, son salaire fut versé par le diplomate directement à l'agence. Par la suite, elle ne reçut qu'un cinquième du montant convenu.



EXEMPLE 8 : une Ukrainienne de 23 ans répondit à une annonce parue dans un journal, offrant un travail de serveuse bien rémunéré dans un restaurant en Belgique, voyage et logement inclus. Elle pensa qu'il s'agissait d'un bon moyen de payer les soins de sa fille handicapée, âgée de trois ans. Le restaurant était, en réalité, un bar et son travail consistait à vendre son corps.

1.1.2. Documents

Pour passer les frontières et rechercher un emploi à l'étranger, les migrants doivent se soumettre à un certain nombre de règles. Les documents de voyage et un visa en règle sont les éléments de base indispensables pour entrer dans un pays étranger, qu'il soit de transit ou de destination. En outre, pour travailler, les migrants doivent disposer d'un permis de séjour et d'une autorisation de travail. Ainsi, de nombreux trafiquants d'êtres humains cherchent à obtenir un statut légal pour leurs victimes, à travers notamment de faux documents ou des faux mariages.

Par ailleurs, le désir d'émigrer est tel que les victimes partent sans les documents nécessaires, malgré les risques que cela implique.

1.1.3. Conditions de voyage

Les conditions de voyage des victimes de la traite des êtres humains dépendent de documents qu'elles possèdent. À défaut de passeports et de visas (qu'ils soient vrais ou faux), les victimes sont souvent "transportés comme des marchandises" par camion ou par bateau, dans des conditions indignes et précaires. Si les passeurs craignent d'être découverts, ils optent pour la fuite et abandonnent leurs passagers clandestins à leur propre sort. Parfois, les migrants tentent aussi de passer la frontière à pied à travers les rivières ou les forêts. Ces derniers ne sont pas équipés pour ce type de voyage.



EXEMPLE 9 : une Chinoise, mère de deux enfants, décida de partir pour l'Ukraine dans le but de se rapprocher de l'Europe de l'Ouest. Elle espérait pouvoir y trouver du travail afin de se garantir un meilleur avenir, pour elle-même et ses deux enfants. En Ukraine, elle prit contact avec des individus connus pour organiser des voyages en Europe occidentale. Cette femme partit en voiture avec 13 autres passagers jusqu'à la frontière de la République tchèque, qu'ils franchirent à pied par les montagnes. À la suite d'un malentendu, personne ne vint les chercher au lieu convenu. Ils furent donc forcés de faire demi-tour et de passer la nuit dehors. Entre-temps, quelque 70 personnes étaient venues rejoindre le groupe et ils essayèrent à nouveau de franchir les montagnes. Cette fois, deux camions les attendaient. Après une interruption de deux semaines, le voyage reprit et la jeune chinoise fut contrainte de se cacher derrière une fausse paroi dans une camionnette avec trois autres personnes. Ils voyagèrent dans ces conditions jusqu'à Anvers, en passant par l'Allemagne. La jeune femme fut obligée de s'arrêter en Belgique car elle n'avait pas suffisamment d'argent pour pouvoir poursuivre sa route jusqu'en Angleterre..

Les conditions de voyages sont déterminées et organisées selon la forme des réseaux criminels, qui peuvent être plus ou moins structurés.

Le réseau structuré

Il s'agit de véritables structures de type mafieux, implantées au niveau international et généralement impliquées dans diverses formes de criminalité, telles que la vente d'armes illégales, le trafic de drogue et le blanchiment d'argent. Certains réseaux proposent des "forfaits voyage" globaux, comprenant des faux passeports, le transport et le séjour. Autrement dit, une organisation contrôle tout le voyage, depuis le pays d'origine jusqu'au pays de destination, en passant par les pays de transit. Les membres de telles organisations peuvent, selon leur position dans l'organisation, être responsables d'une partie ou de l'ensemble du voyage. Dans ces réseaux, le prix du voyage est convenu à l'avance : il n'est donc pas question de vente ou d'achat de migrants en cours de route, même si un ou plusieurs transferts ont lieu. Cette structure caractérise, par exemple, les réseaux nigériens de traite des êtres humains.



EXEMPLE 10 : une Nigériane de 18 ans accepta l'offre d'une autre Nigériane de partir travailler en Europe. Avant son départ, elle avait dû se soumettre à des rituels vaudous et jurer de ne jamais révéler qui l'avait fait entrer en Europe. Elle avait payé US\$50.000 pour le voyage. Elle voyagea en voiture avec deux Nigériens de Lagos à Cotonou et, de là, vers Abidjan avec un intermédiaire marocain. Un homme blanc l'accompagna ensuite en avion jusqu'à Paris via le Maroc. L'autre femme vint la chercher à l'aéroport. Elle travailla comme prostituée pour rembourser ses dettes.

Les réseaux chinois de traite des êtres humains se chargent de l'ensemble du voyage. Le paiement s'effectue de deux manières. Le candidat à l'immigration paie une partie de son voyage au réseau criminel, dès l'arrivée dans le pays de destination. Le réseau doit donc disposer d'un lieu de travail (par exemple des restaurants chinois et des ateliers de confection clandestins) où le migrant sera exploité pour rembourser son voyage.



EXEMPLE 11 : une Chinoise de 17 ans s'adressa à un réseau de trafiquants bien connu, afin d'être aidée pour quitter la Chine pour les États-Unis. Ses parents avaient payé une partie des frais à l'avance, le reste devant être remboursé à l'arrivée.

Un premier intermédiaire l'emmena à Bangkok avec cinq autres filles. Elle fut ensuite enfermée tandis qu'un second intermédiaire lui procurait un faux passeport et un billet. Un troisième homme conduisit la jeune fille à l'aéroport et un quatrième l'accompagna en avion jusqu'à Copenhague. Un cinquième homme, qui était aussi dans l'avion, rejoignit la jeune fille et son compagnon après l'atterrissage. Ils prirent ensuite le train jusqu'à Bruxelles dans l'intention de poursuivre le voyage jusqu'à Chicago.

Le migrant peut également payer le voyage en plusieurs versements (paiement effectué soit directement par le migrant, soit par sa famille et ses amis). Une première somme permet d'effectuer une partie du voyage. Si le reste n'est pas versé, le migrant ne rejoint pas sa destination finale. De cette manière, le réseau criminel s'assure d'être toujours payé.



EXEMPLE 12 : Une Chinoise était censée payer US\$20.000 pour son voyage en Angleterre. Elle versa une avance de \$16.000 et sa mère devait payer le reste après son départ. À l'arrivée en Hongrie, la jeune fille et ses 20 compagnons de voyage furent contraints de téléphoner à leur famille pour leur demander de payer le solde. Comme sa mère n'avait pas encore payé lorsque les migrants quittèrent la Hongrie, la jeune fille fut maltraitée et battue. Finalement, la Chinoise fut laissée en Belgique avec deux autres jeunes filles car la totalité de la somme n'a pas été versée.

Cependant, une telle approche signifie que le migrant est généralement très endetté, non seulement auprès de sa famille et de ses amis, mais aussi d'usuriers.

Le réseau peu structuré

Les réseaux de traite des êtres humains opèrent également dans le cadre de structures flexibles réunissant différents groupes qui concluent des accords afin de constituer une chaîne complète. Ces structures sont capables de s'adapter rapidement et sans difficulté aux changements inattendus de leur environnement.

Les différents intermédiaires sont les recruteurs, les fournisseurs de passeports, les fournisseurs d'hébergement et les passeurs dans les pays de transit et/ou de destination. En réalité, ces organisations criminelles n'opèrent dans aucune structure bien définie. D'autre part, elles se préoccupent peu de leur "marchandise", le principal étant de tirer leur revenu du passage des migrants.

EXEMPLE 13 : une Moldave quitta son pays avec un homme de la même origine. Il lui avait promis de lui trouver du travail en Italie comme femme de ménage. Arrivés en Roumanie, il vendit la fille à un Serbe qui l'emmena à Belgrade et la séquestra dans une maison avec d'autres jeunes filles. On lui annonça alors qu'elle devrait travailler comme prostituée. Elle fut ensuite emmenée au Monténégro et vendue à un Albanais qui la ramena en Albanie. Elle fut de nouveau séquestrée pendant environ un mois avec d'autres jeunes filles, jusqu'à ce que deux autres Albanais l'achètent. Finalement, ces hommes l'amènèrent en Europe de l'Ouest et l'obligèrent à se prostituer pour leur compte.



EXEMPLE 14 : une jeune Moldave décida de partir en Roumanie en compagnie d'un homme, avec deux autres jeunes filles. Elles furent vendues à un Roumain US\$400 chacune. Elles franchirent la frontière Serbe et furent logées avec neuf autres jeunes filles d'Europe de l'Est. Deux hommes achetèrent alors ces filles au prix de US\$450 par fille. Ils voyagèrent jusqu'à Belgrade, où les filles furent vendues par deux ou par trois à un prix encore plus élevé. De Belgrade, la jeune moldave fut emmenée avec trois autres au Monténégro où elles furent vendues à un Albanais et un Serbe. Elles furent emmenées en Albanie par les montagnes, en compagnie de huit autres filles. Dans l'attente d'une autre transaction, les jeunes filles devaient se prostituer. La jeune Moldave et l'une des autres filles furent achetées par deux Albanais. Ils partirent tous pour Tirana et voyagèrent ensuite, par bateau, de Vlôre jusqu'en Italie. À Milan, elles furent obligées de se prostituer pour les deux hommes. Elles furent finalement emmenées dans une camionnette dans laquelle six autres adultes et quelques enfants voyageaient clandestinement jusqu'en Belgique. Une fois arrivées à destination, elles furent à nouveau obligées de se prostituer.



1.2. Formes d'exploitation dans le pays de destination

À l'arrivée dans le pays de destination, la plupart des migrants semblent très vulnérables et sont rendus dépendants par les personnes qui ont organisé leur voyage. En effet, ils ne disposent pas toujours des documents requis ni des ressources financières suffisantes, sont privés de toute communication, font l'objet de mauvais traitements et de violences. Pour augmenter l'état de dépendance des victimes et limiter encore leur liberté de mouvement, leurs papiers d'identité leur sont fréquemment confisqués lorsqu'elles arrivent à leur destination finale. Le but des trafiquants consiste à mettre leurs victimes dans une situation de totale dépendance.

L'accumulation des dettes présumées est ici un élément essentiel. Ces dettes comprennent notamment le prix des tickets, de l'hébergement, des documents de voyage et des permis de séjour. Ces dettes sont fictives (ou, en tout cas, bien supérieures aux frais réellement engagés) et augmentent même parfois au fil du temps. De nombreuses victimes doivent, par conséquent, emprunter de l'argent à leur propre entourage ou directement aux réseaux criminels pour payer les ces coûts intermédiaires extrêmement élevés.

C'est à partir de ce moment que les victimes réalisent alors la situation dans laquelle elles se trouvent. Elles s'aperçoivent qu'il est trop tard pour rentrer chez elles. La dette est à l'origine de l'exploitation. Les victimes doivent remettre une partie, voire tout ce qu'elles gagnent à leurs exploiters.

Par ailleurs, tout est mis en oeuvre pour empêcher les victimes de demander de l'aide : soit, par exemple, en entravant physiquement leur liberté, soit et en annihilant leur confiance dans les autres pour qu'ils n'osent plus leur demander de l'aide. Les exploiters cherchent des lieux de travail où ils peuvent facilement surveiller les victimes et limitent également leur liberté de mouvement en dehors des heures de travail en leur rappelant leur statut de clandestin ou en leur faisant remarquer qu'ils risquent d'être poursuivis pour faux et usage de faux s'ils sont découverts en possession de faux papiers d'identité.

1.2.1. Exploitation sexuelle

La prostitution est la forme la plus commune d'exploitation des victimes de la traite des êtres humains, autrefois dite « traite des femmes ».

Elle se caractérise par l'obligation de reverser tout ou partie de ses revenus à un exploitateur. Cependant, selon les origines culturelles des victimes, différentes pratiques de contrôle et de soumission sont utilisées.

Il est frappant de constater que les femmes contraintes de travailler pour des réseaux criminels d'Europe de l'Est, comme les mafias albanaise ou roumaine, sont constamment surveillées. Les jeunes filles sont accompagnées jusqu'au lieu de travail et leurs exploiters font tout pour s'assurer qu'elles ne tentent pas de s'échapper ou de conserver une partie de l'argent.

En revanche, les femmes africaines, notamment les Nigérianes, sont rarement, voire jamais, surveillées par leur 'madame'. Pourtant, elles remettent leur argent sans résistance. Cette soumission est le résultat d'une sorte d'accord conclu, avant le départ du pays d'origine, entre la 'madame', la jeune fille et parfois même ses parents. Ce type d'accord s'accompagne d'un certain nombre de rituels

(notamment vaudous) auxquels la jeune fille doit se soumettre. Dans le cadre de ces rituels, la jeune fille doit donner des 'parties' d'elle-même : des ongles, des cheveux, du sang menstruel, etc. Elle doit ensuite jurer qu'elle ne dénoncera jamais la personne qui l'a aidée à se rendre en Europe. Si elle ne respecte pas cette promesse, le vaudou provoquera sa mort, ainsi que celle de toute sa famille. Beaucoup croient en effet que ceux qui ne tiennent pas leur parole meurent dans les trois ans.



EXEMPLE 15 : une Albanaise fut emmenée en Belgique par le frère de son futur proxénète. Elle fut d'abord enfermée dans une chambre d'hôtel. Quatre jours plus tard, le frère du proxénète la conduisit dans la maison d'un ami où elle fut séquestrée pendant 12 jours. Entre-temps, le proxénète et son frère étaient arrivés en Belgique. Les trois frères louèrent un appartement. La femme comprit très vite qu'elle devrait travailler comme prostituée et remettre tout l'argent qu'elle gagnait au frère aîné, sous peine d'être battue. Chaque soir, elle était emmenée en voiture dans un bar. Le proxénète lui remit également un téléphone portable pour pouvoir toujours vérifier en permanence qu'elle était avec un client. Il était convenu avec le client qu'il payerait directement le proxénète. Si la femme restait seule dans l'appartement, les frères lui téléphonaient régulièrement et elle devait toujours passer au magnétoscope la même partie d'une cassette-vidéo pour prouver qu'elle était vraiment à la maison.

EXEMPLE 16 : une jeune Nigériane rencontra un homme qui séjournait souvent en Europe. Il lui promit qu'elle pourrait étudier et trouver du travail beaucoup plus rapidement en Europe que dans son pays, lui faisant miroiter un avenir bien meilleur. Tout d'abord, l'homme se débrouilla pour lui trouver un passeport. Juste avant son départ, la jeune femme devait rendre visite à une sorte de sorcier et subir un certain nombre de rituels. Elle devait également jurer que, quoi qu'il lui arrive en Europe, elle ne devait jamais en parler à ses parents. L'homme lui coupa les ongles des mains et des pieds, ainsi qu'une mèche de cheveux. Le jeune couple voyagea jusqu'aux Pays-Bas. Là, elle fut contrainte de travailler comme prostituée car elle était censée rembourser US\$30.000 au trafiquant. Poussée par la peur, la jeune femme obéit. L'homme ou l'un de ses amis réapparaissait à intervalles irréguliers, parfois après une semaine, parfois après quelques jours, ou une semaine, pour collecter l'argent qu'elle avait gagné.



Face à cette situation de dépendance extrême les victimes tendent à vouloir protéger leur proxénète. Autrement dit, elles tentent de se protéger en apaisant autant que possible ceux qui les dominent. Cette réaction est appelée " identification à l'agresseur ".

L'exploitation de la prostitution se manifeste dans différents lieux : la prostitution de rue, dans les bars, les vitrines, les cabarets, les salons de massage et les maisons privées. La prostitution la moins visible permet davantage d'abus aux proxénètes.

1.2.2. Exploitation économique

Bien que l'exploitation sexuelle semble être la forme de traite des êtres humains la plus connue, l'exploitation économique ne doit pas être négligée. Compte tenu de leur situation administrative précaire dans le pays de destination et de leur niveau d'endettement élevé, la plupart des victimes représentent des cibles vulnérables comme main-d'œuvre bon marché. Cette forme d'exploitation n'est pas limitée à un type d'emploi ou à un secteur spécifique. Il est en effet possible, dans n'importe quel cadre professionnel, d'exploiter une personne de manière à la priver de sa liberté et de sa dignité. L'exploitation économique, dans des conditions d'esclavage, est en général étroitement liée à l'emploi illégal.

Esclavage domestique

Les femmes, les hommes et les enfants qui travaillent comme employés de maison peuvent être confrontés à des conditions de vie et de travail dégradantes, analogues à l'esclavage. Ces personnes travaillent dans un cadre familial et privé. Les abus sont souvent difficiles à détecter. La plupart des employés de maison ont des lourds horaires de travail, commençant tôt le matin et terminant tard le soir. Ils travaillent sept jours sur sept tout au long de l'année, sans repos, ni congés. Ces conditions difficiles s'accompagnent souvent de mauvais traitements, d'humiliations et de séquestration. Si un contrat a été rédigé, ses dispositions sont totalement ignorées.



EXEMPLE 17 : pour aider sa famille, une jeune marocaine se mit à chercher du travail. Elle entra en contact avec un homme qui lui proposa de l'emmener en Espagne, où elle pourrait trouver facilement du travail. Son activité et sa rémunération ne lui avaient été précisés. Elle devait, au départ, payer une grosse somme d'argent pour ses frais de déplacement. Elle lui fut prêtée par sa famille et son entourage. La jeune fille était censée rembourser cette somme une fois qu'elle aurait commencé à travailler. À Madrid, elle rencontra deux amis du premier homme, qui vivaient en Belgique. Ils la persuadèrent de les suivre en Belgique, où elle aurait la possibilité de travailler dans une famille, pour un salaire plus intéressant qu'en Espagne. Elle commença à travailler comme gouvernante. Elle fut constamment insultée et battue sans jamais recevoir le salaire promis. Au bout de quatre mois, elle finit par s'échapper. Elle rencontra alors un autre Marocain qui lui proposa de travailler dans une salle de banquets. Sa dette n'étant pas totalement remboursée, elle accepta l'offre. Dans l'attente que le poste se libère, elle logea dans la famille de l'homme en question, où elle fut forcée de s'occuper des tâches ménagères sans être payée. Par ailleurs, la jeune fille fut sexuellement et physiquement abusée. Le travail promis ne se concrétisa jamais.

Les personnes qui jouissent d'un statut diplomatique ont la possibilité de faire venir de l'étranger des employés de maison en fonction de leurs besoins personnels. L'immunité diplomatique les protège de toute poursuite.

Cette impunité incite aux abus et vulnérabilise davantage leurs employés de maison. Le Bureau du Protocole du Ministère des Affaires Etrangères des pays d'accueil, chargé de la remise d'une carte d'identité spéciale aux employés de maison des diplomates, peut difficilement intervenir dans des situations d'exploitation du personnel. Ce bureau peut tenter de négocier un accord à l'amiable entre le diplomate et l'employé. Si toute négociation s'avère impossible, la seule option du Ministère consiste à déclarer le diplomate en question 'persona non grata'. Autrement dit, le Bureau interdit à ce diplomate d'entrer dans le pays. Le risque est qu'une telle décision ait un effet négatif sur les relations diplomatiques entre les Etats.

Il convient de souligner, bien évidemment, que tous les diplomates n'exploitent pas leur personnel.

EXEMPLE 18 : à l'aide d'un intermédiaire, une Sri-Lankaise de 23 ans arriva à Paris pour travailler au service d'un diplomate. Selon les termes du contrat de travail, elle avait été engagée comme baby-sitter. Une fois arrivée chez le diplomate, elle comprit rapidement que son travail consisterait à se charger uniquement des tâches domestiques. Elle travaillait sept jours sur sept, de 6h jusqu'à 1h, voire 3h du matin. Si elle n'obéissait pas, elle était battue. Son contrat stipulait un salaire acceptable, mais en réalité elle ne fut jamais payée. À plusieurs occasions, le diplomate tenta de l'abuser sexuellement. Au bout de six mois, la jeune femme parvint à s'échapper. Plusieurs personnes étaient au service du diplomate dans des conditions similaires.



Ateliers clandestins (secteurs de la confection et du textile, etc.)

Des hommes et des femmes travaillent dans des ateliers clandestins pour un faible salaire. Les ateliers qui abritent les travailleurs triant les tissus et les mettant en balles en vue du triage sont particulièrement réputés pour être des lieux d'exploitation économique.

EXEMPLE 19 : un Syrien âgé de 25 ans décida de chercher du travail en Europe de l'Ouest pour retourner ensuite auprès de sa famille avec l'argent qu'il aurait gagné. Sur des conseils reçus en Italie, il partit pour la Belgique avec un numéro de téléphone en poche.

Il entra en contact avec le propriétaire d'un atelier textile. Le jeune homme commença à y travailler en toute confiance. Le propriétaire s'occupait des biens du jeune homme sous prétexte de les protéger du vol. Il avait aussi été convenu que l'employeur conserverait le salaire jusqu'à ce que le Syrien retourne auprès de sa famille. Celui-ci travailla sept jours par semaine pendant cinq mois. Il était contraint de dormir et de manger dans l'atelier. À la suite d'un accident de travail, il ne fut plus en état d'effectuer de lourdes tâches et il fut mis à la porte. Il ne récupéra ni son argent ni ses biens et son salaire ne lui fut jamais payé.





EXEMPLE 20 : un pakistanais de 28 ans fut retrouvé dans un atelier textile clandestine en Belgique. Il vivait dans l'atelier avec quatre collègues et s'alimentait grâce aux colis de nourriture que leur patron leur laissait chaque week-end. Son salaire équivalait à 62 euros. Le patron gardait le reste pour "couvrir les frais".

Les victimes de la traite des êtres humains employées dans ces ateliers sont plus généralement des hommes, compte tenu de l'intensité de l'effort physique requis. Il existe également de grands ateliers de fabrication de vêtements où des hommes et des femmes doivent travailler de nombreuses années afin de rembourser leur dette.

Secteurs des services et de la restauration

Dans le pays de destination, un grand nombre de victimes (hommes femmes et enfants) sont employées dans des restaurants, des boulangeries, des snack-bars, des night-shops, etc. Certains sont placés directement par le réseau dans ce type d'établissements et doivent y travailler pour rembourser leur dette.

D'autres tentent de rembourser à leurs familles les importantes sommes d'argent empruntées.



EXEMPLE 21 : pour un montant global de US\$15.000, un jeune Chinois voyagea jusqu'aux Pays-Bas grâce à un réseau de trafic de migrants. Sa famille avait emprunté l'argent pour payer d'avance son voyage. Engagé dans un restaurant chinois, il travaillait six jours par semaine, de 10h30 à 23h pour environ US\$300 par mois et dormait dans une mansarde au-dessus du restaurant. Ce Chinois travailla dans des conditions similaires dans trois autres restaurants pendant cinq ans. Durant cette période, il parvint tout juste à rembourser US\$5.000 à sa famille qui était continuellement harcelée par les usuriers.

Il faut aussi se rappeler que certains parents laissent en toute bonne foi leurs enfants partir travailler dans des familles. Mais il s'avère que ces familles ne recherchaient qu'une main-d'œuvre bon marché.



EXEMPLE 22 : une Marocaine de 14 ans fut emmenée par son cousin en Belgique pour travailler dans son snack-bar. Si elle ne faisait pas exactement ce qu'on lui disait, son cousin la battait même en présence de clients. Généralement, elle travaillait de 9h à 1h du matin. Parfois, elle fut même contrainte de travailler de nuit. Elle a travaillé dans ces conditions pendant près de trois ans, sans jamais être payée.

Mendicité et colportage dans la rue

Les victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation de main-d'œuvre sont particulièrement nombreuses dans le colportage et la mendicité. Chaque jour, la plupart des victimes travaillent de longues heures aux carrefours et dans les lieux très fréquentés, tels que les centres commerciaux et les cafés. La servitude pour dette contraint les victimes à se soumettre à des activités de tout genre, tels que la vente de fleurs, de cigarettes, de souvenirs, etc.



EXEMPLE 23 : une Bolivienne de 19 ans fut invitée à émigrer en Italie, dans l'espoir d'un avenir meilleur. Elle n'avait jamais imaginé qu'elle y dormirait dans une camionnette. Chaque matin, elle était conduite sur des marchés, où elle devait vendre toutes sortes de babioles. Elle ne recevait que le strict minimum de nourriture et seulement lorsqu'elle avait réalisé suffisamment de ventes.

Secteur du sport

Le traite d'êtres humains n'épargne pas le monde sportif, en particulier le football. En réalité, certaines victimes de ce secteur présentent des caractéristiques similaires aux autres secteurs, comme la prostitution. Des jeunes joueurs originaires d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'Europe de l'Est vont là où le 'marché' leur offre les meilleures conditions, souvent par le biais d'un agent. Les contrats entre l'agent et le joueur sont en général très douteux et établis dans une langue que le joueur ne comprend pas. Il ne sait donc pas ce qu'il signe.



EXEMPLE 24 : un jeune Camerounais fut emmené en Allemagne par un agent, afin de passer un test dans un club de football. Ce club décida finalement de ne pas acheter le joueur. Il eut alors l'occasion de jouer dans un club belge sur la base d'un contrat non amateur (catégorie située entre les catégories des amateurs et des professionnels). Toutefois les conditions définies dans le contrat ne furent pas honorées. Le joueur ne gagnait que US\$70 par semaine. De plus, sa situation administrative ne fut jamais régularisée, malgré la promesse du club. Au bout d'une saison, il fut renvoyé, alors qu'il avait signé un contrat de trois ans. Par la suite, il joua pour deux autres clubs dans des conditions similaires.

L'objectif de l'agent consiste à vendre un joueur à un club prestigieux. L'aspect négatif de ces transactions est le sort réservé aux joueurs rejetés, soit parce que leur agent n'a pas réussi à les vendre, soit parce qu'ils ne satisfont pas aux exigences des clubs. Le jeune joueur ne gagne pratiquement rien, pendant la période d'essai qui peut s'étaler sur plusieurs mois. Les jeunes joueurs veulent croire aux promesses de leur agent car, pour eux et leur famille, cette opportunité représente un moyen d'échapper à la pauvreté. Cependant, la réalité est autre... (exploitation, abus de confiance, traitements humiliants, logements misérables, peu ou

pas d'installations sanitaires et une quantité minimum de nourriture et de vêtements). Dans certains cas, l'agent laisse simplement tomber certains joueurs ou les fait entrer illégalement dans de plus petits clubs, qui leur versent un salaire non déclaré ne leur permettant même pas de subvenir à leurs besoins. Sur ce circuit complètement illégal, les clubs vendent parfois des joueurs sans leur consentement.

Au lieu de la réussite espérée en Europe en tant que footballeur, le destin de ces joueurs se limite souvent à se soumettre aux exigences de l'agent. La plupart du temps, ils n'osent pas retourner chez eux car c'est le signe d'un échec.

La réussite n'est au bout du chemin que pour un petit nombre de joueurs qui signent un contrat correct avec un club. Dans certains cas, c'est le club qui s'occupe de procurer aux joueurs une autorisation de travail. En général, ils ne reçoivent que le salaire minimum, avec quelques fois des primes ou des avantages en nature (tels que l'hébergement).

1.3. Relation entre trafic de migrants et traite des êtres humains

Il convient d'établir une distinction entre le trafic de migrants et la traite des êtres humains. Le trafic est le transport illégal d'individus en contrepartie d'un paiement élevés, la traite est un déplacement violent de personnes afin de les exploiter. Toutefois, ces deux phénomènes partagent un certain nombre de caractéristiques communes. En effet, les cas de trafic finissent fréquemment par des situations de traite.

1.3.1. Similarité des modes de transport

La plupart des itinéraires auxquels font appel les réseaux criminels sont identiques pour le trafic de migrants et la traite des êtres humains, comme leur sont communs l'usage de faux papiers, de passeports, de visas, de certificats de mariage ou de naissance falsifiés. La méthode utilisée par les passeurs pour faire entrer les migrants dans un pays implique également un abus de la situation dans laquelle se retrouvent ces personnes. Si les passeurs leur mentent ou les assujettissent de force, de quelque façon que ce soit, ce trafic peut pratiquement être assimilé à la traite des êtres humains. Forcer quelqu'un à payer 'en nature' n'est qu'un exemple parmi d'autres.



EXEMPLE 25 : Durant l'examen médical d'un certain nombre d'Iraniens, tous expliquèrent qu'ils avaient subi des opérations des reins à la suite de problèmes de calculs rénaux. Au cours de la même période, un grand nombre de personnes furent supprimées de la liste d'attente des donneurs de rein. Certains Iraniens finirent par admettre qu'ils avaient dû donner un rein au réseau criminel afin de payer leur voyage.

Il ne faut pas négliger les énormes sommes d'argent que ces migrants doivent payer pour leur passage. Certains sont en mesure de verser toute la somme à l'avance en empruntant de l'argent à des usuriers, à leur famille ou à des connaissances, argent

qu'ils devront rembourser dès que possible. D'autres ne paient qu'une avance et doivent ensuite payer le solde. Quelle que soit la solution choisie, ils sont endettés pour de longues années, ce qui pousse ces migrants à accepter un travail illégal ou à s'impliquer dans des activités criminelles dans le pays de destination.



EXEMPLE 26 : une famille russe voulait migrer en Europe occidentale pour des raisons économiques. Un réseau russe d'immigration clandestine fut mis en place pour fournir à la famille les documents nécessaires, en échange d'une certaine somme d'argent et d'un service : le mari devait accompagner en Belgique un garçon de douze ans, avec tous les risques inhérents. Après avoir rempli sa mission, l'homme devait encore payer US \$ 7.500 pour obtenir les faux documents nécessaires à sa famille et l'organisation de son passage clandestin.

1.3.2. Interception avant l'exploitation

Les victimes qui sont interceptées aux contrôles des frontières ne connaissent généralement pas la destination finale de leur voyage. Elles sont considérées comme des clandestins alors qu'elles sont victimes de traite des êtres humains. C'est d'autant plus vrai lorsque le coût du voyage n'a pas entièrement été remboursé aux trafiquants.



EXEMPLE 27 : une jeune Chinoise de 17 ans avait contacté une organisation spécialisée dans l'immigration clandestine pour l'aider à quitter le pays. Ses parents payèrent une avance et le reste devait être versé lorsque la jeune fille arriverait aux États-Unis. Cela n'aurait pas dû poser de problème car la jeune fille pourrait facilement trouver du travail et ainsi, rembourser sa dette. La jeune fille fut finalement interceptée, avec un compagnon de voyage et deux guides au contrôle de l'immigration à l'aéroport de Bruxelles.

EXEMPLE 28 : une jeune Africaine souhaitait aller étudier à Londres. Selon ses proches, les chances de trouver un arrangement officiel étaient inexistantes. Par le bouche à oreille, elle entra en contact avec un homme qui lui procura un passeport et un billet d'avion pour environ US\$5.000. La jeune fille n'était pas en mesure de payer une telle somme mais l'homme lui assura qu'elle pourrait travailler à Londres pour rembourser ce qu'elle lui devait et payer ses études en même temps. La nature du travail n'avait pas été spécifiée. La jeune fille se rendit à l'aéroport de Cotonou avec cet homme et l'un de ses amis. Seul le second homme prit l'avion avec elle. Durant une escale à Bruxelles, la jeune fille et l'homme furent interceptés. Tous deux avaient indiqué sur leurs bagages la même adresse à Londres.





Photo: D.R.

2. DÉFINITIONS

Il existe de nombreuses définitions de la traite des êtres humains. Certaines comprennent également l'immigration clandestine, alors que d'autres distinguent clairement les deux phénomènes. Nous ne souhaitons pas prendre part au débat relatif à la portée de la définition. Nous vous présentons donc un certain nombre de versions actuelles.

Une définition internationale de la traite a été adoptée le 6 octobre 2000 par le **Comité Spécial des Nations-Unies** chargé de l'élaboration du protocole additionnel à la **Convention des Nations-Unies contre la criminalité transnationale organisée**, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants. L'article 3 a adopté la définition suivante de la traite des êtres humains:

a) L'expression "traite des personnes" désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par le menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation.

L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, le servitude ou le prélèvement d'organes;

b) Le consentement d'une victime de la traite des personnes à l'exploitation envisagée, telle qu'énoncée à l'alinéa (a) du présent article, est indifférent lorsque l'un quelconque des moyens énoncés à l'alinéa (a) a été utilisé;

c) Le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'un enfant aux fins d'exploitation sont considérés comme une 'traite de personnes' même s'ils ne font

d) appel à aucun des moyens mentionnés à l'alinéa (a) du présent article;

Le terme 'enfant' désigne toute personne âgée de moins de 18 ans.

Complétant la **Convention des Nations Unies**, un second protocole a été élaboré (**Protocole contre l'introduction clandestine de migrants par terre, mer et air**), dont l'article 3 reprend l'utilisation des termes suivants:

- a) *L'expression 'introduction clandestine des migrants' désigne le fait d'assurer l'entrée illégale dans un État à une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet État, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un tout autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un État partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet État ;*
- b) *L'expression 'entrée illégale' désigne le passage de frontières alors que les conditions nécessaires à l'entrée légale dans l'État d'accueil ne sont pas satisfaites ;*
- c) *L'expression 'faux document de voyage ou d'identité frauduleux' désigne tout document de voyage ou d'identité :*
 - (i) qui a été contrefait ou modifié de manière substantielle par quiconque toute autre personne ou autorité que celle(s) une personne ou une autorité légalement habilitée(s) à établir ou à délivrer le document de voyage ou d'identité au nom d'un État ; ou*
 - (ii) qui a été délivré ou obtenu de manière irrégulière moyennant fausse déclaration, corruption ou contrainte, ou de toute autre manière illégale ; ou*
 - (iii) qui est utilisé par une personne autre que le titulaire légitime ;*
- d) *Le terme 'navire' désigne tout type d'engin aquatique, y compris un engin sans tirant d'eau et un hydravion, utilisé ou pouvant être utilisé comme moyen de transport sur l'eau, à l'exception d'un navire de guerre, d'un navire de guerre auxiliaire ou autre navire appartenant à un gouvernement ou exploité par lui, tant qu'il est utilisé exclusivement pour un service public non commercial.*

Dans une communication du mois de décembre 2000, la **Commission européenne** donnait la définition suivante dans une proposition de décision-cadre concernant la lutte contre la traite des êtres humains.

Article 1 :

Infractions liées à la traite des êtres humains à des fins d'exploitation du travail.

Chaque État membre prendra les mesures nécessaires pour punir toute forme de recrutement, transport, transfert ou hébergement, ainsi que la réception et l'échange de contrôle exercé sur une personne qui a été privée de ses droits fondamentaux, et ce à des fins d'exploitation dans la production de biens ou la prestation de services, contrevenant ainsi aux normes réglementant les conditions de travail, les salaires, la sécurité et la santé

ainsi que :

- a) l'usage de la contrainte, de la force ou de menaces, y compris l'enlèvement ;
- b) l'usage de la tromperie ou de la fraude ;
- c) l'abus d'autorité ou d'influence ou l'exercice de pression ;
- d) la pression d'une autre forme d'abus.

Article 2

Infractions liées à la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle

Chaque État membre prendra les mesures nécessaires pour punir toute forme de recrutement, transport, transfert ou hébergement, ainsi que la réception et l'échange de contrôle sur une personne à des fins d'exploitation dans la prostitution ou la pornographie enfantine ou dans la production de matériel pornographique, ainsi que :

- a) l'usage de la contrainte, de la force ou de menaces, y compris l'enlèvement ;
- b) l'usage de la tromperie ou de la fraude ;
- c) l'abus d'autorité ou d'influence ou l'exercice de pression ;
- d) la pression d'une autre forme d'abus.

Dans la convention **Europol** de 1995 la traite des êtres humains est définie comme suit : *"soumettre une personne en abusant d'une rapport d'autorité ou de manoeuvres en vue notamment de se livrer à l'exploitation de la prostitution d'autrui, à des formes d'exploitation et de violences sexuelles à l'égard des mineurs ou au commerce lié à l'abandon d'enfant"*.

L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), dans "Trafficking in Human Beings: implications for OSCE", définit la traite comme:

- tous les actes inclus dans le recrutement, l'enlèvement, le transport, la vente, le transfert, l'hébergement ou la réception des personnes;
- par la menace ou l'utilisation de la force, la tromperie, la coercition, ou la servitude pour dettes;
- à des fins de placement ou de détention des personnes, payées ou non, dans un état de servitude involontaire, pour un travail forcé ou pour un

créancier, dans une communauté autre que celle dans laquelle la personne vivait avant d'être trompée, prise de force ou soumise à des créanciers. "

Pour l'**Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)**, il y a traite d'êtres humains lorsque:


- un migrant est engagé de manière illicite (kidnappé, vendu ou simplement recruté) et/ou déplacé, soit à l'intérieur des frontières nationales soit vers un pays étranger;

- des intermédiaires (trafiquants) en tirent profit, à quelque stade du processus qu'ils interviennent, sous une forme économique ou sous une autre forme, par la tromperie, par la coercition et/ou par d'autres formes d'exploitation, dans des conditions qui violent les droits individuels fondamentaux des migrants.

Le **Global Alliance Against Trafficking in Women (GAATW)**, l'**International Human Rights Law Group** et la **Fondation Against Trafficking in Women (STV)**, en coopération avec de nombreuses ONG du monde entier ont développé une définition basée sur leurs expériences de terrain.

'Tout acte ou atteinte impliquant le recrutement, le transport à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières nationales, l'échange, la vente, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'une personne au moyen de la tromperie, de la contrainte (y compris le recours à la force ou à l'abus d'autorité) ou au moyen de la servitude pour dettes en vue de placer ou maintenir cette personne, avec ou sans une contrepartie financière, en servitude (domestique, sexuelle ou reproductive), dans le travail forcé ou en conditions analogues à l'esclavage, dans une communauté autre que celle où cette personne vivait au moment de la tromperie, de la contrainte ou de la servitude pour dettes.'

**Steady jobs available abroad
No qualifications necessary**



**You only pay with your dignity,
your health, and your freedom.**

Entertainer, dancer, model, waitress, an pair: so many interesting, well paid jobs abroad these days. Why would anybody want to give you a job abroad? Because the real job is prostitution. There's a lot of money to be made in prostitution. But not for you. Your part will be sickness, violence, isolation and humiliation. And who will protect you? No one. You will be a stranger in a strange land. Your life is in your hands. Don't trade it for a cage.

This is a message from the International Organization for Migration (IOM) a humanitarian, intergovernmental organization that works for the benefit of migrants world-wide.

Affiche d'une campagne de sensibilisation de l'IOM

3. PRÉVENIR LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

3.1. Campagnes d'information et de sensibilisation

Les campagnes d'information et de sensibilisation sont des instruments à court terme qui jouent un rôle essentiel dans la prévention de la traite des êtres humains. Bien souvent, les migrants potentiels, en particulier les femmes et les mineurs, ne sont pas informés sur les véritables conditions auxquelles ils devront faire face dans le pays de destination. Les trafiquants en profitent souvent pour attirer leurs victimes avec des promesses d'emploi et l'espoir d'une vie meilleure.

L'objectif des campagnes d'information doit consister à fournir des renseignements précis aux personnes souhaitant quitter leur pays d'origine afin de leur permettre de prendre une décision en toute connaissance de cause. Ces campagnes doivent offrir des informations concrètes sur les possibilités, les avantages et les limites de la migration légale, ainsi que sur les conditions de délivrance d'un visa, des permis de séjour et de travail et autres procédures d'immigration.

Ces campagnes d'information doivent être mises en place en coopération avec les ONG des pays d'origine et de destination, les organismes internationaux, les organismes gouvernementaux concernés, les instituts de recherche et les médias.

Il est essentiel que les campagnes proposent à tous des informations sur les réalités et les inconvénients de la migration illégale, abordant également les risques et les dangers d'exploitation qui lui sont associés.

PROJET "MË JEP NDIHME" (AIDE MOI) FORMATION DE TRAVAILLEURS SOCIAUX EN ALBANIE Coordination : "On the Road" (Italy).



Le projet a été réalisé dans le cadre de la plate-forme de la Ville de Scutari en collaboration de la région de l'Emilia Romagna et de la Commune de Ferrara. Entre 1999 et 2001, l'association On the Road a assuré la formation à quarante travailleurs sociaux de quinze associations ou organismes privés. Cette formation devait leur permettre de mener ensuite des campagnes de sensibilisation et de créer des réseaux nationaux. Le projet prévoit également de promouvoir le développement de politiques sociales en coopération avec les organisations internationales actives en Albanie, à travers la formation de cadres, d'enseignants et de travailleurs sociaux tant du secteur public que privé.

Ces informations seront également diffusées par les centres d'orientation dans le pays de destination, tels que les prestataires de services, qui peuvent assister les migrants. Une attention toute particulière doit être accordée aux femmes et aux mineurs, qui constituent des cibles particulièrement vulnérables à la traite des êtres humains.

Dans les cas de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, il est recommandé d'entreprendre des campagnes de sensibilisation destinées aux clients masculins dans le pays de destination et portant sur la violence dont font usage les trafiquants ainsi que sur les conditions de vie des femmes et des mineurs victimes de ce type de trafic.

Les autorités compétentes doivent également être sensibilisées au problème de la traite des êtres humains afin qu'elles soutiennent les effets des campagnes d'information. De plus, des mesures doivent être développées par les responsables politiques pour engager des poursuites contre les trafiquants mais aussi pour protéger et assister les victimes.

3.2. Parité

La discrimination fondée sur le sexe est l'une des principales raisons incitant les femmes et les jeunes filles à l'émigration. Elle se traduit par une condition d'infériorité des femmes et réduit les possibilités d'éducation, de formation professionnelle et d'emploi pour les jeunes filles, l'attribution de certains rôles communautaires et familiaux aux femmes mais aussi leur participation en matière de politique, de religion, de sexualité et de vie sociale.

Des stratégies doivent donc être développées pour promouvoir, renforcer et intégrer des politiques d'égalité entre les sexes dans les planifications nationale, régionale et internationale.

3.3. Coopération et développement

Le manque de possibilités d'emploi et de formation professionnelle est une des causes à l'origine de la migration des femmes. Le départ est souvent perçu comme la seule stratégie permettant aux femmes et aux filles de subvenir à leurs besoins.

Il est recommandé de mettre en place des projets dans les pays d'origine, en étroite collaboration avec les ONG locales, les organisations internationales et des organismes gouvernementaux dans le but de promouvoir les instruments de création de revenus tels que des centres de formation professionnelle et commerciale, d'acquisition de compétences ainsi que des programmes de micro-crédit.

De même, il convient de soutenir financièrement les projets qui visent à renforcer les organisations travaillant avec les groupes vulnérables. La promotion de ces activités de soutien permettrait donc aux groupes vulnérables de développer une identité, une estime de soi et un esprit communautaire positifs et ferait évoluer leur situation économique et sociale. Un système social doit absolument être recréé afin de développer un réseau local de fournisseurs de services qui assisteraient ces groupes vulnérables, réduisant ainsi le risque de recrutement par les réseaux criminels.

Il est également essentiel de rendre ces activités de création de revenus accessibles aux victimes existantes et potentielles de la traite des êtres humains et d'inclure dans ces programmes une sensibilisation à la traite.



CAMPAGNE D'INFORMATION DE L'OIM POUR LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES FEMMES EN UKRAINE

Compte tenu de l'ampleur du phénomène de la traite des êtres humains en Ukraine, l'OIM a mené (de janvier à juin 1998) à Kiev une campagne d'information destinée à fournir aux victimes potentielles de la traite, des informations précises et fiables concernant les réalités des conditions de vie et de travail à l'étranger, ainsi que sur les risques et les conséquences liés à la traite.

Ce projet a été mis en place en collaboration avec le ministère ukrainien de la Famille et de la Jeunesse, le ministère du Travail et de la Politique sociale et le ministère de l'Éducation et financé par le Bureau pour la population, les réfugiés et les migrations (ministère américain des Affaires étrangères) conformément au nouvel accord transatlantique (U.S.A.-U.E.).

Cette campagne nécessitait une recherche approfondie afin de réunir des informations sur le problème de la traite des êtres humains, d'établir un profil des victimes potentielles, de concevoir une stratégie de communication globale et de diffuser des informations au grand public.

Dans le cadre de la stratégie globale de communication, deux documentaires sur les risques de l'immigration illégale et sur les réalités quotidiennes de la vie des migrants ont été produits pour la télévision. D'autre part, trois communiqués d'intérêt public ont été diffusés pour insister sur le danger des offres d'emploi proposées à l'Ouest et indiquant où trouver des informations fiables sur les organisations et les individus offrant du travail à l'étranger. Pour compléter, une série de programmes radio ont été réalisés dans le but de proposer un examen plus approfondi de la question de la traite des êtres humains et de toucher un public plus large en utilisant différents médias.

L'OIM a également créé une brochure et une affiche pour donner aux victimes potentielles des informations plus détaillées sur ce phénomène et sur les ressources d'aide disponibles.

Ce projet prévoyait également la mise en place d'une ligne d'assistance téléphonique proposant des informations sur les conditions sociales, légales et d'emploi à l'étranger, ainsi que des conseils pour les victimes de trafic potentielles et existantes.



Une avocate bénévole du CCEM - Photo: D.R.

4. RÉPRIMER LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

4.1. L'exemple de la Belgique

En Belgique, le thème de la traite des êtres humains est revenu à l'ordre du jour au début des années 90, après la publication du livre du journaliste néerlandais Chris De Stoop intitulé "Ze zijn zo lief, mijnheer" ("Elles sont si gentilles, Monsieur").

Ce livre, s'ajoutant aux efforts constants de Patsy Sörensen (membre du Parlement européen), expose les mécanismes internationaux qui sont à la base de ce commerce illicite et de l'exploitation outrageante des victimes qui y est associée.

À la suite d'une vive réaction de l'opinion publique, une Commission d'enquête parlementaire a été mise en place au sein de la Chambre des représentants, chargée d'examiner des propositions en vue d'adopter une politique structurelle relative à la lutte contre le commerce international des femmes.

Depuis lors, un certain nombre de mesures ont été prises, menant à la loi relative à l'abolition de la traite des êtres humains et de la pornographie enfantine de 1995, ainsi qu'à une politique cohérente visant à combattre ce phénomène.

Loi relative à la répression et à l'abolition de la traite des êtres humains et de la pornographie enfantine du 13 avril 1995

La loi relative à la répression et à l'abolition de la traite des êtres humains et de la pornographie enfantine en vigueur depuis le 13 avril 1995 a amendé le Code pénal et la Loi sur les étrangers. Elle distingue clairement le commerce ayant pour objet l'exploitation sexuelle (sanctionné par le Code pénal) et le commerce visant l'exploitation économique et l'immigration clandestine (sanctionné par la loi sur les étrangers).

La loi relative à la lutte contre la traite des êtres humains introduit l'article 77 bis dans la loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers du 15 décembre 1980, qui prévoit que :

"Quiconque contribue, de quelque manière que ce soit, soit directement soit par un intermédiaire, à permettre l'entrée, le séjour ou le transit d'un étranger et fait usage à l'égard de l'étranger, de façon directe ou indirecte, de manœuvres frauduleuses, de violence, de menaces ou d'une forme quelconque de contrainte ou abuse de la situation particulièrement vulnérable dans laquelle se trouve l'étranger en raison de sa situa-

tion administrative illégale ou précaire, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de [12 euros à 619 neuf euros]".

Récemment, l'article 77 bis a été complété par un nouvel alinéa 1 qui punit: *"quiconque, en abusant de la situation particulièrement vulnérable d'un étranger, a vendu, loué ou mis à disposition aux fins de la prostitution des chambres ou tout autre local dans le but de réaliser un profit anormal.*

La loi du 13 avril 1995 sanctionne également la prostitution forcée, l'exploitation de la prostitution et la gestion d'une maison close. En outre, cette loi s'intéresse particulièrement à la protection des mineurs et à la position sociale des prostituées. Cependant, la loi de 1995 fut amendée par l'adoption de la loi du 20 novembre 2000 concernant la protection des mineurs contre les actes criminels.

Article 379 : *"Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende de [douze euro à six cent dix neuf euro]. "*

- *Il / elle sera puni(e) d'un emprisonnement de dix ans à quinze ans et d'une amende de [douze euro à mille deux cent trente neuf euro] si le mineur n'a pas atteint l'âge de seize ans accomplis.*
- *La peine d'emprisonnement sera de quinze à vingt ans, si le mineur n'a pas atteint l'âge de quatorze ans accomplis."*

Article 380, alinéa 1 : *"Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de [12 euros à 619 euros]:*

- *quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné, détourné ou retenu, en vue de la débauche ou de la prostitution, même de son consentement, une personne majeure ;*
- *quiconque aura tenu une maison de débauche ou de prostitution ;*
- *quiconque aura vendu, loué ou mis à disposition aux fins de la prostitution des chambres ou tout autre local dans le but de réaliser un profit anormal ;*
- *quiconque aura, de quelque manière que ce soit, exploité la débauche ou la prostitution d'autrui.*

La peine est portée de dix à quinze ans de prison ou de 12 euros à 1239 euros si l'auteur *"fait usage, de façon directe ou indirecte, de manœuvres frauduleuses, de violence, de menaces ou d'une forme quelconque de contrainte ; ou abuse de la situation particulièrement vulnérable d'une personne en raison de sa situation administrative illégale ou précaire, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale "*.

Si ces infractions sont commises à l'égard d'un mineur de moins de seize ans, la peine est portée de quinze ans à vingt ans de prison et d'une amende de vingt quatre euro à deux mille quatre cent soixante dix huit euro.

Par ailleurs, un article a été introduit dans le Code d'instruction criminel, prévoyant que des poursuites pourront être intentées à l'égard d'un Belge ou d'un étranger trouvé en Belgique, qui aura commis hors du territoire du Royaume l'une des infractions mentionnées ci-dessus, même si l'autorité belge n'a reçu aucune plainte ou avis officiel de l'autorité étrangère.

La loi du 13 avril 1995 prévoit la fermeture et la cessation d'activité des institutions ayant commis l'une des infractions mentionnées ci-dessus, ainsi que la confiscation des biens et l'interdiction des petites annonces d'ordre sexuel.

4.2. L'exemple de l'Italie

Depuis les années 80, l'Italie a connu un flux croissant de migrants en provenance d'Afrique et d'Europe de l'Est ainsi que l'émergence et la prolifération d'organisations criminelles actives dans le domaine de la traite des êtres humains. Les organisations criminelles albanaises, russes, nigérianes et chinoises se disputent le contrôle des marchés illégaux (drogue, prostitution, blanchiment d'argent...). La lutte contre la traite des êtres humains est devenue une priorité des autorités qui ont pris plusieurs initiatives juridiques et sociales.

Le Code pénal italien condamne la réduction en esclavage (article 600) et le commerce et la traite d'esclaves (article 601).

Article 600 du Code pénal italien

“Toute personne qui réduit une autre à l'esclavage ou à une condition similaire à l'esclavage est passible d'une peine d'emprisonnement de cinq à quinze ans.

Article 601 du Code pénal italien

“Quiconque réalise un trafic ou tout autre type de commerce d'esclaves ou de personnes dans des conditions similaires à l'esclavage sera passible d'un emprisonnement de cinq à vingt ans.

Ces articles sont rarement applicables aux conditions réelles des personnes sujettes à la traite, étant donné qu'ils ne s'appliquent pas aux cas de conditionnement psychologique important, qui n'enlèvent cependant pas la capacité d'une personne à échapper volontairement à l'exploitation à laquelle elle est soumise.

Compte tenu de la situation vulnérable des mineurs, la loi italienne n° 269/98 a amendé l'article 601 afin de dépasser ces obstacles en ajoutant la disposition suivante :

“Quiconque réalise un trafic ou tout autre type de commerce de mineurs dont l'âge n'atteint pas dix-huit ans accomplis à des fins de prostitution sera passible d'une peine d'emprisonnement de six à vingt ans”.

Un nouveau projet de loi a récemment été introduit. Celui-ci distingue la notion d'esclavage de celle de servitude et la peine prévue implique un emprisonnement de huit à vingt ans.

Ce projet de loi définit l'esclavage comme étant *“la condition d'une personne soumise, même de facto, au pouvoir correspondant aux attributs du droit de propriété ou d'autres droits réels”*.

Selon le projet de loi, la servitude est *“la condition d'une personne forcée ou incitée à fournir des services sexuels ou autres”*.

Ce projet de loi définit également une nouvelle infraction, à savoir la traite des êtres humains, en introduisant un article 602 bis.

*“Quiconque force ou incite, par la violence, les menaces ou la tromperie, une personne à entrer, à quitter ou à rester sur le territoire national ou effectue des déplacements au sein du territoire national à des fins d'exploitation économique ou sexuelle ou à des fins de servitude sera passible d'une peine d'emprisonnement de huit à vingt ans.”**

Le principal avantage de la définition ci-dessus est la possibilité de placer l'infraction dans la catégorie de celles relevant de la compétence des bureaux de procureurs du département anti-mafia traitant des organisations criminelles mafieuses. Ce regroupement entraînerait une centralisation des informations issues des enquêtes menées dans le cadre de telles infractions, une plus grande coordination et coopération internationales ainsi que l'accès aux instruments d'investigation utilisés pour la lutte contre le crime organisé.

Loi du 20 février 1958, n° 75 : abrogation de la réglementation en matière de prostitution et de la lutte contre l'exploitation de la prostitution d'autrui

La loi n° 75 du 20 février 1958, également connue comme la loi Merlin, est une sorte de compromis entre différentes positions. En effet, cette loi abolit la réglementation de la prostitution et ne reconnaît pas l'application de sanctions pénales contre les prostituées. Toutefois, elle sanctionne non seulement toute conduite se rapportant à l'organisation de la prostitution et du proxénétisme, mais également la complicité, reflétant ainsi l'intention du législateur de freiner la progression de la prostitution qui est toujours considérée comme une plaie sociale.

Loi du 3 août 1998, n° 269 : réglementation de l'exploitation de la prostitution, de la pornographie et du tourisme sexuel impliquant des mineurs comme nouvelles formes d'esclavage

Pour établir la prostitution enfantine comme infraction, le législateur s'est inspiré du principe de la Convention internationale des droits de l'enfant des Nations Unies, ratifiée par l'Italie en 1991.

L'article 2, alinéa 2, de la loi n° 269/1998 a introduit dans le Code pénal l'article 600 bis reconnaissant l'infraction de la prostitution enfantine. La sanction prévue consiste en une peine de prison comprise entre six et douze ans et une amende

environ de 15 000 à 150 000 euros pour toute personne incitant une personne de moins de 18 ans à se prostituer, à savoir toute personne qui serait complice de prostitution ou de proxénétisme impliquant un mineur.

La loi vise, par le biais de l'article 1, alinéa 1, de la loi n° 269/1998, la protection de la liberté personnelle du mineur et, plus particulièrement, la protection de son développement physique, psychologique, spirituel, moral et social contre tout type d'abus ou d'exploitation sexuelle.

De plus, l'article 600 bis sanctionne d'une peine de six mois à trois ans de prison toute personne ayant des relations sexuelles contre de l'argent ou autre avantage économique avec un mineur entre quatorze et seize ans. Si la victime est un mineur âgé de seize à dix-huit ans, la peine est réduite d'un tiers. Cependant, si le mineur est âgé de moins de quatorze ans, la peine est augmentée d'un tiers à une moitié du terme maximum. Toutes les dispositions prévoyant l'infraction d'exploitation sexuelle des mineurs s'appliquent également lorsque les délits sont commis à l'étranger par un citoyen italien ou à l'encontre d'un citoyen italien ou un étranger ayant simultanément la nationalité italienne.

4.3. L'exemple de l'Autriche

Au cours de ces dernières années, l'Autriche a été témoin d'un flux croissant de femmes et de filles en provenance d'Europe de l'Est et d'Amérique latine.

En Autriche, la traite des êtres humains à des fins de prostitution est spécifiquement sanctionnée par l'article 217 du Code pénal, alors que la traite à des fins autres que la prostitution (l'exploitation domestique, l'exploitation économique ou dans le monde du spectacle érotique) ne fait l'objet d'aucune mesure spécifique.

Le premier alinéa de l'article 217 sanctionne le recrutement ou l'enlèvement de personnes à des fins de prostitution dans un pays dont cette personne n'est pas résidente, indépendamment qu'elle ait été ou pas prostituée.

La traite à des fins de prostitution est sanctionnée par une peine de prison de six mois à cinq ans. Des circonstances aggravantes, comme le recours à la tromperie, aux menaces ou à la force ou à des fins de profits (financiers), élèvent la peine à dix ans de prison.

Le Code pénal autrichien prévoit également le crime d'esclavage. L'article 104 dispose que : *"quiconque se livre au commerce d'esclaves encourt une peine de dix à vingt ans de prison "* et *" quiconque provoque l'asservissement d'autrui ou le réduit en situation analogue à l'esclavage, ou encore qu'un individu se réduit lui-même en situation d'esclavage."*

Contrairement à l'article 217, l'article 104 du Code pénal est applicable à tous les cas de figure.

En juillet 2000, l'article 105 a été introduit dans la loi sur les étrangers afin de sanctionner l'exploitation d'un étranger et l'abus de sa position de vulnérabilité.



Photo : Capture d'écran France 2 - 1996
Libération de Mehret, victime d'esclavage au domicile d'un diplomate

5. ASSISTER ET PROTÉGER LES VICTIMES

5.1. Programmes d'assistance dans les pays de destination

De nombreuses victimes sont en situation irrégulière dans le pays de destination. Les gouvernements des pays de destination et d'origine devraient les considérer avant tout comme des victimes et non comme des criminels.

Compte tenu de la nature clandestine et criminelle de la traite des êtres humains, les victimes sont souvent exposées à d'importants risques pour leur santé et leur bien-être. La peur de l'expulsion et de représailles contre les membres des familles des victimes, la coercition et l'exploitation ainsi que la violence des trafiquants entraînent souvent les victimes dans des situations marginales et vulnérables.

Afin de contribuer de manière durable à la protection et à l'assistance des victimes de cette nouvelle forme d'esclavage, il est indispensable de mettre en place des politiques et des programmes intégrés visant la protection et l'amélioration de la situation de celles-ci.

Ces programmes de protection devraient être adaptés à leurs besoins individuels et accompagnés d'un titre de séjour. Les victimes devraient pouvoir bénéficier d'une socialisation, de conseils, d'aide psychosociale et médicale, d'une assistance juridique, d'un hébergement, d'une formation, d'une orientation et d'un suivi professionnel.

Certains gouvernements ont déjà mis en place des programmes d'assistance aux victimes et la possibilité d'obtenir un permis de séjour dans le pays de destination s'ils coopèrent avec le système judiciaire ou s'ils intègrent un programme social de réhabilitation.

Cependant, les victimes ne voient pas l'intérêt de témoigner contre les trafiquants, étant donné que ce témoignage les oblige à risquer leur vie et celle de leurs familles.

5.1.1. L'exemple de la Belgique

Procédure de délivrance de permis de séjour, services d'emploi et assistance sociale pour les victimes de traite des êtres humains

Une circulaire émanant du ministère fédéral de la Justice et du ministère fédéral de l'Intérieur concernant la délivrance de permis de séjour et de travail pour les victimes étrangères présente une procédure spéciale leur octroyant un permis de séjour.

Conformément à cette circulaire, cette procédure est la suivante :

Première phase :

Un ordre de quitter le territoire (quarante-cinq jours) est délivré aux personnes qui ont quitté le milieu qui les a fait entrer dans la traite des êtres humains et qui s'adressent à un service d'accueil spécialisé.

Deuxième phase

Une "déclaration d'arrivée" (trois mois) est délivrée, si elles ont introduit, dans ce délai de 45 jours, une plainte ou une déclaration contre leur exploitateur auprès d'un service de police ou du Parquet.

Troisième phase :

Au terme d'une période de trois mois, si le Procureur du Roi informe que la plainte ou la déclaration n'a pas été classée sans suite et considère le plaignant comme une éventuelle victime de trafic, la victime est inscrite dans le Registre des étrangers et un permis de séjour est octroyé pour une durée de 6 mois.

La personne concernée peut introduire une demande de permis de séjour pour une durée indéterminée quand la personne contre laquelle il (ou elle) avait introduit une plainte a été assignée devant le tribunal. Le permis de séjour pour une durée indéterminée peut être octroyé quand la plainte ou la déclaration de la personne concernée est considérée comme significative pour la procédure.

Une victime est officiellement autorisée à travailler lorsqu'elle est en possession d'une déclaration d'arrivée ou d'un certificat d'inscription au Registre des étrangers.

Les trois centres d'accueil spécialisés pour les victimes de trafic (Pag-Asa, Payoke et Sürya), sont autorisés à demander les documents liés à la procédure de délivrance de permis de séjour au nom de la victime.

Ces centres proposent une grande variété de services aux victimes de la traite des êtres humains tels qu'une assistance juridique, des conseils, des soins médicaux et psychologiques, une orientation professionnelle permettant de trouver la formation adéquate, un hébergement et un suivi.

Il convient de souligner que la circulaire mentionnée ci-dessus s'applique aux victimes de trafic au sens le plus large : traite des êtres humains à des fins d'exploitation économique et sexuelle et immigration clandestine.

Selon cette même circulaire, une victime de trafic peut officiellement être mise au travail en Belgique. Dans ce cas, l'employeur doit demander une autorisation d'occupation d'un ressortissant d'un pays tiers et un permis de travail au ministère du Travail.

Conformément à l'arrêté royal réglementant le financement de l'accueil des victimes de trafic, le permis de séjour donne à son titulaire des avantages sociaux pris en charge par le centre d'accueil spécialisé ou remboursés par la sécurité sociale.

Cependant, des améliorations à la procédure de délivrance de permis de séjour ont été soumises aux ministères du Travail, de l'Intérieur, des Affaires sociales, de la Santé publique et de la Justice, à l'initiative des trois centres spécialisés et de l'Office des étrangers.

La proposition prévoit que suite à la deuxième phase, si l'Office des étrangers ne reçoit pas de réponse du Bureau du Procureur, la déclaration d'arrivée est prolongée pour une nouvelle période de trois mois. Si le Bureau du Procureur ne répond toujours pas avant la seconde période de prolongation de trois mois, l'Office des étrangers délivre quand même un permis de séjour de 6 mois.

Durant toute la période, la victime est dans l'obligation d'être assistée par un centre spécialisé.

Le certificat est prolongé pour la durée de l'enquête judiciaire.

La victime peut demander un permis de séjour permanent si :

- sa plainte mène à une condamnation du trafiquant en première instance.
- le Procureur du Roi inclut une infraction en matière de traite des êtres humains dans sa plainte contre l'accusé, même si l'accusé n'a pas été condamné pour cette infraction, ou si la plainte a été significative durant toute la procédure.

5.1.2. L'exemple de l'Italie

Article 18 du texte unique avec des dispositions concernant la réglementation sur l'immigration et le statut des étrangers (Decreto Legislativo 25 luglio 1998, n° 286)

L'article 18 relatif à l'immigration régit les procédures pour la délivrance de permis de séjour pour des raisons de protection sociale. Ce permis peut être délivré, "lorsque des opérations de police, des enquêtes ou des procédures judiciaires impliquant l'une des infractions définies par l'art. 3 de la loi 75 (1958) ou par l'art. 380 du Code de procédure pénale [liées à la prostitution et d'autres délits graves], ou lorsque les services sociaux d'une administration locale, dans l'exercice de leur travail d'assistance sociale, identifient des situations d'abus ou d'exploitation

grave d'un citoyen étranger et lorsque la sécurité de ce citoyen étranger est mise en danger à la suite de tentatives de fuite d'une organisation criminelle impliquée dans l'une des infractions mentionnées ci-dessus, à la suite de déclarations faites durant les enquêtes préliminaires ou lors des procédures judiciaires."

Les autorités locales, les associations privées agréées ou le Procureur de la République peuvent demander la délivrance d'un permis de séjour lorsque des poursuites pénales ont été engagées à la suite de situations de violence et d'exploitation grave.

Lorsque la demande est introduite par une autorité locale ou par une organisation privée, le "questore", fonctionnaire ayant une charge correspondant à celle du préfet de police, doit évaluer la présence de circonstances d'abus ou de violence à l'encontre de la victime présumée.

De plus, le "questore" doit être informé du programme d'intégration suivi.

Les organisations privées doivent informer le maire du lieu et de la date de début de ce programme d'intégration. Elles doivent également entreprendre toutes les procédures administratives appropriées et envoyer un rapport semestriel aux autorités locales sur l'évolution du programme. Ces associations sont également dans l'obligation d'informer le maire et le préfet de police si, par exemple, l'étranger met un terme à sa participation au programme d'intégration.

Le permis *"délivré conformément à cet article a une durée de six mois et peut être renouvelé pour une période d'un an ou plus, si nécessaire, à des fins judiciaires"*, si l'étranger a trouvé un emploi à sa date d'expiration ou s'il est inscrit dans un établissement d'enseignement officiel.

"Le permis de séjour prévu par cet article permet l'accès aux services sociaux et aux établissements d'enseignement, ainsi que l'inscription à l'office de l'emploi et la possibilité d'accès à l'emploi sous réserve que la condition d'âge minimum soit satisfaite."

Cependant, le permis de séjour lui est retiré en cas d'arrêt du programme, de conduite incompatible avec les objectifs du programme ou encore si les conditions de délivrance du permis ne sont plus applicables.

Aux termes du règlement d'application du Texte Unique, les associations intégrées dans cette politique doivent être agréées et avoir conclu des contrats ou des accords spécifiques avec les autorités locales. La demande d'inscription doit être soumise aux ministères des Affaires sociales et de l'Égalité des chances avec une proposition de projet de programme d'intégration individualisé. Une Commission interministérielle, composée des représentants des ministères des Affaires sociales, de l'Égalité des chances, de l'Intérieur et de la Justice, prend sa décision en fonction des propositions de projets.

En général, ces programmes d'intégration visent à proposer aux victimes une orientation et une formation professionnelles, une aide pour l'insertion dans le monde du travail mais aussi une assistance juridique, des soins médicaux et psychologiques ainsi qu'un logement.

5.2. Le retour volontaire et l'accueil dans le pays d'origine

Peu de normes internationales font référence au retour des victimes de la traite des êtres humains. L'article 19 de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui datant de 1949 stipule que les frais de rapatriement doivent être remboursés par la victime. Si la victime ne peut pas les prendre en charge, l'État d'accueil est dans l'obligation de financer cette prise en charge temporaire et le rapatriement légal.

Cependant, le récent Protocole des Nations Unies visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier les femmes et les enfants, complétant la Convention des Nations Unies contre le crime transnational organisé, prévoit l'obligation pour le pays d'origine d'accepter et de faciliter le retour d'une victime dans un délai raisonnable.

Le pays d'origine doit délivrer les documents de voyage ou toute autre autorisation nécessaire au voyage et au retour dans le pays d'origine, mais aussi vérifier dans les plus brefs délais si la victime est bien un de ses ressortissants. Les pays d'accueil sont dans l'obligation de garantir que le retour, de préférence volontaire, se fera en toute sécurité et dans le respect des procédures engagées.

Certains individus qui ont été dupés et exploités par des trafiquants souhaitent retourner dans leur pays d'origine. Cependant, alors que certains peuvent s'inscrire pour des programmes de rapatriement volontaire, d'autres doivent faire face à l'expulsion. Dans les deux cas, des obstacles pourraient empêcher leur retour, en particulier s'ils ont migré sans documents légaux ou si les trafiquants les leur ont confisqués.

Dans la plupart des cas, les victimes de traite ne disposent ni des moyens financiers pour retourner dans leur pays d'origine, ni des documents de voyage légaux. Il serait donc préférable que le processus de rapatriement et d'assistance soit pris en charge par les pays de destination et d'origine.

En outre, des programmes doivent être mis en place pour garantir la sécurité des victimes souhaitant regagner leur pays d'origine. Ces programmes doivent proposer une vaste gamme de services adaptés aux besoins du rapatrié tels que des conseils (avant et après le départ), un soutien financier, une aide à l'intégration, des services d'orientation, de suivi et de médiation familiale, des formations professionnelles et permanentes ainsi que des opportunités pour trouver un emploi et subvenir à ses propres besoins.

5.2.1. Programmes d'assistance au retour volontaire

Depuis 1979, l'Organisation internationale des migrations a mis en place des programmes d'assistance au retour volontaire pour les États membres de l'UE.

Il s'est avéré que ces programmes de retour réalisés à grande échelle constituaient une alternative humaine et économique à l'expulsion forcée.

Ces programmes de retour évitent au migrant l'impact négatif de l'expulsion et ses éventuelles répercussions sur le succès de sa réintégration.

Alors que les frais de voyage sont limités, grâce à des arrangements avec les compagnies aériennes et d'autres transporteurs publics, les coûts de ces programmes de retour sont inférieurs aux coûts des procédures d'expulsion et aux coûts sociaux (à plus long terme) d'un séjour prolongé.

La mise en œuvre de programmes d'assistance au retour volontaire se compose de trois étapes fondamentales : la période précédant le départ (avec des informations et des conseils aux communautés de migrants dans le pays d'accueil), le voyage proprement dit et la période consécutive à l'arrivée, lorsque l'OIM est présente dans le pays d'origine, (l'information des migrants, leur orientation, des fonds de lancement et les déplacements dans le pays d'origine).

L'OIM a mis en place une série de programmes d'assistance au retour volontaire dans plusieurs pays tels que la Belgique, l'Italie et l'Allemagne.



PROGRAMME REAB DE L'IOM BELGIQUE

Depuis 1984, l'OIM a mis en place un programme d'assistance au retour volontaire, en étroite collaboration avec le gouvernement belge, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Commissaire général belge aux réfugiés et aux apatrides, les organisations bénévoles et les fournisseurs de services.

Ce programme revêt un caractère humanitaire et volontaire étant donné qu'il aide les étrangers qui ont pris la décision, sans être soumis à aucune pression ni coercition, de regagner leur pays d'origine ou de partir pour un troisième pays mais qui ne disposent pas de moyens financiers suffisants et veulent éviter les conséquences d'une l'expulsion.

Cette aide inclut l'organisation du voyage et les frais des billets de retour du migrant et de sa famille, les dépenses liées au départ et une prime de réintégration.

5.2.2. Assistance au retour volontaire et à la réintégration

Il est vivement recommandé d'assurer la durabilité du retour et de réduire les causes fondamentales de la traite des êtres humains afin d'associer le programme d'assistance au retour volontaire à un programme de réintégration volontaire.

L'élaboration et la mise en place de projets de retour et de réintégration doivent être examinées au cas par cas, car les situations, les besoins et les priorités des victimes diffèrent fortement en fonction des circonstances, notamment dans leur pays d'origine.

Compte tenu de l'augmentation du nombre de mineurs non accompagnés victimes d'exploitation économique et sexuelle, une attention toute particulière, prenant en compte les intérêts du mineur, devrait être accordée à ces victimes.



RETOUR ET RÉINTÉGRATION DES VICTIMES DE TRAFIC ET D'AUTRES VICTIMES VULNÉRABLES (FEMMES ET MINEURS) DANS CERTAINS PAYS DE LA RÉGION DU MÉKONG

Depuis 1996, l'OIM gère un projet en partenariat avec les agences gouvernementales concernées, les ONG et les organisations intergouvernementales des six pays de la région du Mékong : la Thaïlande, le Cambodge, le Vietnam, le Myanmar, le Laos et la province chinoise du Yunnan.

L'objectif global de ce projet consiste à rompre le cercle vicieux de la traite des êtres humains à travers l'établissement d'une infrastructure efficace pour le retour volontaire en toute sécurité et la réintégration des victimes de la traite des êtres humains et autres victimes vulnérables (femmes et mineurs). Ce projet vise également à permettre à ces victimes de réduire le risque de retomber dans le même piège.

À cet égard, la mise en place d'un réseau et l'amélioration d'une approche institutionnalisée et multisectorielle par le biais de l'approfondissement de la coopération entre les autorités gouvernementales et les ONG, sont destinées à transformer ce programme de retour et de réintégration en un mécanisme régional de lutte contre la traite des êtres humains.

Dans les pays d'origine, les programmes de retour et de réintégration proposent une vaste gamme d'activités en fonction de la disponibilité et des capacités des organisations coopérantes.

Les programmes de retour et de réhabilitation proposaient aux bénéficiaires des services médicaux et psychologiques, un hébergement, des services d'éducation, d'orientation, de formation professionnelle, de suivi ainsi que des micro-crédits et des activités génératrices de revenus.

Depuis son lancement, ce projet a permis à plusieurs centaines de victimes de regagner leur pays d'origine. Un certain nombre d'entre elles ont également participé aux programmes d'assistance à la réintégration.

Outre les programmes de retour volontaire et de réhabilitation, différentes actions de prévention ont été organisées dans le cadre de la lutte contre la traite et de la sensibilisation au VIH dans les pays d'origine.

D'autres projets ont également été mis en place pour l'assistance des communautés sujettes à la migration illégale et à la traite.

De plus, des activités de formation sur la protection, le retour et la réintégration des victimes de la traite des êtres humains ont été organisées pour les membres des organisations gouvernementales et des ONG.

Enfin, ce projet comprend des études de recherche et plusieurs activités de forum sur les stratégies de réintégration et les mouvements ouvriers illégaux.



Photo: D.R.

6. INITIATIVES DE L'UNION EUROPÉENNE

L'action commune du 24 février 1997 propose des définitions de la traite des êtres humains ainsi que de l'exploitation sexuelle des adultes et des mineurs. Elle appelle les États membres de l'UE à sanctionner ces infractions, à prendre des mesures de protection et d'assistance adéquates pour les victimes de la traite des êtres humains et de l'exploitation sexuelle et à développer une vaste coopération judiciaire entre les États membres. De son côté, la Commission européenne a développé deux programmes spécifiques, l'un pour lutter contre la violence à l'encontre des femmes et des mineurs et le second pour contrer le phénomène de la traite des êtres humains.

6.1. DAPHNÉ

Le programme Daphné vise à protéger les mineurs, les jeunes et les femmes contre la violence par le biais de la prévention et de l'aide aux victimes de violence.

Le programme encourage l'établissement et le renforcement de réseaux multidisciplinaires ainsi que la coopération notamment entre les ONG et les organisations publiques afin d'améliorer l'échange des informations et des pratiques dans le cadre de la prévention de la violence, de l'aide et de la protection des mineurs, des jeunes et des femmes. Il vise également la mise en place de campagnes d'information en collaboration avec les États membres de l'UE et de campagnes de sensibilisation aux risques potentiels de violence et à la manière de les éviter, destinées au grand public, aux médias ainsi qu'aux femmes, aux mineurs et aux jeunes.

Ce programme favorise également le développement de sources d'information comprenant celles relatives à la violence, la prévention et l'assistance des victimes de violence. Ces sources doivent être accessibles aux ONG et aux organismes publics. De plus, il finance des études sur la violence et les abus sexuels en vue de l'identification des mesures appropriées pour la prévention de la violence et l'assistance des victimes de la violence. Par ailleurs, le programme Daphné encourage l'amélioration de l'identification, de la gestion et de la communication des conséquences de la violence.

6.2. STOP

Le programme STOP II vise à contribuer à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des mineurs. Il encourage la mise en place de réseaux autour des autorités compétentes dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la traite des êtres humains ainsi que l'assistance des victimes en vue de l'échange et la diffusion d'informations, d'expériences, de nouvelles méthodes et de meilleures techniques. Le programme STOP II soutient également la recherche scientifique ainsi que la réalisation de manuels et de modules de formation. En favorisant une approche multidisciplinaire et coordonnée de la traite des êtres humains et de l'exploitation sexuelle des mineurs, ce programme cherche à stimuler l'implication des organisations privées ou publiques des États membres de l'UE ainsi que des pays candidats et des pays tiers.



Photo: D.R.

CONCLUSION

La traite des êtres humains est un phénomène à multiples facettes. Il est généralement convenu entre les acteurs chargés de la prévention et de la lutte qu'une approche multidisciplinaire constitue la seule option présentant des chances de succès.

Une coordination et une coopération accrues entre toutes les organisations gouvernementales, non gouvernementales et internationales impliquées dans la lutte contre la traite des êtres humains sont donc indispensables. Il conviendrait également d'établir un réseau entre les représentants des organismes concernés à un niveau tant national qu'international. Cette collaboration permettrait de créer un forum offrant un haut niveau de contrôle du développement des politiques de lutte contre la traite des êtres humains dans les pays de destination, de transit et d'origine. Il est également nécessaire d'améliorer le partage des meilleures pratiques dans le domaine de la lutte et de la prévention de la traite des êtres humains mais aussi la collecte et l'échange d'informations et de données fiables.

Au niveau national, des accords doivent être établis entre les autorités gouvernementales et les ONG concernées permettant une meilleure coordination et une meilleure collaboration dans le cadre d'une stratégie multisectorielle où chaque institution ferait partager ses compétences dans le but de combattre la traite des êtres humains.

Les trafiquants et les exploiters tirent profits du fait que les risques encourus sont inférieurs aux gains financiers potentiels. L'une des manières de lutter contre ce phénomène consiste donc à rendre ces activités moins intéressantes aux yeux des trafiquants en pénalisant davantage la traite des êtres humains et en augmentant les peines.

L'approche actuelle des gouvernements se concentre principalement sur des stratégies répressives telles que des politiques d'immigration restrictives et le renforcement des procédures pénales. Cette approche n'a pas entraîné d'effets préventifs. De plus, elle ne répond pas aux besoins des victimes.

Outre les méthodes répressives de lutte contre cet esclavage, des stratégies doivent impérativement être développées dans le but d'améliorer et de garantir la protection des droits fondamentaux des victimes de la traite des êtres humains.



Illustration :
Christine Nehammer-Markus

PERSPECTIVES ON TRAFFICKING IN HUMAN BEINGS PHENOMENON - LEGISLATION - ASSISTANCE

TABLE OF CONTENTS

<i>Introduction</i>	53
<i>1. Trafficking in human beings as a phenomenon</i>	55
<i>2. Definitions</i>	73
<i>3. Preventing trafficking in human beings</i>	79
<i>4. Penalising trafficking in human beings</i>	83
<i>5. Victims assistance and protection</i>	89
<i>6. EU Initiatives</i>	97
<i>Conclusion</i>	99



Photo: D.R.

INTRODUCTION

The Daphne project “improving the provision of assistance and protection for victims of trafficking in human beings” has been elaborated under the general framework of the improvement of information exchange and co-operation between key authorities engaged in the fight against trafficking in human beings.

The project aims at collecting and promoting best practices regarding the assistance of victims of trafficking with a view to their integration in the countries of destination as well as to their reintegration in the countries of origin.

Trafficking in human beings is a controversial and delicate issue. Victims of this phenomenon are often liable to inhuman treatments. However, in most countries, they are regarded as irregular migrants who face forced deportation.

This brochure comprises the experiences of assistance of victims of trafficking in three EU Member States: the Comité Contre l’Esclavage Moderne (CCEM) in France, Payoke and Pag-Asa in Belgium and the Association On the Road, Differenza Donna and the Servizio Pastorale Migranti-Caritas in Italy, as well as an inter-governmental organisation; the International Organisation for Migration (IOM).

The phenomenon, its current definitions as well as counter-traffic-king strategies are hereby presented along with examples.

Nous assurons des bonnes
* du Sri Lanka **1095\$**
* des Indes, de l'Ethiopie et du Ghana
* **parlant l'anglais.**
* **parlant le français, contrat sur 3 ans.**

nsc
National Services Center

Raouché, Imm. Salhab, 2ème entrée, 2nd étage.
Tél. : 01-603665-01/603664



"Yolande Soamina, employée de maison, de nationalité malgache, a fui le domicile de ses employeurs et rompu le contrat de travail établi pour 3 ans.
Toute personne qui voudrait l'employer aurait intérêt à contacter le No. de tél.: (01) 403859."

Ads published in the Lebanese press in January 1998

1. TRAFFICKING IN HUMAN BEINGS AS A PHENOMENON

Trafficking in human beings is a phenomenon that undergoes constant mutation, thus its most usual form today may be outmoded tomorrow. This is why in this first section the brochure seeks to deal with the issue of trafficking in human beings in a way that accurately reflects the reality. With this in mind, we have chosen to discuss the various activities that may constitute elements of trafficking in human beings separately. The brochure aims to depict a concrete picture of these elements by providing many minor examples, and endeavours to avoid lapsing into stereotypes.

1.1 *Trafficking from the country of origin to the country of destination*

Nobody, wherever they may be in the world, leaves their home country without (a) reason(s). Leaving means breaking with one's family, loved ones, friends, job, village or city, region, country, culture, food, climate, one's home. In short, when people leave, they leave everything behind - and often it is all they have ever known in their lives. We may therefore ask what factors impel them to leave 'home', no matter what the costs involved are.

CASE 1 : A young woman from Sierra Leone saw her father and mother being murdered. During her flight, she lost touch with her husband and two-year-old child, and ended up in a refugee camp in a neighbouring country.

She made contact with an old female friend who had gone to Western Europe many years before. This friend helped the woman travel illegally to Belgium and then obliged her to work as a prostitute in a bar.



The factors underlying the decision to leave home may be classified into two groups. Firstly, the role of the 'push' factors, in other words factors in the home country such as poverty, unemployment, repression, natural disasters and war, which should not be underestimated.

Secondly, there are 'pull' factors in Western countries that attract people, such as democracy, freedom and employment opportunities. Also not to be overlooked are the numerous success stories (true or otherwise) and photographs of compatriots who have preceded the potential migrant and images of the Western world.

1.1.1 Recruiting methods

It is not necessarily the most defenceless people who become victims of trafficking. Rather, it is those who are looking for alternatives to their present living conditions. Generally, it is young people with a sense of initiative who do not wish to simply resign themselves to a socio-economic situation that offers them no prospects. Often, such people make an error of judgement. They understand the circumstances they want to escape from and the society they wish to flee. But they are usually far less shrewd in their assessment of the reality that will greet them at the other end. Often, they overestimate the opportunities they will have in the Western society. And usually, they fail to appreciate the fact that those who present them with the prospect of a brighter future have other plans for them. This group of people easily fall prey to the promise of an attractive job abroad. They believe this job will provide them with plenty of money with which they can financially support their families in their home countries. Sadly, in many cases prospective migrants are not told what kind of work they are being offered. And even if the nature of the work is made clear to them, they are misled about the remuneration, employment conditions and the nature of work relations.



CASE 2 : A young Lithuanian woman aged 24 was considering leaving her home country. Her situation in Lithuania was so insecure that she was no longer able to provide for herself. At this point, she had already been out of work for a year and no change in her prospect seemed likely. When the young woman left home, she was told that she would be able to work in a bar in Germany and that all she would have to do was encourage customers to have a drink, and she would earn a percentage of the takings. Ultimately, the woman had to work as a prostitute and give up all her earnings, and was beaten if the pimp considered that she was not bringing in enough money

Very often, parents entrust their children to relatives, friends and other people –who might be traffickers– living in Europe. By doing so the parents hope to give a chance to their children to attend school, undertake vocational training and finally have a better life. However, upon arrival in the country of destination, those children might be facing conditions similar to modern slavery.

Another way used especially for enticing girls to the West is the lover-boy method. Girls meet someone in a discotheque, after school, or even in their own neighbourhood. They start a relationship, and everything seems fine. After some time, the boy suggests that they go to the West together in order to embark on a happy and prosperous life there. At first, everything seems to be fine, but once they have arrived in the country of destination, it is made clear to the girl that she must earn money and is obliged to work in prostitution.

CASE 3 : A Moroccan woman wanted to bring a Moroccan girl with her to Belgium. She promised the girl's parents that she would take care of the girl as if she were her own daughter and that she would also try to save some money and do her best to find a husband for the girl. It was also agreed that the girl would look after the woman's children and help with the household chores.



Once they arrived in Belgium, it was made clear to the girl that she had sole responsibility for the domestic chores, and had to help in a shop. The girl slept on the floor in the children's room, was not allowed to eat with the family, never received any pay and was told that she was not allowed out because this was dangerous, as she was staying in the country illegally.

After the girl had lived for seven years in these conditions, the woman tried to send her back to Morocco.

CASE 4 : In March 1999, a 26-year-old Albanian woman got to know a man of about the same age. From the first time they met, the man made her to believe that he was head-over-heels in love with her and wanted them to marry her and go to Italy together. Because the woman was still involved in divorce proceedings, she initially refused to start a relationship with this man. However, after some time, it became clear that the infatuation was mutual. The man asked that they keep their relationship discreet because he was still married and living with another woman. Some months later, the young couple decided to leave for Italy. Once they arrived there, it became apparent that the woman was fated to work as a prostitute and that if she refused to do so, the man would arrange for her sister to be brought over to work in her place.



The most drastic method of forcing people to go abroad is by kidnapping them. This practice is particularly prevalent with regards to girls from Eastern Europe. The kidnapping usually leads to a situation of forced prostitution.

CASE 5 : A sixteen-year-old Albanian girl was approached by two men on her way to school. They asked her if she would like to have a drink with them. She did not object, and got into their car. The two men drove her to a café and got her completely drunk. The next thing the girl remembered is being with the two men in the car again. After a long journey during which she was physically abused and confined, the girl finally ended up in a situation of sexual exploitation.





CASE 6 : A fifteen-year-old Albanian girl was 100 metres away from her home. A car drew up and three men bundled her into it and drove off with her. Ultimately, she was forced to display herself in a window and work as a prostitute, at first in the Netherlands and then in Belgium..

There are increasing rumours to the effect that street and unregistered children are taken away for illegal adoption or for use in the trade of human organs to Western countries.

In several countries of origin, travel and employment agencies have also been suspected of involvement in activities linked with human trafficking. They usually offer their customers assistance with obtaining a passport, a visa, if necessary, in making the appropriate travel arrangements (i.e. tickets and itinerary) and a job in one of the Western countries. These agencies generally make themselves known by placing advertisements in newspapers.



CASE 7 : A 23-year-old Ukrainian woman answered a newspaper advertisement offering well-paid work serving in a restaurant in Belgium, including free board and lodging. She believed that in this way she would be able to pay for care for her three-year-old disabled daughter. The restaurant was a bar and the work consisted of selling her body.



CASE 8 : A Filipino widow and mother of two decided to go and work abroad so that she could give her children a better life. At a local travel agency she was offered the opportunity to work as a baby-sitter for a diplomat in Paris in return for a substantial salary. When she arrived, she found that the employer's children were aged 16 years and older. Moreover, these children spent most of their time in their country of origin. Her work consisted of around 13 hours a day of housework. Her pay was sent directly to the agency by the diplomat for the first two months; in subsequent months she received just one fifth of the agreed amount. In addition, her special passport was withheld from her and she was forbidden to go out.

1.1.2. Documents

Migrants are subjected to a number of rules relating to both crossing borders and seeking employment in a foreign country. Travel documents and a valid visa are the basic items needed to enter a foreign country be it of transit or destination.

Moreover, in order to work, migrants have to have a residence document and a work permit. To comply with these rules, many traffickers in human beings seek to acquire for their victims a specious legal status by providing them with fake or forged documents, or by forcing them to enter into a fictitious marriage contract. In addition, the urge and desire to migrate and work abroad is so intense that victims are often prepared to set off even without the necessary documents despite all the risks involved.

1.1.3. Travel conditions

The type of travel documents held by victims of trafficking in human beings influence a great deal the conditions under which the movement takes place. If the victims hold the necessary documents –whether or not they are fake or have been forged– they can make use of regular means of transport such as aircraft and trains. This contrasts with the situation of those who travel with unreliable documents, or without any papers. This group of migrants has to avoid any checks while crossing borders into the country of transit and/or final destination. As a result, people are often transported as a “commodity” in trucks or ships. There is generally little to eat or drink, no sanitary arrangements and a shortage of air. If they seem likely to be discovered, most smugglers choose to make their escape and leave the stowaways to their fate. Sometimes, the result is death. Another, frequently used method of border crossing is by foot across the “Green Borders” (i.e. forest-covered mountain ranges or rivers). In general, participants in this type of movement do not have adequate clothing.



CASE 9 : A Chinese woman and mother of two set out for the Ukraine, with the intention of then making her way into Western Europe. She hoped to be able to find work in Western Europe so that she could provide a better future for herself and for her two children.

In the Ukraine, she made contact with people who were known to organise journeys to Western European countries. The woman set out with 13 other travellers by car as far as the border with the Czech Republic. There they had to cross the border on foot through the mountains.

Because of a misunderstanding, nobody came to pick them up at the arranged location, and they had to turn back. They spent the night without shelter and were given a little bread and water.

Some seventy people were added to the group and the passage across the mountains was attempted again. This time, two trucks were waiting for the group. After a two-week stop-over, the journey was resumed in small groups. The woman had to stand with another three people behind a false wall in a van. In these conditions, they travelled via Germany through to Antwerp. There, the woman had to get out because she had not paid enough to continue her journey to England.

During the journey, many victims become involved in transfers between smugglers and traffickers. Whether such transfers occur by means of actual buying and selling depends on the organisational form of the criminal network with which the voyage has been undertaken.

Within the spectrum of organised crime, we shall focus on two examples of criminal networks which operate on two opposite ends, one based on a strict hierarchical structure or the Pyramid Model, and the second, a loosely knit network.

Strict Hierarchical Structure

The first type of network relies extensively on a traditional, hierarchical structure. Such structures of human traffickers operate at the highest level of criminal organisations. These are true mafia-like structures with international branches, generally involved in several forms of crime such as illegal arms dealing, drug trafficking and money laundering. They are networks that offer full “travel packages”, which include false passports, transport and accommodation. In other words, one organisation has complete control from the country of origin, via transit countries through to the country of destination. The members of such organisations may, depending on their position within the organisation, be responsible for either the whole journey or just a part of it. With these networks, the fare for the journey is agreed on in advance, and thus no buying and selling of migrants takes place en route, even if (a) transfer(s) take(s) place. This hierarchical organisational structure is found, for example, among the Nigerian networks of trafficking in human beings.



CASE 10 : A 18-year-old Nigerian girl took up the offer of a woman, also Nigerian, to go and work in Europe. Before her departure, she had to undergo voodoo rituals and swear never to say who had brought her to Europe. She had to pay US\$50,000 for the trip. Together with two Nigerian men, she travelled by car from Lagos to Cotonou and from there to Abidjan with a Moroccan man. Later on she was handed over to a white man who accompanied her by plane via Morocco to Paris. The other woman met her at the airport. The latter paid off her debt by working as a prostitute.

Chinese networks of trafficking in human beings also operate as genuine mafia type structures in which the network usually guarantees the entire journey from China through to the desired country of destination. Payment for the journey can be made in two ways. In the first case, the person pays part of the debt to the criminal network upon arrival in the country of destination. This implies that the network itself has a place of employment where the person can earn money to pay off the remainder of the debt. Examples include Chinese restaurants and garment sweatshops.



CASE 11 : A Chinese girl aged seventeen approached a well-known trafficking network in order to be assisted to leave China for the USA. Her parents paid a part of the costs in advance, with the balance to be paid off upon arrival. She was picked up by a first man and travelled with five others to Bangkok. There, she was locked up while a second man arranged a false passport and a ticket. A third man took the girl to the airport and a fourth man accompanied her on a plane to Copenhagen. A fifth man, who was also on the plane, joined the girl and her companion after they had landed. Together they took a train to Brussels with the intention of travelling on to Chicago.

In the second method of payment, the migrant or their family and friends pay for the journey in instalments. In concrete terms, this means that a first sum of money is paid to the network in order to get the migrant to a transit country, and when the person wishes to proceed with the journey a second sum has to be paid, and so on until they reach the final destination. If no money is paid, the person is left behind without further assistance. In this way, the criminal network is always sure of being paid. However, such an approach means that the migrant generally incurs a high level of indebtedness along with family and friends, as they take out loans from money-lenders.



CASE 12 : A Chinese girl was supposed to pay US\$20,000 for her trip to England. She paid an advance of US\$16,000, and her mother was supposed to pay the rest while the girl was on her journey. On arrival in Hungary, the girl and her 20 fellow travellers had to telephone home to request their families to pay the balance. Because the girl's mother had not yet paid when they left Hungary, she was beaten. Finally, the girl was left behind in Belgium with two others because not enough money had been paid to settle her debt.

Loosely Knit Network

Trafficking networks also operate in flexible structures bringing together different groups that enter into collaborative arrangements with one another in order to form a complete chain. Such structures are able to adapt quickly and effortlessly to unexpected changes in the environment. In chronological order, the people involved are recruiters, passport-suppliers, smugglers, accommodation providers and other smugglers in the countries of transit and/or of destination. These criminal organisations do not really operate in any well defined organised structure, and have little regard for the victims, due to the fact that they make their expected profit from the passage as the transfer of migrants is always accompanied by some form of sale, at an ever-increasing price.



CASE 13 : A Moldavian girl left her country with a man, also of Moldavian origin. The man had promised her that she could get work in Italy as a cleaning lady. In Romania, he sold the girl to a Yugoslav, who then took her to Belgrade and locked her up in a house together with other young girls. Here, she was told that she was going to be put to work as a prostitute. She was then taken to Montenegro where she was sold to an Albanian, who took her on to Albania. There too she was locked up for about a month together with other girls until two other Albanian men bought her. These men finally transported her to Western Europe and forced her to work as a prostitute for them.



CASE 14 : A Moldavian girl set out with two other girls for Romania, accompanied by a man. They were sold at US\$400 per person to a Romanian. They crossed the border into Yugoslavia and were lodged with nine other Eastern European girls. Two men then bought the girls at US\$450 per person. They travelled to Belgrade, where the girls were sold in groups of twos or threes at a still higher price. From Belgrade, the Moldavian girl was taken along with three others to Montenegro and sold to an Albanian and a Yugoslav. They joined eight other girls and were taken through the mountains into Albania. While they awaited a further sale, the girls had to work as prostitutes. The Moldavian girl was bought by two Albanians together with one of the other girls. They left via Tirana and then by boat from Vlõre to Italy. In Milan, they had to work as prostitutes for the two men. Finally, they were transported in a van in which six other adults and a few children were stowed to Belgium, where they again had to work as prostitutes.

1.2 Forms of exploitation in the country of destination

Upon arrival in the country of destination, most migrants appear to be highly vulnerable and fairly dependent on those who will have organised their journey, lacking documents and financial resources, deprived of all communication and given over to abuse and violence. Traffickers' activities involve putting victims in a position of dependency. The accumulation of a supposed debt constitutes an important element here. This debt consists, among other things, of the cost of tickets, travel and residence documents and accommodation. The debt is fictitious, or at any rate many times higher than the actual costs incurred and sometimes increases over time. Many victims have to incur debts among their own circle of acquaintances or with the criminal networks themselves in order to pay these extremely high intermediation costs. By the time the victims have realised what kind of a situation they have landed themselves in, they are scarcely able to return home because of these debts. The debt thus legitimises the financial exploitation of the victims vis-à-vis

their exploiters. Victims' earnings have to be handed over to their exploiters in whole or in part in order to pay off the accumulated debt.

To increase a victims' state of dependency and restrict their freedom of movement still further, their identity papers are frequently confiscated when they arrive at their final destination.

Secondly, attempts are made to prevent victims from seeking help. This is, for example, achieved by physically curtailing their freedom and by undermining their trust in others, so that they no longer dare to seek help. The exploiters look for workplaces where they can easily keep an eye on the victims and usually also restrict their freedom of movement outside working hours by reminding them of their illegal status or pointing out that they will be prosecuted for forgery if they are found to be in possession of false identification papers.

1.2.1 - Sexual exploitation

Prostitution is the most familiar form of exploitation of victims of trafficking in human beings. Originally, it was standard practice to consider exploitation in terms of trafficking in women - purely victims of sexual exploitation - rather than trafficking in human beings.

In principle, the basic elements of this form of exploitation are common to every situation here, i.e., forced prostitution and being required to give up all or part of one's earnings to one's exploiter. However, depending on the woman's cultural background, this practice can take many different forms.

Thus it is striking that women who have to work for criminal networks from Eastern Europe, generally the Albanian or Romanian mafia, are watched constantly. The girls are accompanied to the place where they have to work as prostitutes and their exploiters try to ensure that the girls do not keep back any money or attempt to escape.



CASE 15 : An Albanian woman was taken to Belgium, accompanied by the brother of her future pimp. They booked a hotel room in which the woman was locked up. Four days later, the pimp's brother took her to a friend's house where she was locked up for 12 days. There was always someone in the house. In the mean time, the pimp and another brother arrived in Belgium. Together, the three brothers rented an apartment. They made it clear to the woman that she would have to work as a prostitute and hand over the money to the oldest brother and that if she resisted, she would be beaten. Every evening, she was taken by car to a bar. She was also given a mobile telephone on which she was always contacted by the pimp to check whether she had a client. The client would be told to pay the pimp directly. If the woman stayed on her own in the apartment, she always had to put on the same part of a certain video if she was called, so that the brothers could be sure that she was in the apartment.

These kinds of practices are never found among African women. For example, Nigerian girls are seldom or never kept under such close watch by their 'madam'. Yet they give up their money without resistance. This is because usually, before they leave their country of origin, a sort of agreement is entered into between the 'madam', the girl and sometimes the girl's parents. An agreement of this kind is accompanied by a number of rituals, e.g., voodoo, which the girl has to undergo. These rituals involve her having to give up parts of herself – fingernails, hair, menstrual blood and the like, which are made into a package. She then has to swear that she will never tell anyone of who helped her to go to the West and is warned that if she does, the voodoo will destroy her and her family. There is widespread belief that those who do not keep their word die within three years.



CASE 16 : A young Nigerian woman met a man who often stayed in Europe. He told her that she could study in Europe, would be able to find work much more quickly there and hence would have a better future.

First of all, the man procured a passport for her. Just before her departure, the woman had to visit a sort of medicine man and undergo a number of rituals. She had to swear that whatever she was involved in while in Europe, she would never tell her parents about it. The man clipped her finger and toenails and cut off a lock of hair. They travelled together to the Netherlands. There she had to work as a prostitute because she was supposed to pay back the trafficker US\$30,000. The woman began to work out of fear. The man or one of his friends would show up at irregular intervals, sometimes after a week, sometimes after a few days, and collect the money she had earned.

One possible reaction to the extremely dependent position of victims vis-à-vis their exploiters is the tendency of victims to protect their pimps/madams. This form of "protection" is based on the hope that the original promises made by the exploiters will be kept as long as victims do what is required of them. This phenomenon is known as 'identification with the aggressor'. In other words, the victims try to protect themselves by placating as far as possible those in whose power they find themselves.

Victims of sexual exploitation are found in the various settings of prostitution: street and bar prostitution, shop-fronts, cabarets, massage parlours and private houses. The settings of prostitution that are least visible give the pimps the most opportunity to abuse the girls working for them.

1.2.2 Economic exploitation

Although sexual exploitation appears to be the most discussed form of trafficking in human beings, we should not overlook the reality of trafficking for economic exploitation. Because of the precarious administrative situation of the victims in the country of destination and the high levels of indebtedness, most victims are

vulnerable targets of exploitation as cheap labour. This form of exploitation is not the preserve of any one type of work or employment sector; it is possible to exploit people in a way that deprives them of their dignity in any employment setting. Economic exploitation in the context of trafficking in human beings and illegal employment in general are closely connected with one another. Yet there is a noticeable difference in the circumstances in which the victims have to work and the way in which their vulnerable situations are abused. The various examples supplied in this document are obviously not exhaustive.

a. Domestic workers

Women, men and children who work as domestic workers may be subjected to degrading living and work conditions, which are equivalent to the conditions experienced by victims of modern slavery. Because this target group works in the privacy of the home, the abuse is usually “invisible”, and often difficult to tackle. Most domestic staff work long hours, starting early in the morning and finishing late at night. They work seven days a week, all year round. Often, this is accompanied by abuse, humiliation and confinement. If a contract has been drawn up at all, its provisions are totally ignored.

CASE 17 : To help her family, a Moroccan girl sought work. She was put in touch with a man who proposed to go with her to Spain, where she would be able to work. It was neither made clear to her what kind of work was involved, nor how much she would earn. She had to pay a large amount of money for travel expenses. This sum was scraped together by her family and acquaintances. The girl was supposed to pay it back once she began work in Spain. In Madrid, she met two brothers, friends of the first man, who lived in Belgium. They persuaded her to go with them to Belgium, where she could work with a family and would be able to earn more than in Spain. She started work as a housekeeper and babysitter with the men’s sister. During the four months that she worked there, she was never paid and she was constantly insulted and beaten. Finally, she fled. She then met another Moroccan man who offered her work in a banquet hall. Because she still had large debts, she decided to accept the offer. While waiting for work, she stayed with the man’s family, where she was obliged to do housework for no pay. The girl was sexually and physically abused by the man when his wife was out of the house. Needless to say, the work in the banquet hall did not materialise.



Individuals with diplomatic status are able to import domestic staff based on their needs. In all cases, the domestic workers are obliged to comply with the wishes of their employer(s) given the fact that the latter can fall back on their diplomatic immunity. Even the Office of Protocol in the host country, which is responsible for issuing a special identity card to domestic staff employed by diplomats, finds it difficult to intervene in situations where staff are being exploited.

This office may attempt to negotiate an amicable arrangement between the diplomat and the member of staff. If negotiation appears impossible, the only option available to the Office of Protocol is to declare the diplomat in question 'persona non grata'. In other words, the office declares that the diplomat in question may no longer enter the country. The risk is that such a decision could have a negative effect on the international relations between the host country and the diplomat's country. It goes without saying that not all diplomats exploit domestic workers.



CASE 18 : Via an intermediary, a 23-year-old woman from Sri Lanka arrived in Paris to work for a diplomat. According to the employment contract, she was being hired as a babysitter. At the diplomat's home, it was made clear to her that she would have to do housework. She worked seven days a week, from about 6 in the morning to between 1 and 3 in the morning. If she did not comply, she was beaten. Officially, she was earning an acceptable wage, but in reality she never received any payment. On various occasions, the diplomat tried to have sexual relations with her. After six months, the woman managed to escape. There were several people in the diplomat's service, all of them working in similar conditions.

b. Sweatshops (garment and textiles sectors, etc.)

Both men and women are employed for a pittance in underground textile workshops. Particularly renowned for economic exploitation are the sweatshops where people sort clothes and pack them in large bales for grading. The victims of human trafficking employed in these sweatshops are usually men, due to the strenuous physical effort required.



CASE 19 : A Syrian man aged 25 decided to come to the West to work and later return to his family with the money he earned. In Italy, he was advised to go and work in Belgium and was also given a telephone number. Once he arrived in Brussels, he called the number and so made contact with a man who was the owner of a textile workshop. The Syrian man started working there in good faith. The owner looked after the young man's possessions on the pretext that he was protecting them from theft. It was also agreed that the owner would withhold the agreed salary until the time when the Syrian was to return to his family. The Syrian man worked seven days a week for five months. He had to sleep and eat in the workshop. After a work-related accident, he was kicked out, as he was no longer able to work hard enough. He neither recovered his money or possessions, and nor was his salary paid.

There are also large garment manufacturing sweatshops, where men and women are stranded for many years so that they can repay the debt they incurred in travelling to the West, bit by bit.

CASE 20 : A 28-year-old Pakistani was found in an illegal textile sweatshop in Belgium. Together with four colleagues, he lived in the workshop, subsisting on the food packages that the boss dropped off every weekend. His pay was 62 Euros. The rest was withheld “to cover costs”.



c. Catering and services industry

Many victims of economic exploitation –men, women and children alike– are employed in the country of destination in restaurants, bakeries, snack bars, night shops, etc. A number of the people employed in these places are placed directly by the network and are supposed to repay their debt in this way. Others are trying to pay off their debt to their family, who will usually have borrowed large amounts from loan sharks.

CASE 21 : In an all-in-one deal at the price of US\$15,000, a young Chinese man travelled via a migrant-smuggling network to the Netherlands. Because his family had paid for the trip upfront with borrowed money, he started work for around US\$300 per month in a Chinese restaurant. He worked there six days a week from 10.30 am to 11 pm, sleeping in the attic room above the restaurant. The man worked in similar conditions in another three restaurants for a total of five years. During this period, he managed to pay just US\$5,000 back to his family, who were being continually pressurised by the loan sharks who wanted their money back.



We should not forget that some parents let their children go and work for families in good faith, but afterwards it turns out that the families’ intention was to get cheap labour.

CASE 22 : At the age of 14, a Moroccan girl was taken by her cousin to Belgium. He owned three snack bars in Brussels, where the girl was to start work immediately. If she failed to do exactly what she was told, the girl was, in the presence of customers, beaten by her cousin until he drew blood.. Generally, she worked from 9 am to 1 am. During a certain period, she had to work from 6 pm to 6 am. The girl worked under these conditions for nearly three years and never received any pay..



d. Begging and street peddling

Victims of trafficking for labour exploitation feature strongly in the informal sector performing a variety of activities such as street peddling and begging. Most victims work for long hours every day at busy intersections and well frequented places of business, such as shopping centres and cafés. There are indications that debt bondage by traffickers has led to victims being forced to work in all kinds of commerce, such as the sales of flowers, cigarettes, souvenirs, etc.



CASE 23 : A 19-year-old Bolivian woman was invited to travel to Europe on the pretext of a brighter future. She had never imagined that in Italy she would have to sleep in a van. Every morning, she was dropped off at some market or other, where she had to sell all kinds of trinkets. Only when she had made enough money was she given the bare minimum of food.

e. Sports

The trafficking of human beings in the sports sector is by no means uncommon, in particular in the field of football. In fact it has been discovered that some victims involved in this sector present similar characteristics to those in other sectors, such as prostitution.

Young players from Africa, South America or Eastern Europe go wherever the 'market' offers the best conditions, usually via an agent. The contracts between broker and player are generally extremely dubious and are drawn up in a language the young player is not familiar with, meaning that he does not know what he is signing. If an agent manages to sell just one player to a serious club, he will have already done very well.

The worst aspect of the transaction is what happens to all the other players who are rejected after being given a test, either by the failure of agents to sell them or because they do not satisfy the requirements of the clubs. A test may consist of a couple of matches with the reserve team, but may equally last for weeks or even months, during which time the young player earns virtually nothing.

The young players want to believe the agents promises because for them and their families, this opportunity represents a way out of poverty. However, the reality is that there are numerous complaints of exploitation, abuse of trust and demeaning treatment, for example, wretched housing, little or no sanitary arrangements and a minimum amount of food and clothing.

Some of the players are simply dropped by the agent and others are taken on illegally by smaller clubs, who pay them a small wage 'off the record' that they are unable to live on. Even on this completely illegal circuit, clubs sometimes sell players on without the players in question having any say in the matter.

Instead of the imagined accomplishment as a footballer in Europe, the fate that generally awaits such players is a degrading round of begging for a contract. Usually, they dare not return home because they are unable to meet the financial obligations they have taken on vis-à-vis their families.



CASE 24 : A Cameroonian youngster was taken by an agent to Germany where he was given a test by a German football club, which, eventually, was not interested in the player. In the end, the youngster was able to start playing for a Belgian club on the basis of a contract as a non-amateur (this is the category between the amateur and professional categories) but the conditions set out in the contract were not honoured. In practice, the player earned just US\$70 per week. Moreover, his administrative situation was never regularised, despite the fact that the club had promised to do so. After one season, he was dismissed, even though he had entered into a three-year contract. The youngster subsequently played for two other clubs under similar conditions.

Things only work out for a small number of players who are taken on by a club that offers them a proper contract. For some of them, a work permit and an employment card are taken care of by the club. Usually, they are only paid the minimum wage, although this is sometimes supplemented by bonuses or benefits in kind, such as accommodation.

1.3 Views on smuggling and trafficking in human beings

Smuggling of migrants on the one hand and trafficking in human beings on the other are two issues that should basically be distinguished from one another. Nevertheless, they are closely related because of a number of shared characteristics, which often overlap to some extent. In fact, the distinction between smuggling and trafficking appears to be barely discernable. What in most cases starts out as smuggling frequently ends up as trafficking in human beings.

1.3.1 Similarity of modes of transport

In practice, it turns out that most of the itineraries and key cities used by criminal networks are the same for both smuggling activities and trafficking in human beings. Other common criminal acts linking the two offences are the use of false papers or forged passports, visas and birth and marriage certificates. The way in which smugglers bring people into a country also involves abusing the circumstances in which these people find themselves. If in the process such people are misled or subjected to force in any way, this form of smuggling of migrants then becomes very close to trafficking in human beings. Forcing someone to make payments 'in kind' is one example of this.

One aspect that should not be overlooked are the immense sums of money that people have to pay for their passage. Some pay the entire sum in advance by borrowing money from loan sharks, family and acquaintances, to whom they will repay the money as soon as possible. Others only pay an advance and must then pay the balance to the network. Whenever and whoever they have to pay, they are for years faced with enormous debts that have to be repaid. This naturally means that after such illegal migrants have arrived in the country of destination, they enter illegal employment or become involved in criminal activities.



CASE 25 : During a medical examination of a number of Iranians, all of them reported that they had undergone kidney operations for the removal of kidney stones. During the same period, a large number of people were taken off the waiting list for a donor kidney. Finally, a number of the Iranians admitted that they had had to give a kidney to a criminal network in order to pay for their trip.



CASE 26 : A Russian family wanted to travel to Western Europe for economic reasons. A Russian smuggling network was prepared to procure the necessary documents for the family in return for payment and a certain service. This service was that the man should first accompany a twelve-year-old boy to Belgium, with all the risks involved. After the man returned, having successfully completed his mission, he still had to pay US\$7,500 for false documents for his family and a planned itinerary.

1.3.2 Interception before exploitation can take place

Victims who are intercepted at border checkpoints or at passport checkpoints at airports are usually not aware of the final destination of their journey. In theory, they are regarded as victims of smuggling but in practice, they are trafficked with a view to eventually being exploited by the networks. This is a virtual certainty if the victim indicates that the cost of the journey has not yet been paid in full to those organising it.

CASE 27 : An African girl wanted to go to London to study. The chances of arranging this officially were regarded by those who knew her as non-existent. Through the grapevine she got in touch with a man who could procure her a passport and airline ticket for around US\$5,000. The girl was unable to pay this much but the man assured her that she would be able to work in London to pay off what was owing and fund her studies at the same time. The nature of the work was not specified. The girl travelled with the man and a second man to Cotonou Airport. The first man stayed behind while the second took the plane with the girl. During a stop-over in Brussels, both the girl and the man were intercepted. Both had the same address in London on their bags.

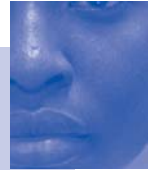




Photo: D.R.

2. DEFINITIONS

We are aware that there are numerous different definitions of trafficking in humans. Some are very broad, and also cover the smuggling of migrants, while others strictly distinguish between the two phenomena. We do not wish to get involved in the debate about the scope of the definition, so we shall simply reproduce a number of current versions.

On 6 October 2000 the Special Committee of the **United Nations** responsible for drawing up the protocol supplementing the United Nations Convention against transnational organised crime, aimed at preventing, suppressing and punishing trafficking in persons, especially women and children: Article 3, adopted the following definition of trafficking.

Use of terms:

- a. *'Trafficking in persons' shall mean the recruitment, transportation, transfer, harbouring or receipt of persons, by means of the threat or use of force or other forms of coercion, of abduction, of fraud, of deception, of the abuse of power or of a position of vulnerability or of the giving or receiving of payments or benefits to achieve the consent of a person having control over another person, for the purpose of exploitation.*

Exploitation shall include, at a minimum, the exploitation of the prostitution of others or other forms of sexual exploitation, forced labour or services, slavery or practices similar to slavery, servitude or the removal of organs;

- b. *The consent of a victim of trafficking in persons to the intended exploitation set forth in subparagraph (a) of this article shall be irrelevant where any of the means set forth in subparagraph (a) have been used;*
- c. *The recruitment, transportation, transfer, harbouring or receipt of a child for the purpose of exploitation shall be considered 'trafficking in persons' even if this does not involve any of the means set forth in subparagraph (a) of this article;*
- d. *'Child' shall mean any person under eighteen years of age.*

Supplementing the same Convention a second protocol was elaborated, a protocol against the smuggling of migrants by land, sea and air:

Article 3, Use of terms:

- a. *'Smuggling of migrants' shall mean the procurement, in order to obtain, directly or indirectly, a financial or other material benefit, of the illegal entry of a person into a State Party of which the person is not a national or a permanent resident;*
- b. *'Illegal entry' shall mean crossing borders without complying with the necessary requirements for legal entry into the receiving State;*
- c. *'Fraudulent travel or identity document' shall mean any travel or identity document :*
 - (i) *- that has been falsely made or altered in some material way by anyone other than a person or agency lawfully authorised to make or issue the travel or identity document on behalf of a State; or*
 - (ii) *- that has been improperly issued or obtained through misrepresentation, corruption or duress or in any other unlawful manner; or*
 - (iii) *- that is being used by a person other than the rightful holder;*
- d. *'Vessel' shall mean any type of water craft, including non-displacement craft and seaplanes, used or capable of being used as a means of transportation on water, except a warship, naval auxiliary or other vessel owned or operated by a Government and used, for the time being, only on government non-commercial service.*

The **European Commission** in a communication in December 2000 a proposal for a framework decision regarding combating trafficking in human beings and the sexual exploitation of children gave the following definition.

Article 1 :

Offences concerning trafficking in human beings for the purpose of labour exploitation.

Each Member State shall take the necessary measures to ensure that the recruitment, transportation or transfer of a person, including harbouring and subsequent reception and the exchange of control over him or her is punishable, where the fundamental rights of that person have been and continue to be suppressed for the purpose of exploiting him or her in the production of goods or provision of services in infringement of labour standards governing working conditions, salaries and health and safety, and:

- use is made of coercion, force or threats, including abduction, or*
- use is made of deceit or fraud, or*
- there is a misuse of authority, influence or pressure, or*
- there is another form of abuse.*

Article 2 :**Offences concerning trafficking in human beings for the purpose of sexual exploitation**

Each Member State shall take the necessary measures to ensure that the recruitment, transportation or transfer of a person, including harbouring and subsequent reception and the exchange of control over him or her is punishable, where the purpose is to exploit him or her in prostitution or in pornographic performances or in production of pornographic material, and:

- *use is made of coercion, force or threats, including abduction, or*
- *use is made of deceit or fraud, or*
- *there is a misuse of authority, influence or pressure, or*
- *there is another form of abuse.*

In the **Europol** convention of 1995, traffic in human beings is defined as follows:

'Subjection of a person to the real and illegal sway of other persons by using violence or menaces or by abuse of authority or intrigue with a view to exploitation of prostitution, forms of sexual exploitation and assault of minors or trade in abandoned children'.

The **Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE)**, in "Trafficking in Human Beings: implications for the OSCE", defines trafficking in human beings as:

- *all acts involved in the recruitment, abduction, transport (within or across borders), sale, transfer, harbouring, or receipt of persons;*
- *by the threat or use of force, deception, coercion (including abuse of authority), or debt bondage;*
- *for the purpose of placing or holding such person, whether for pay or not, in involuntary servitude, forced or bonded labour, or in slavery-like conditions,*
- *in a community other than the one in which the person lived at the time of the original deception, coercion or debt bondage.*

As far as the International **Organization for Migration (IOM)** is concerned, trafficking in human beings occurs when:

- *a migrant is illicitly engaged (recruited, kidnapped, sold, etc.) and/or moved, either within national or across international borders;*
- *intermediaries (traffickers) during any part of this process obtain economic or other profit by means of deception, coercion and/or other forms of exploitation under conditions that violate the fundamental human rights of migrants.*

The **Global Alliance Against Trafficking in Women (GAATW)**, the **International Human Rights Law Group** and the **Foundation Against Trafficking in Women (STV)**, in conjunction with numerous NGOs around the world, have developed a definition based on their long-standing experience in the field:

'Any act or attempt involving the recruitment, transport within or across national boundaries, exchange, sale, transfer, lodging or reception of a person by means of deception, constraint (including the use of force or the abuse of authority) or by means of debt bondage with a view to placing or maintaining the person in question, with or without financial consideration, in a position of servitude (domestic, sexual or reproductive), in forced labour or in conditions analogous to slavery, in a community other than that in which the person lived until the moment the deception, constraint or debt bondage was brought to bear.'

**Steady jobs available abroad
No qualifications necessary**



**You only pay with your dignity,
your health, and your freedom.**

Entertainer, dancer, model, waitress, an pair: so many interesting, well paid jobs abroad these days. Why would anybody want to give you a job abroad? Because the real job is prostitution. There's a lot of money to be made in prostitution. But not for you. Your part will be sickness, violence, isolation and humiliation. And who will protect you? No one. You will be a stranger in a strange land. Your life is in your hands. Don't trade it for a cage.

This is a message from the International Organization for Migration (IOM) a humanitarian, intergovernmental organization that works for the benefit of migrants world-wide.

I.O.M. Information campaign

3. PREVENTING TRAFFICKING IN HUMAN BEINGS

3.1 Information and awareness-raising campaigns

Information campaigns are crucial short-term instruments in preventing trafficking in human beings. Often, potential migrants, in particular women and minors, lack sufficient information on the real conditions they will face in the country of destination. Traffickers often take advantage of this lack of information to lure their victims with promises of employment and a better life.

Information campaigns should aim at providing persons wishing to emigrate with accurate information on migration issues in order to enable them to make informed decisions regarding their migration. The campaigns should offer factual information on the possibilities, advantages and limits of legal migration as well as providing practical information such as visa requirements, residence, working and other immigration procedures.

In the framework of a counter-trafficking strategy, information campaigns should be developed in co-operation with NGOs of countries of origin and destination, IOs, concerned government authorities, research institutions and the media.

PROJECT "MË JEP NDIHME" (HELP ME) TRAINING OF SOCIAL WORKERS IN ALBANIA Coord. : "On the Road" (Italy).



The project has been elaborated under the framework of the platform of the city of Scutari in collaboration with the region of Emilia Romagna and the Commune de Ferrara. From 1999 to 2001 the association On the Road has trained 40 social workers of 15 associations and private organisations. This training module enabled the trainees to set up sensibilisation campaigns as well as networking activities. Furthermore the project aimed at developing social policies in co-operation with international organisations in Albania through training of authorities, educators and social workers both in the private and public sector.

It is important that the campaigns provide information on the realities and disadvantages of illegal migration, covering the risks and dangers of exploitation associated with illegal migration. Information should also be given on referral addresses in the country of destination such as service providers who can assist migrants. Special attention needs to be paid to women and minors, as they are particularly vulnerable to trafficking. In cases of trafficking for the purposes of sexual exploitation, it is advisable to undertake awareness-raising campaigns targeting male clients in countries of destination with regard to the violence used by traffickers as well as the living conditions of trafficked women and minors.

There is also a need to raise awareness of the problem of trafficking in human beings among relevant authorities in order to sustain the effects of information campaigns. Moreover, measures must be developed by policy-makers to prosecute traffickers and to protect and assist victims of trafficking.

3.2 Gender equality

Gender-based discrimination is one of the main reasons leading women and girls to emigrate. It is shown by the inferior status accorded to women, which leads to a lack of educational, vocational and employment opportunities for girls, expectation of women to perform certain family and community roles and discrimination against women in political participation, sexuality, religion and social life.

Therefore there is a need to develop strategies to promote and incorporate gender equality policies in national, regional and international planning and to strengthen existing mechanisms at a national and international level to promote gender mainstreaming.

3.3 Co-operation and development

The underlying root causes of trafficking in human beings often comprise the lack of educational and employment opportunities.

Often, migration is perceived as the sole income-generating strategy for women and girls.

It is therefore advisable to set up in close co-operation with local NGOs, IOs, and government authorities, projects in the countries of origin to enhance income-generating facilities such as vocational training facilities, skills-training, business-training, livelihood training and micro-credit programmes. Similarly, there is a need to support funding for projects aimed at strengthening organisations working with vulnerable groups thus promoting the above-mentioned activities which would enable vulnerable groups to develop a positive sense of community, identity and self esteem, as well as their social and economic development. Reconstruction of the social system is imperative in order to develop a grassroots network of service providers who would assist these vulnerable groups, thus decreasing the risk of them being recruited by criminal networks.

It is also imperative to include and mainstream sensitisation on trafficking in income-generating programmes, thus integrating would-be and returned victims of trafficking into income-generating activities.



INFORMATION CAMPAIGN AGAINST TRAFFICKING IN WOMEN FROM THE UKRAINE

Coord. : IOM

In the wake of large numbers of victims of trafficking from the Ukraine, from January to June 1998 the IOM mission in Kiev carried out an information campaign designed to provide potential victims of trafficking with accurate and reliable information about the realities of living and working abroad as well as the risks and consequences related to trafficking.

The project was set up in co-operation with the Ukrainian Ministry of Family and Youth Affairs, the Ministry of Labour and Social Policy and the Ministry of Education, and funded by the U.S. State Department Bureau of Population, Refugees and Migration under the U.S.-E.U. new Transatlantic Agenda.

The campaign entailed thorough research in order to gather information on the issue of trafficking as well as a profile of potential victims, the design of an overall communication strategy and dissemination of information to mass audiences.

With the results of the research, a communication strategy was designed involving positive and negative messages, rational and emotional elements as well as combining main media and intensive grassroots networking.

In line with the general guidelines of the overall communication strategy, two TV documentaries were produced. Additionally, three public service announcements were produced focussing on the danger of employment offers in the West and where to find reliable information on organisations and individuals offering work abroad. To complement the television public service announcements, a series of radio programmes were produced to provide a more in-depth examination of the trafficking issue as well as to reach a wider audience by using different media channels.

IOM designed a brochure and poster to provide potential victims of trafficking with more detailed information on the phenomenon and available resources of assistance.

The project also set up a telephone hotline, which provides information on social, legal, and employment conditions abroad, as well as counselling for potential and actual victims of trafficking..



A voluntary lawyer of the CCEM - Photo: D.R.

4. PENALISING TRAFFICKING IN HUMAN BEINGS

4.1 Belgium

In Belgium, trafficking in human beings resurfaced on the public agenda in the early nineties after the publication of a book entitled “Ze zijn zo lief, mijnheer” (“They are so sweet, sir”), written by the journalist Chris De Stoop. The book, coupled with the unwavering efforts of MEP Patsy Sörensen, exposed the international mechanisms behind this illicit trade and the terrible exploitation of the victims that goes with it.

In the wake of strong public reaction, a Parliamentary Investigation Committee was formed in the House of Representatives, charged with examining proposals for a structural policy on combating the international trade in women. Since then, a number of measures have been taken,, eventually leading to the 1995 Law on the Abolition of Trafficking in Human Beings and Child Pornography alongside a coherent policy aimed at combating the phenomenon.

Law on the Suppression of Trafficking in Human Beings and Child Pornography of 13 April 1995

The law on the Suppression of Trafficking of Human Beings and Child Pornography in force since 13th April 1995 amended the Penal Code and the Aliens Law. It makes a clear distinction between the trade aimed at sexual exploitation, which is penalised by the Penal Code, and that aimed at economic exploitation and clandestine immigration, which is penalised by the Aliens Law.

The law on the combating of trafficking in human beings inserts Article 77 bis into the Aliens Law on the access to the territory, stay, residence and removal of foreigners of 15 December 1980, which penalises:

- “Whoever contributes in any manner, directly or through an intermediary to permit entry, stay or transit and*
- employs, directly or indirectly, deception, violence, threats or any form of constraint towards a foreigner;*
 - or abuses a particularly vulnerable situation in which a foreigner finds himself/herself due to his/her illegal administrative or precarious situation, pregnancy, sickness, disability, physical or mental deficiency shall be sentenced to a one to five-year term of imprisonment and a [12 euro to 619 euro] fine.”*

Recently a new paragraph 1 has been introduced in the Aliens Law complementing Article 77bis and stipulates that:

“Shall be sentenced to a one to five-year term of imprisonment and a [2 euro to 619 euro] fine whoever abuses, directly or through an intermediary, a particularly vulnerable situation in which a foreigner finds himself/herself due to his/her illegal administrative or precarious situation and thereby sells, rents or puts at the disposal of other people rooms or any other premises with the aim of making an abnormal profit.”

The law of 13th April 1995 also penalises forced prostitution, exploitation of prostitution and management of a brothel. Furthermore, this law pays particular attention to the protection of minors and to the social position of prostitutes. However, the 1995 law was amended by the adoption of the law of 20 November 2000 regarding the protection of minors from criminal acts.

Article 379: *“Whoever commits a sexual offence by provoking, encouraging or assisting in the debauchery, corruption or prostitution of a minor of one or another sex to satisfy the passions of others shall be sentenced to a five to ten-year term of imprisonment and a [12 euro to 619 euro] fine.*

Heshe shall be sentenced to a ten to fifteen-year term of imprisonment and a [2 euro to 1239 euro] fine if the minor concerned is below the age of sixteen.

There shall be a penalty of a fifteen to twenty-year term of imprisonment if the minor concerned is below the age of fourteen.”

Article 380, paragraph 1: *“Shall be sentenced to a one to five-year term of imprisonment and to [12 euro to 619 euro] fine anyone who:*

- *in order to satisfy the passions of others, hires, trains, seduces or detains for the purposes of debauchery or prostitution even with his/her consent a person who has reached the age of majority;*
- *runs a brothel;*
- *sells, rents out or puts at the disposal of other people for the purposes of prostitution rooms or any other premises with the aim of making an abnormal profit;*
- *exploits debauchery or prostitution of others in any manner.*

Paragraph 3: *Shall be punished by a ten to fifteen-year term of imprisonment and a [12 euro to 1239 euro] fine the offences referred to in paragraph 1 insofar as their perpetrator:*

- *employs towards the foreigner directly or indirectly deceptions, violence, threats or any form of constraint;*
- *or abuses a particularly vulnerable situation in which the foreigner finds himself/herself due to his/her illegal administrative or precarious situation, pregnancy, sickness, disability or physical or mental deficiency.*

Paragraph 5: *Shall be punished by a fifteen to twenty-year term of imprisonment and a [24 euro to 2478 euro] fine the offences referred to in paragraph 4 if they are committed against a minor below the age of sixteen.*

Furthermore, an article was introduced in the Criminal Investigation Code, which stipulates that action may be taken against a Belgian or a foreigner found in Belgium who has been found to have committed outside the territory of the Kingdom one of the offences mentioned above, even if the Belgian authorities have not received any complaint or official notification from a foreign authority.

The law of 13 April 1995 provides for the closure and cessation of activity of establishments in which the above-mentioned infractions have been found to have been committed, confiscation of goods and prohibition of sex advertisements.

4.2 Italy

Since the second half of the eighties, Italy has seen an increasing influx of migrants from Eastern Europe and Africa alongside the emergence and mushrooming of criminal organisations active in the trafficking of human beings. Trafficking is largely dominated by Albanian, Russian, Turkish, Nigerian and Chinese criminal organisations and features rising tensions between various foreign criminal networks for the control of the illegal market, especially in drugs and prostitution. As combating trafficking has become a priority for the Italian authorities, Italy has taken several judicial and humanitarian initiatives in recent years to counter the phenomenon.

Currently, the offence of trafficking in human beings is not specifically dealt with under any statutory provision. However, the offence is punishable under a series of provisions dealing with bodily harm and sexual offences, slavery like practices, kidnapping, exploitation and abetting of prostitution and living off the earnings of prostitution as well as other offences related to the phenomenon. The situation changes further when minors are specifically involved. Law n° 269/98 regarding provisions against the exploitation of prostitution, pornography and sexual tourism involving minors, as new forms of enslavement, amends the legal framework to strengthen the protection of minors from this type of offence.

Article 600 of the Italian Penal Code : *“Any person who reduces another to slavery or to a condition similar to slavery is punishable by rigorous terms of imprisonment of between five and fifteen years.*

Article 601 of the Italian Penal Code : *“Whosoever trafficks or otherwise trades in slaves or persons in conditions similar to slavery shall be punishable by rigorous imprisonment of five to twenty years.*

The limits of this article consists mainly in the fact that it is rarely applicable to the real conditions of persons subjected to trafficking, since the article is not applicable in the case of strong psychological conditioning that does not however negate the person’s capacity to voluntarily escape from the exploitation to which such a

person is subjected. In regard of the vulnerable situation of minors, the Italian law n° 269/98 amended Article 601 in order to overcome the limits of the application of Article 600 with the following provision:

“Whosoever trafficks or otherwise trades in minors under the age of eighteen so as to induce them into prostitution shall be punishable by rigorous terms of imprisonment of six to twenty years”.

Recently a new proposal for a law has been submitted. Under this bill, the notion of slavery is distinguished from that of servitude and the punishment inflicted entails imprisonment for eight to twenty years.

The bill defines slavery as *“ the condition of a person subjected, even merely in fact, to powers corresponding to those arising under property or other real rights or to the condition of a person who is subjected to the treatment of a chattel”*. According to the text of the draft law, servitude is *“ the condition of a person forced or induced to provide sexual or other services”*. The bill therefore defines a new offence, i.e., trafficking in human beings, and introduces it in the Penal Code under Article 602bis.

“ Whoever, by means of violence, threats or deception, forces or encourages a person to enter or stay or leave the national territory, or transfers within the national territory for the purposes of economic or sexual exploitation or servitude shall be punished by rigorous terms of imprisonment of eight to twenty years.”

The main advantage of the above definition is the possibility of placing the offence in the category of offences coming under the jurisdiction of anti-mafia district prosecutors' offices dealing with mafia criminal organisations. This would lead to a centralisation of information gleaned from the investigation of such offences, greater international co-ordination and co-operation as well as access to the investigative instruments available for the detection of organised crime.

Act 20 of February 1958, n° 75: Annulment of regulations on prostitution and the fight against the exploitation of prostitution : also known as the Merlin bill because of the name of the senator who drafted the bill, this Act is a sort of a compromise between differing positions. In effect, on the one hand the bill abolishes the regulation of prostitution and doesn't consider application of penal sanctions against persons engaged in prostitution. On the other hand, however, it punishes not only conduct pertaining to the organisation of prostitution and procuring, but also aiding and abetting, thus reflecting the lawmaker's intention to curtail the increase of prostitution which were still considered as socially harmful.

Act 3 of August 1998, n° 269: Regulations on the exploitation of prostitution, pornography and sex tourism involving minors as new forms of slavery : by introducing the offence of juvenile prostitution, the legislator drew inspiration from the principle of the UN international Convention on Children's Rights, ratified by Italy in 1991. Article 2, paragraph 2 of Act n° 269/1998 introduced in the Criminal Code Article 600(ii) envisaging the offence of juvenile prostitution. The provision of sanctions with terms of imprisonment of six to twelve years and a fine of [15 000 euro to 150 000 euro] against anyone inducing a person under 18 years of age to pro-

stitute him/herself, namely anyone abetting or procuring prostitution involving a minor. The law aims, through Article 1, paragraph 1 of Act n° 269/1998, at protecting the minor's personal freedom, and more precisely, at safeguarding his/her physical, psychological, spiritual, moral and social development from any type of sexual abuse or exploitation.

Furthermore, Article 600bis punishes whomever has sexual intercourse in exchange for money or any other economic benefit, with a minor aged between fourteen and sixteen by a six month to three-year term of imprisonment. If the crime has been committed against a minor between sixteen and eighteen years of age, the penalty is reduced by one third. However, if the minor is under fourteen, the penalty is increased by between one third one half of the maximum term. All provisions envisaging the offence of sexual exploitation of minors are also sustained when the envisaged crimes are committed abroad by an Italian national or against an Italian national or a foreigner concurrently with an Italian national.

4.3 Austria

In recent years, Austria has witnessed an increasing influx of women and girls from Eastern Europe and Latin America. In Austria, trafficking for the purposes of prostitution is specifically penalised by section 217 of the Austrian Penal Code, thus punishing trafficking in human beings only in the event it is carried out for the purposes of prostitution.

Paragraph one of section 217 penalises the recruitment or abduction of persons for the purposes of prostitution in a country of which the person is a non-resident, engagement by the person concerned in prostitution prior to being trafficked notwithstanding. Trafficking for the purposes of prostitution is penalised by a six month to five-year term of imprisonment.

If trafficking has been committed under aggravated circumstances, i.e., where use has been made of deception, threats or force or for the purposes of (financial) gain, the punishment is a one to ten-year term of imprisonment.

Under the Austrian Penal Code, slavery is penalised under Article 104:

“Whoever trades in slaves shall be punished by a term of imprisonment of ten to twenty years” and “ whoever induces the servitude of another person or reduces him/her to a condition similar to slavery”

Trafficking for other purposes such as domestic exploitation, economic exploitation or even striptease dancing is not particularly penalised under the Austrian Penal Code.

In July 2000, section 105 was introduced in the Aliens Act with a view to penalising the exploitation of a foreigner, when abuse has been made of the vulnerable position of the foreigner.



Photo : Screenshot from France 2 Television - 1996
Liberation of Mehret, a victim of trafficking
held at the home of a diplomat

5. VICTIM ASSISTANCE AND PROTECTION

5.1. Assistance programmes in the country of destination

Many trafficked migrants do not hold the proper documents required for staying legally in the country of destination. Therefore they are often not regarded as victims of a criminal offence but as offenders. It goes without saying that the governments of the countries of destination as well as of origin should treat trafficked migrants as victims rather than offenders.

Due to the clandestine and criminal nature of trafficking, victims are often exposed to significant risks with regards to their health and well-being. Fear of deportation and retaliation against members of victims' families, as well as coercion and exploitation of and violence against victims by the traffickers, often push victims into marginal and vulnerable situations.

In order to contribute to the protection and assistance of victims of trafficking in human beings in a durable and sustainable manner, there is a need for integrated policies and programmes aimed at the protection and improvement of the former's position. As such, it is advisable to set up victim protection programmes tailored to their individual needs.

These programmes should provide residence status for victims of trafficking in tandem with services such as protection, socialisation, counselling, psychosocial and medical support, legal assistance, shelter, vocational training, job referral and follow-up.

Some governments have set up protection programmes for victims and the possibility to obtain a residence permit in the country of destination if the latter co-operate with the law enforcement bodies or take part in social programmes.

However, under most legal frameworks, it is not beneficial for victims to testify against traffickers, as it would expose them and members of their families to a high risk of retaliation by the traffickers.

5.1.1. The case of Belgium

Residence permit procedure, employment facilities and welfare support for victims of trafficking

A circular from the federal Ministry of Justice and the federal Ministry of the Interior regarding the issuance of residence documents and work permits for foreign victims of trafficking outlines a special residence permit procedure for these people.

In accordance with this circular, a victim is entitled to the following residence permit procedure:

- *An authorisation order granting the victim an official rest period of forty-five days after leaving the environment of exploitation and is being assisted by a specialised centre.*
- *A “declaration of arrival” for three months is granted if the victim decides to bring charges before a court of law or file an official complaint or declaration with the police within the above-mentioned forty-five day period.*
- *After the three-month period, if the Prosecutor’s office decides to uphold the complaint and considers the plaintiff as a possible victim of trafficking, the victim is recorded in the Immigration Register and is granted a six-month residence document.*
- *The victim concerned may apply for an unlimited stay, if the person against whom the complaint has been lodged is summoned to appear before a court of law. The permanent residence document is granted only if the declaration or complaint made by the victim has played a meaningful part in the judicial investigation.*

A victim who possesses a declaration of arrival or a certificate of registration in the Aliens Register is entitled to work officially.

Three specialised reception centres for victims of trafficking, i.e., Pag-Asa, Payoke and Sürya, are entitled to apply for the documents related to this residence permit procedure on the victim’s behalf.

These centres offer a wide variety of services to victims of trafficking in human beings such as legal assistance, counselling, mental and healthcare, vocational guidance, referral for job training, shelter and follow-up.

It should be underlined that the aforementioned circular applies to victims of trafficking in the broadest sense: trafficking for the purposes of sexual and economic exploitation and clandestine immigration. According to the same circular, a victim of trafficking may officially be employed in Belgium. In this case, the employer has to apply to the Ministry of Labour for permission to employ a third national and for a work permit for him/her.

In accordance with a Royal Decree concerning the financing of the reception of victims of trafficking, the residence document entitles the holder to social benefits paid either by the specialised reception centre or by Social Welfare.

However, recently a new residence permit procedure has been submitted to the ministries of Labour, the Interior, Social Affairs, Public Health and Justice on the initiative of the three specialised centres and the Foreign Service.

The new procedure establishes that:

- *If the Foreign Service does not receive an answer from the Prosecutor's office, the declaration of arrival is extended for another three-month period. If the Prosecutor's office still does not reply before the extension of the second three-month period, the Foreign Service will nevertheless issue a 6-month residence document.*
- *During the entire period, the victim is under the obligation to be assisted by a specialised centre.*
- *The certificate is extended for the duration of the judicial investigation.*
- *The victim may apply for permanent stay if:*
 - *his/her complaint leads to the sentencing of the trafficker in the first instance.*
 - *even when the accused has not been sentenced for an infringement regarding trafficking, the Public Prosecutor includes in his/her claim against the accused an infringement regarding trafficking or when the complaint has been significant for the whole procedure.*

5.1.2. The case of Italy

Article 18 of the Consolidation Act with provisions concerning regulations on immigration and the status of foreigners (Decreto Legislativo 25 luglio 1998, n° 286)

Article 18 on immigration regulates procedures for the granting of residence permits for reasons of social protection. The permit may be granted,

whenever police operations, investigations or court proceedings involving any of the offences set out in Art. 3 of Law 75 (1958), or in Art. 380 of the Code of Criminal Procedure [offences connected with prostitution or other serious crimes], or whenever the social services of a local administration, in the performance of their social assistance work, identify situations of abuse or severe exploitation of a foreign citizen, and whenever the safety of the said foreign citizen is endangered as a consequence of attempts to escape from a criminal organisation which is engaged in one of the above-mentioned offences, or as a consequence of statements made during preliminary investigations, or in the course of court proceedings.

Local authorities, registered private associations or the state attorney may apply for the issuance of a residence permit when criminal proceedings have already been initiated with respect to facts concerning abuse or serious exploitation.

When the request is made by services or departments of a local authority or by a private organisation, the “questore” has to assess the presence of circumstances of abuse or violence towards the foreigner.

Furthermore the “questore” has to be informed of the integration programme the foreigner is following.

The private organisations have to inform the mayor of the place and time of the programme’s commencement. They also have to carry out all the administrative procedures and send the local authorities a bi-annual report on the progress of the programme implementation. They are also obliged to inform the mayor and the head of police in the case the foreigner ends his/her participation in the integration programme.

The permit “issued in pursuance to this article has a duration of six months and may be renewed for one year or for a longer period, if required for judicial purposes” or in the case that the foreigner is employed at the date of expiry of the permit. “The residence permit provided for by this article may also be converted into a residence permit for education purposes, when the holder of the said permit is enrolled in an official educational institution”.

However, the residence permit is revoked in the case of programme discontinuation or conduct incompatible with the programme’s aims, or in case the conditions for granting the permit no longer apply.

With the implementation of Article 18 regarding the regulation of migration and the status of foreigners, private associations must be registered and have to sign specific agreements or contracts with the local authorities. The application for registration has to be submitted along with a project proposal regarding the individual integration programme to the Ministry of Social Affairs and the Ministry of Equal Opportunities. An Inter-Ministerial Committee composed of representatives of the Ministry of Social Affairs, the Ministry of Equal Opportunities, the Ministry of the Interior and the Ministry of Justice decides on the registration and the project proposals.

In general, these integration programmes focus on vocational guidance and training, occupational insertion as well as providing victims with legal assistance, mental and health support and shelter.

5.2. Voluntary return and reception in the country of origin

Few international standards relate to the return of victims of trafficking. Article 19 of the 1949 Convention for the Suppression of Trafficking in Persons and of the Exploitation of the Prostitution of Others stipulates that the costs of repatriation have to be paid for by the victim of trafficking. In case the victim can’t meet the costs of the repatriation, the receiving state is obligated to provide temporary care and legal repatriation.

However, the recently drafted UN Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organised Crime, provides for the obligation of the country of origin to accept and facilitate the return of a victim without undue or unreasonable delay. The country of origin has to issue travel documents or any other authorisation necessary for travel and re-entry, as well as to verify, without undue or unreasonable delay, whether the victim is its national. Receiving countries are obligated to guarantee that the return shall be with due regard for the safety of the returnee and for the status of any legal proceedings related to the fact that the person is a victim of trafficking and shall preferably be voluntary.

Some individuals who have been deceived and exploited by traffickers wish to return to their country of origin. However, while some of them can apply for voluntary repatriation programmes, others face deportation. In both cases, obstacles might prohibit their return especially when they migrated without legal documents or when traffickers have confiscated these.

Victims of trafficking are often deprived of all financial means to enable them to return to their country of origin and lack legal travel documents. Therefore it would be desirable for the countries involved in the repatriation process to provide funds for the victims to return home, combined with the provision of necessary assistance and support.

Furthermore, there is a need to set up programmes to guarantee the safe return of victims wishing to return to their country of origin. These programmes should offer a broad variety of services tailored to the individual needs of the returnee such as pre and post departure counselling, financial support, integration assistance, follow-up and referral assistance, family mediation as well as vocational training, continuing education, opportunities for self-support and job-seeking.

5.2.1. Voluntary repatriation and reintegration

The International Organisation for Migration runs several projects on return and reintegration for trafficked persons through close co-operation with governments and local NGOs in Africa, Asia and Europe.

Assisted voluntary return

Since 1979, the International Organisation for Migration has been implementing assisted voluntary return programmes on behalf of EU Member States.

These large-scale return programmes have proven to be a more humane and cost-effective alternative to forced deportation as they balance the need for the migrant to avoid the stigma of forced deportation with the challenge of host countries to manage their migration issues in the most humane and cost-effective manner.

These return programmes offer a humane solution to the migrant who wants to avoid the stigma of deportation and its possible negative repercussions regarding successful reintegration.

As the cost of travel is kept to a minimum through arrangements with airline companies and other public transport and freight carriers, these return programmes are less expensive compared to the costs of deportation procedures and the longer-term social costs for a prolonged stay.

The assisted voluntary return programme basically consists of three stages of implementation: pre-departure, travel and post-arrival. It offers information and counselling for migrant communities in the host country, travel arrangements and optionally, when IOM is present in the country of origin, post-arrival reception, information, referral, start-up finance and homeward travel.

IOM has been implementing assisted voluntary return programmes in several countries such as Belgium, Italy and Germany. For the purpose of this brochure, we shall be illustrating the case of such return using the example of Belgium.



IOM REAB PROGRAMME

Since 1984, IOM has been running an assisted voluntary return programme in close collaboration with the Belgian government on the basis of two key aspects: the project has a humanitarian and voluntary character as it assists aliens who have made the decision, free of pressure or coercion, to return to their country of origin or to a third country and who do not have any financial means and want to avoid the stigma of deportation. The assistance comprises arrangements and costs for return tickets for the returnee and his/her family, expenses related to departure and a reintegration fee. In order to implement the programme, IOM works closely with the United Nations High Commissioner for Refugees, the Belgian Commissioner General for Refugees and Stateless Persons, voluntary agencies and service providers.

Assisted voluntary return and reintegration

It is highly desirable to ensure the durability of the return and to alleviate the root causes of trafficking so as to link up the assisted voluntary return programme with a voluntary reintegration programme.

When designing and implementing return and reintegration projects, one should proceed on a case-by-case basis, as victims' situations, needs and priorities differ widely according to a variety of circumstances, not least in their countries of origin. Given the fact that there is an increase in the number of unaccompanied minors trafficked for sexual and economic exploitation, special consideration, taking into account the best interest of the minor, should be given to this group.

In recent years, IOM has been running several assisted voluntary return and reintegration programmes in several countries of origin.

For the purpose of this brochure, we shall be illustrating this initiative with the example of the assisted voluntary return and reintegration programme in the Mekong region as it is the oldest.



RETURN AND REINTEGRATION OF TRAFFICKED AND OTHER VULNERABLE WOMEN AND MINORS FROM SELECTED COUNTRIES IN THE MEKONG REGION

Since 1996, IOM has been running a project on prevention, voluntary return and integration in partnership with concerned government agencies, NGOs and IGOs in the six countries of the Mekong region: Thailand, Cambodia, Vietnam, Myanmar, Laos and the Yunnan Province of China.

The overall objective of this project was to break the cycle of trafficking and re-trafficking through the establishment of an efficient infrastructure for the voluntary, secure and humane return and reintegration of trafficked and other vulnerable women and minors, as well as empowering victims of trafficking in order to reduce their vulnerability to being re-trafficked. ,

In this regard, the project aimed, through networking and the enhancement of an institutionalised and multi-sector approach by deepening co-operation between government authorities and NGOs, to evolve from a return and reintegration programme to the establishment of a regional counter-trafficking mechanism.

In the countries of origin, the return and reintegration programmes provided a wide range of activities depending on the availability and capacity of co-operating organisations.

The return and rehabilitation programmes were carried out either by government authorities or NGOs providing beneficiaries with medical and mental health services, shelter, education, counselling, vocational training, follow-up, micro-credits and income-generating activities.

Since the start of the project, several hundreds of victims have been assisted to return to their country of origin. A number of them also participated in the reintegration assistance programmes.

In addition to the voluntary return and rehabilitation programmes, several prevention activities focussing on community counter-trafficking and HIV awareness-raising in countries of origin were undertaken.

Likewise, projects assisting communities prone to illegal migration and trafficking have been carried out. Additionally, activities have been carried out in the training of government and NGO staff in the protection, return and reintegration of victims of trafficking. Furthermore, the project entailed research studies and several forum activities on reintegration strategies and illegal labour movements.



Photo: D.R.

6. EU INITIATIVES

The Common Action of 24 February 1997, proposes a definition of trafficking and sexual exploitation of adults and minors. It also urges EU Member States to penalize the aforesaid offences, to design adequate protection and assistance measures for victims of trafficking and sexual exploitation, and to develop broad judicial co-operation between Member States. In response, the European Commission developed two specific programmes, one on combating violence against women and minors and the second to counter the phenomenon of trafficking in human beings.

6.1 *Daphne*

The Daphne programme aims to protect minors, young people and women against violence through prevention and support for victims of violence.

The programme promotes establishment and strengthening of multidisciplinary networks and encourages co-operation between NGOs and other organisations and public organisations at different levels, in order to improve the exchange of relevant information and best practices with regard to the prevention of violence and support for and protection of minors, young people and women. The programme also encourages the drawing up of information campaigns in co-operation with EU Member States and awareness-raising campaigns with regard to the general public, the media and women, minors and young persons with regard to the potential risks of violence and how to avoid them.

It also supports the development of information sources comprising information on violence as well as its prevention and support for victims of violence, which are accessible to NGOs and public bodies. Furthermore, the programme encourages and supports research studies on violence and sexual abuse as well as identifying appropriate measures for the prevention of violence and support for victims of violence. Likewise, the Daphne programme promotes improvement of recognition, management and reporting of the consequences of violence.

6.2 *Stop*

The STOP II programme aims to contribute to the prevention and combating of trafficking in human beings and sexual exploitation of minors. The programme encourages and supports the setting up of networks of key authorities in the field of preventing and combating trafficking in human beings as well as assisting victims of trafficking in view of the exchange and dissemination of information, experience, new techniques and best practices. Stop II also promotes scientific research as well as the production of manuals and training modules. By providing incentives and support to a multidisciplinary and co-ordinated approach to the issue of trafficking in human beings and the sexual exploitation of minors, the programme seeks to stimulate the involvement of private or public organisations in EU Member States as well as in the candidate states and third countries.



Photo: D.R.

CONCLUSION

As trafficking in human beings is a multi-faceted phenomenon, it is generally agreed amongst key-players charged with the duty of preventing and combating trafficking in human beings, that a multi-disciplinary approach towards combating trafficking is the only option that has any prospect of success. Therefore there is a need for increased co-ordination and co-operation between all the governmental, non-governmental and international bodies involved in the fight against trafficking. It is advisable to establish networking between representatives of concerned bodies at a national as well as at an international level. This would create a forum offering a high level oversight of the development of counter-trafficking policies in countries of destination and origin. Efforts should also be made to share best practices in combating and preventing trafficking in human beings as well as ensuring the collection and exchange of information and reliable data.

At a national level, it is advisable to draft agreements involving concerned government agencies and involving concerned government agencies and NGOs, which would enable enhanced co-ordination and collaboration of a multi-sector strategy whereby each agency would contribute its authority and expertise to counter the cross-cutting issue of trafficking.

Compared to the penalties for other criminal acts, trafficking's comparative advantage lies in the fact that the risks for traffickers are generally quite small in the light of its potential financial return. One way of combating trafficking is to make such activities less attractive for traffickers by further criminalizing trafficking and increasing the penalties.

The existing governmental approach is predominantly focussed on repressive strategies such as restrictive immigration policies and the strengthening of criminal action. This approach has shown little preventive effects. Furthermore, it has failed to meet the victim's needs.

Alongside repressive strategies to counter trafficking, there is a need to develop strategies aimed at improving and ensuring protection of the basic human rights of victims of trafficking in human beings.



Illustration :
Christine Nehammer-Markus

LA TRATTA DI ESSERI UMANI

FENOMENO - LEGISLAZIONI - ASSISTENZA

SOMMARIO

<i>Introduzione</i>	103
<i>1. La tratta degli esseri umani, un fenomeno reale</i>	105
<i>2. Definizioni</i>	121
<i>3. Prevenire la tratta di esseri umani</i>	125
<i>4. Incriminare i responsabili della tratta di esseri umani</i>	129
<i>5. Assistere e proteggere le vittime</i>	135
<i>6. Iniziative europee</i>	143
<i>Conclusione</i>	145



Photo: D.R.

INTRODUZIONE

Il progetto Daphne " Per una migliore assistenza e protezione delle vittime della tratta di esseri umani " è stato concepito per migliorare lo scambio di informazioni e la cooperazione tra gli organismi coinvolti nella lotta contro la tratta.

Si prefigge in particolare di monitorare e diffondere i modelli e le procedure di assistenza e protezione delle vittime nella prospettiva della loro inserzione nei paesi di accoglienza o della loro reintegrazione nei paesi d'origine

La tratta di esseri umani costituisce un fenomeno di attualità, controverso e delicato. Le vittime di questa terribile pratica sono sempre oggetto di trattamenti disumani. Tuttavia, in molti paesi sono semplicemente considerate come dei migranti illegali, che dovrebbero tornare nel loro paese.

Questa brochure è il risultato dell'esperienza diretta di associazioni di tre paesi europei : il Comité Contre l'Esclavage Moderne (CCEM) in Francia, Payoke e Pag-Asa in Belgio, l'associazione On the Road, Differenza Donna e il Servizio Pastorale Migranti – Caritas in Italia, nonché di una organizzazione intergovernativa, l'Organizzazione internazionale per le Migrazioni (OIM).

Il fenomeno, alcune definizioni e una presentazione delle strategie di lotta* vi sono descritte e illustrate attraverso numerosi esempi.

Nous assurons des bonnes
* du Sri Lanka **1095\$**
* des Indes, de l'Ethiopie et du Ghana
* **parlant l'anglais.**
* **parlant le français, contrat sur 3 ans.**

nsc
National Services Center.

Raouché, Imm. Salhab, 2ème entrée, 2nd étage.
Tél. : 01 433665 - 01 433284



"Yolande Soamina, employée de maison, de nationalité malgache, a fui le domicile de ses employeurs et rompu le contrat de travail établi pour 3 ans.
Toute personne qui voudrait l'employer aurait intérêt à contacter le No. de tél.:
(01) 433858."

Annunci pubblicati nei giornali libanesi

1 LA TRATTA DEGLI ESSERI UMANI, UN FENOMENO REALE

La tratta degli esseri umani è un fenomeno in costante evoluzione. La sua forma attuale, domani potrebbe già essere obsoleta. Per queste ragioni, la prima parte della brochure tenta di presentare la realtà, descrivendo separatamente le diverse attività che rientrano nell'ambito della tratta di esseri umani. La brochure vuole riprodurre una immagine concreta di questi elementi, attraverso un gran numero di esempi ed evitando di cadere nella trappola degli stereotipi.

1.1 La tratta dal paese d'origine al paese di destinazione

Nessuno, ovunque si trovi, vorrebbe lasciare il proprio paese d'origine senza ragioni. Partire significa separarsi da famiglia, amici, lavoro, una città o un villaggio, una regione, un paese, una cultura, una cucina, un clima, un focolare. Bisogna quindi interrogarsi sui motivi che li spingono a lasciare tutto ad ogni costo. I fattori che possono spiegare la decisione di partire, devono essere distinti in due gruppi.

Da un lato non bisogna sottovalutare le cause inerenti al paese d'origine, quali la povertà, la disoccupazione, la repressione, le catastrofi naturali e le guerre.

ESEMPIO N° 1 : Una giovane donna originaria della Sierra Leone i cui genitori furono uccisi, fu costretta a partire. Nella fuga, perse il marito e il figlio di due anni e finì in un campo profughi in un paese confinante. Si mise in contatto con una vecchia amica trasferitasi in Europa qualche anno prima. Quest'ultima l'aiutò a raggiungere il Belgio illegalmente e in seguito la costrinse a prostituirsi in un bar.



Dall'altro esistono degli elementi di attrazione verso i paesi occidentali, quali la ricchezza, la libertà e le possibilità di impiego. Non bisogna negare nemmeno l'influenza delle numerose storie di successo (vere o no) e le foto dei compatrioti che hanno preceduto l'emigrante potenziale, così come l'immagine della nostra società occidentale.

1.1.1.I metodi di reclutamento

Le vittime del traffico di esseri umani non sono necessariamente persone indifese, ma piuttosto degli individui che cercano un'alternativa alle loro condizioni di vita. In genere, si tratta di giovani dotati di un certo spirito di iniziativa, che non si vogliono rassegnare ad una situazione socio-economica senza prospettive, ma che spesso commettono un errore di valutazione. Sopravvalutano le possibilità offerte dall'occidente e non si rendono conto che coloro che prospettano loro un avvenire radioso hanno in realtà secondi fini.

Queste persone cedono facilmente dinnanzi alla promessa di un lavoro interessante all'estero, pensando che questo impiego permetterà loro di guadagnare abbastanza denaro per aiutare la loro famiglia. Generalmente, però, questi migranti potenziali non sanno nulla del tipo di lavoro che sarà loro proposto; ed anche quando conoscono la natura dell'impiego, sono ingannati sulla loro remunerazione, le condizioni di vita e di lavoro.



ESEMPIO N°2 : Una donna di ventiquattro anni originaria della Lituania non avendo di che vivere nel suo paese pensò di trasferirsi. Aveva già lavorato per un anno all'estero, ma la sua situazione economica non era migliorata. Le venne proposto di lavorare in un bar in Germania. Il suo compito sarebbe stato quello di incoraggiare i clienti a consumare e avrebbe percepito una percentuale sulle consumazioni. In realtà la giovane fu costretta a prostituirsi e a versare i suoi guadagni al suo "protettore", il quale la picchiava se i soldi non erano abbastanza.

Molto spesso i genitori affidano i loro figli a parenti e amici o ad altre conoscenze che vivono in Europa (a volte anche a trafficanti). In questo modo, i genitori sperano di garantire ai loro figli la possibilità di istruirsi, di seguire una formazione professionale e quindi di avere successo nella vita. Purtroppo, nei paesi di destinazione, questi bambini possono ritrovarsi in condizioni analoghe alla schiavitù.



ESEMPIO N°3 : Una donna originaria del Marocco si portò in Belgio una sua connazionale. Promise ai genitori della ragazza di prendersi cura di lei come se fosse sua figlia, di aiutarla a mettere da parte dei soldi e di trovarle un marito, in cambio di un piccolo aiuto nei lavori domestici e nella cura dei figli. Arrivate in Belgio, tuttavia, fu chiaro che la ragazza doveva occuparsi esclusivamente della casa e aiutare la donna in un negozio. La ragazza dormiva per terra nella stanza dei bambini, non era autorizzata a mangiare con il resto della famiglia, non era pagata per il lavoro svolto, non poteva uscire di casa da sola poiché, le fu detto, senza documenti sarebbe stato pericoloso. Dopo sette anni di questa vita, la donna cercò di rimandarla in Marocco.

Un'altra tecnica per attirare le ragazze giovani nei paesi occidentali è quella del "fidanzato".

Le giovani incontrano un ragazzo in discoteca o dopo la scuola o nel proprio quartiere. I due cominciano una relazione apparentemente normale. Dopo un certo periodo il ragazzo suggerisce di trasferirsi all'estero per condurre una vita più confortevole e felice. Alla partenza tutto sembra procedere per il meglio, ma una volta giunti a destinazione, la ragazza è costretta a prostituirsi per denaro.



ESEMPIO N° 4 : Una ventiseienne albanese conobbe per caso un giovane della sua stessa età. Fin dal primo incontro il giovane le fece credere di essere innamorato di lei, le chiese di sposarlo e di trasferirsi insieme in Italia. All'inizio, la giovane donna che era in istanza di divorzio rifiutò di cominciare una nuova relazione. Ma con il passare del tempo anche lei si innamorò. L'uomo le chiese di mantenere segreto il loro legame, in quanto era ancora sposato con un'altra. Alcuni mesi dopo, la coppia decise di rifarsi una vita in Italia. Giunti a destinazione, l'uomo costrinse la donna a prostituirsi con la minaccia che se avesse rifiutato, avrebbe facilmente portato la sorella della donna in Italia facendola prostituire al suo posto.

Il rapimento è il metodo più brutale ed è usato soprattutto nei paesi dell'Europa Centro-Orientale. Il rapimento si conclude generalmente in una situazione di prostituzione forzata.

ESEMPIO N° 5 : Un'albanese di sedici anni fu avvicinata da due uomini davanti all'uscita di scuola. I due le proposero di andare a bere qualcosa al bar. La giovane accettò. I due uomini la condussero in auto in un bar e la fecero bere troppo. La ragazza si ritrovò nuovamente nell'auto dei due. Dopo un lungo viaggio durante il quale fu violentata e sequestrata, la ragazza finì nel circuito dello sfruttamento della prostituzione.



ESEMPIO N° 6 : Una ragazza albanese di quindici anni si trovava ad un centinaio di metri da casa. Un'auto le si avvicinò e i tre uomini a bordo la costrinsero a salire. Fu portata dapprima nei Paesi Bassi e poi in Belgio dove fu costretta a prostituirsi in una vetrina.



Voci sempre più ricorrenti dicono che i bambini di strada siano rapiti per adozioni illegali o traffico di organi nei paesi occidentali.

In alcuni paesi d'origine, le agenzie di viaggio e di collocamento sono state sospettate di un coinvolgimento in attività legate alla tratta di esseri umani. Queste agenzie, in genere, offrono ai loro clienti assistenza per l'ottenimento del passa-

porto e del visto, per l'organizzazione del viaggio (biglietti ed itinerario) e anche per trovare un lavoro in un paese occidentale. Si fanno conoscere pubblicando annunci sui giornali.



ESEMPIO N°7 : Una ventitreenne ucraina rispose ad un annuncio che offriva un lavoro ben remunerato come cameriera in un ristorante in Belgio. Pensò di poter pagare le cure mediche di sua figlia disabile. Ma il ristorante si rivelò essere un bar e il lavoro consistette a vendere il proprio corpo.



ESEMPIO N°8 : Una donna filippina vedova e madre di due bambini decise di andare a lavorare all'estero per mantenere i figli. All'agenzia di collocamento locale, le proposero un lavoro di baby-sitter per la famiglia di un diplomatico a Parigi. Quando arrivò in Francia, la donna si accorse che i figli del datore di lavoro avevano sedici anni e più e trascorrevano la maggior parte del tempo nel loro paese d'origine. La donna lavorò come colf per tredici ore al giorno. Lo stipendio dei primi due mesi fu interamente versato all'agenzia di collocamento. I mesi seguenti fu pagata un quinto dello stipendio inizialmente concordato. Inoltre, il datore di lavoro le sequestrò i documenti e le proibì di uscire di casa.

1.1.2 I documenti

Per oltrepassare le frontiere e cercare un lavoro all'estero, i migranti devono sottostare ad un certo numero di regole. I documenti per l'espatrio e un regolare visto sono gli elementi basilari ed indispensabili per entrare in un paese straniero, che sia di transito o di destinazione. Inoltre per poter lavorare, i migranti devono disporre di un permesso di soggiorno e di lavoro. Numerosi trafficanti, quindi, cercano di ottenere un particolare statuto legale per le loro vittime, attraverso falsi documenti o forzandoli a contrarre un matrimonio fittizio.

D'altra parte, il desiderio di emigrare è così forte che le vittime partono anche senza i documenti necessari, malgrado i rischi connessi.

1.1.3 Condizioni di viaggio

Le condizioni di viaggio delle vittime della tratta di esseri umani dipendono dai loro documenti. In mancanza di passaporti o visti, le vittime sono spesso trasportate come merce, in camion o in nave, in condizioni indegne e precarie.

Molti trafficanti, se temono di essere scoperti, optano per la fuga, abbandonando i migranti alla loro sorte. A volte i migranti tentano di passare la frontiera a piedi, attraverso i fiumi o i boschi delle montagne. E' inutile dire che chi sceglie questa via non dispone degli indumenti e dell'equipaggiamento adatto.



ESEMPIO N° 9 : Una donna cinese madre di due figli transitò attraverso l'Ucraina con l'intenzione di raggiungere l'Europa occidentale. Sperava di poter offrire un futuro migliore ai suoi figli e a se stessa. In Ucraina, si mise in contatto con delle persone che organizzavano i viaggi verso i paesi occidentali. La donna viaggiò verso la Repubblica Ceca con altre tredici persone. Arrivati al confine, avrebbero dovuto passare la frontiera a piedi attraverso le montagne. La prima volta, per un imprevisto, nessuna guida venne all'appuntamento e il gruppo fu costretto a tornare indietro e a passare la notte all'addiaccio. Una ventina di persone si aggiunse a loro e raggiunsero nuovamente la frontiera a piedi. Questa volta due camion li aspettavano. Dopo due settimane di viaggio, le persone furono suddivise in piccoli gruppi. La donna, con altri tre, viaggiò nascosta nel doppio fondo di un furgone, attraverso la Germania fino ad Anversa. A questo punto, la donna fu costretta a fermarsi, poiché non aveva soldi a sufficienza per pagare il resto del viaggio verso l'Inghilterra.

Le condizioni di viaggio dipendono anche dal tipo di organizzazione criminale che lo gestisce, organizzazione che può essere più o meno strutturata

Organizzazione strutturata

Si tratta di vere strutture di tipo mafioso, radicate a livello internazionale e generalmente implicate in diverse forme di criminalità, quali la vendita di armi, il traffico di stupefacenti e il riciclaggio di denaro. Certe organizzazioni propongono dei "forfaits" globali, comprendenti i passaporti falsi, il trasporto e il soggiorno. I membri di queste organizzazioni possono, a seconda della loro posizione nell'organizzazione, essere responsabili di una parte o dell'insieme del viaggio. Il prezzo del viaggio viene concordato prima della partenza : non è dunque una questione di compravendita del migrante, anche se possono verificarsi dei trasferimenti. Questa struttura caratterizza, per esempio, le organizzazioni nigeriane. Le organizzazioni cinesi della tratta di esseri umani gestiscono la globalità del viaggio, che può essere pagato in due modi.



ESEMPIO N° 10 : Una ragazza diciottenne della Nigeria accettò l'offerta di una donna anche lei nigeriana di partire per l'Europa. Prima della partenza, la ragazza fu sottoposta a dei riti voodoo e giurò di non rivelare chi l'aveva aiutata ad entrare in Europa. Dovette pagare 50.000 \$ per il viaggio. Intraprese il viaggio da Lagos a Cotonu in auto insieme a due uomini nigeriani e da Cotonu ad Abijan con un magrebino. In seguito un bianco l'accompagnò a Parigi in aereo, facendo scalo in Marocco. La donna che le aveva offerto il lavoro in Europa, l'aspettava all'aeroporto. Per pagare il debito del viaggio, la giovane fu costretta a prostituirsi.

Il futuro migrante anticipa una parte del costo del viaggio alla partenza e rimborsa il resto una volta giunto nel paese di destinazione.

L'organizzazione deve dunque disporre di un luogo (per esempio i ristoranti cinesi e gli atelier di confezioni clandestini), dove il migrante possa lavorare per rimborsare il debito.



ESEMPIO N° 11 : Una ragazza cinese di diciassette anni si mise in contatto con una nota organizzazione di trafficanti con l'intenzione di partire per gli Stati Uniti. I suoi genitori pagarono una parte del viaggio in anticipo. La ragazza, insieme ad altre cinque persone, fu accompagnata da un primo uomo a Bangkok. Qui, fu tenuta rinchiusa in una casa finché un secondo uomo non le procurò i documenti falsi e un biglietto aereo. Un terzo uomo l'accompagnò poi all'aeroporto e un quarto fece il viaggio con lei fino a Copenaghen. Un quinto uomo si aggiunse a loro e si diressero in treno a Bruxelles con l'intenzione di viaggiare verso Chicago.

Il migrante può anche pagare il viaggio attraverso deiversamenti dilazionati (pagamento effettuato direttamente dal migrante, dalla famiglia o da amici). Concretamente questo significa che una prima somma di denaro viene versata all'organizzazione criminale in modo da consentire al migrante di arrivare in un paese di transito. Se il migrante desidera proseguire il viaggio, una seconda somma deve essere pagata per raggiungere la destinazione finale. In caso contrario, la vittima viene abbandonata alla sua sorte. In questo modo, la rete criminale si assicura sempre un pagamento. Tale condizione porta il migrante all'indebitamento, non solo nei confronti della famiglia e degli amici, ma anche nei confronti di usurai, dai quali ha preso a prestito il denaro.



ESEMPIO N° 12 : Una giovane donna cinese avrebbe dovuto pagare 20.000 \$ per un viaggio in Inghilterra. Pagò in anticipo 16.000 \$ e sua madre avrebbe dovuto versare la differenza durante il suo viaggio. Giunta in Ungheria, la giovane e venti altri compagni di viaggio dovettero telefonare alle loro famiglie per chiedere che pagassero il resto del viaggio. Poiché la madre non aveva quei soldi, la ragazza fu violentemente picchiata. Alla fine, fu lasciata in Belgio, insieme ad altre due persone, poiché il debito del viaggio non era ancora stato estinto.

Organizzazioni poco strutturate

Le organizzazioni criminali operano anche nel contesto di strutture flessibili, dove i diversi gruppi concludono degli accordi di collaborazione al fine di costituire una catena completa. Queste strutture sono in grado di adattarsi rapidamente e senza difficoltà ai cambiamenti inattesi del loro ambiente. I diversi intermediari sono gli addetti al reclutamento, i fornitori di passaporti, i trasportatori, i fornitori di allog-

gio e altre figure intermedie nel paese di transito, e/o di destinazione. In realtà queste organizzazioni criminali, non operano in nessuna struttura ben definita. Inoltre si preoccupano poco della loro merce, poichè l'unica cosa importante è trarre profitto dal traffico di migranti.

ESEMPIO N° 13 : Una giovane moldava lasciò il suo paese con un compatriota. L'uomo le promise un lavoro da cameriera in Italia. In Romania, l'uomo la vendette a uno slavo che la portò a Belgrado, dove la rinchiusero insieme ad altre ragazze. Le venne detto che si sarebbe dovuta prostituire. Da Belgrado fu ancora trasportata in Montenegro e venduta ad un albanese che la condusse in Albania. Qui fu ancora rinchiusa per un mese finché un uomo non la comprò a sua volta. Quest'ultimo la condusse in Europa occidentale dove la costrinse a prostituirsi.



ESEMPIO N° 14 : Una giovane moldava, con altre due ragazze, transitò per la Romania accompagnata da un uomo. Furono vendute per 400\$ a persona ad un rumeno. Passarono il confine con la Jugoslavia e furono alloggiate in una casa con altre nove donne originarie dell'Europa dell'est. Due uomini comprarono nuovamente le ragazze per 450\$ a persona. Le condussero a Belgrado dove le ragazze furono vendute all'asta a gruppi di due o tre. Da Belgrado, la giovane moldava, con tre altre ragazze, fu portata in Montenegro e poi, camminando a piedi in montagna, in Albania. Nell'attesa di essere rivendute, le ragazze dovevano prostituirsi. La moldava e le altre ragazze furono comprate da due albanesi che le portarono in Italia via mare con i gommoni. A Milano, furono costrette a prostituirsi per poi essere trasportate nascoste in un furgone con altri adulti e alcuni bambini in Belgio. Anche qui furono obbligati a prostituirsi.



1.2 Le forme di sfruttamento nei paesi di destinazione

Nei paesi di destinazione, la maggior parte dei migranti è vulnerabile e resa dipendente dalle persone che hanno organizzato il loro viaggio. In effetti, non sempre dispongono dei documenti richiesti, nè delle risorse finanziarie necessarie per vivere, sono privati di ogni possibilità di comunicazione e sono oggetto di trattamenti brutali e di violenze. Per aumentare lo stato di dipendenza delle vittime e limitare ulteriormente la loro libertà di movimento, i loro documenti di identità sono spesso confiscati all'arrivo.

I debiti, che comprendono il prezzo del biglietto, dell'alloggio, dei documenti di viaggio, delle autorizzazioni e dei permessi di soggiorno, sono fittizi (e comunque molto superiori alle spese realmente sostenute) ed aumentano con il passare del tempo. Molte vittime devono prendere a prestito del denaro dai loro famigliari o dalle organizzazioni criminali stesse per poter pagare i costi di inter-

mediazione estremamente elevati. A questo punto le vittime si rendono conto della situazione nella quale si trovano e del fatto che non possono più tornare indietro. I debiti sono all'origine dello sfruttamento, poiché le vittime devono dare tutto o una parte di ciò che guadagnano ai loro sfruttatori.

Viene fatto di tutto per impedire alle vittime di chiedere aiuto; sia intralciando fisicamente la loro libertà, sia facendo loro perdere la loro fiducia negli altri, in modo che non osino chiedere aiuto.

Gli sfruttatori cercano dei luoghi di lavoro in cui possano sorvegliare fisicamente le vittime e limitano la loro libertà di movimento al di fuori degli orari di lavoro, ricordando loro la condizione di clandestini.

1.2.1 Sfruttamento sessuale

La prostituzione è la forma più comune di sfruttamento delle vittime nella tratta degli esseri umani, un tempo detta tratta delle donne.

È caratterizzata dall'obbligo di versare integralmente o in parte i guadagni allo sfruttatore.

Tuttavia, a seconda dell'origine culturale delle vittime, sono usati diversi sistemi di controllo e sottomissione.

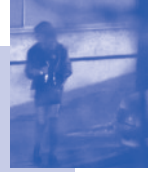
È scioccante constatare come siano costantemente sorvegliate le donne costrette a lavorare per organizzazioni criminali dell'Europa Centro-Orientale, per esempio per le mafie albanesi o rumene. Queste ragazze sono accompagnate fino al luogo dove sono costrette a prostituirsi e i loro sfruttatori controllano che non tentino di scappare o di trattenere per se una parte del denaro.



ESEMPIO N° 15 : Una donna albanese fu portata in Belgio dal fratello del suo futuro protettore. Fu dapprima rinchiusa in una camera d'albergo per quattro giorni e in seguito trascorse 12 giorni sequestrata nella casa di un amico dell'uomo. Nel frattempo, il protettore e il terzo fratello giunsero in Belgio. I tre fratelli affittarono un'appartamento e spiegarono alla donna che avrebbe dovuto prostituirsi e versare loro tutti i suoi guadagni. Se si fosse rifiutata l'avrebbero picchiata. Ogni sera, veniva condotta in auto al bar dove lavorava e il suo protettore la controllava costantemente attraverso un telefono cellulare. I clienti pagavano direttamente il protettore. Le rare volte in cui la donna si trovava sola nell'appartamento, i tre uomini le telefonavano a turno e lei doveva accendere il televisore e far passare la stessa video cassetta. In questo modo potevano essere sicuri che si trovasse effettivamente in casa.

Le donne africane, invece, in particolare le Nigeriane, raramente sono sorvegliate dalle loro "madame". Tuttavia, consegnano il loro denaro senza resistenza. Questa sottomissione è il risultato di una sorta di accordo concluso, prima della partenza, fra la "madame", la ragazza e a volte la famiglia di quest'ultima. Questo tipo di accordo si accompagna ad un certo numero di rituali (noti come voodoo) ai quali la giovane si deve sottomettere.

Durante questi rituali, la donna deve dare delle "parti" di se stessa: unghie, capelli, sangue mestruale etc. Deve inoltre giurare di non denunciare mai la persona che l'ha aiutata a recarsi in Europa. Se non rispetterà questa promessa il voodoo provocherà la sua morte e quella dei suoi familiari. Molti credono, infatti, che coloro che non mantengono la parola data muoiano entro tre anni.



ESEMPIO N° 16 : Una giovane donna incontrò un uomo che viaggiava spesso in Europa. Questi le propose di aiutarla a trasferirsi in Europa per studiare e trovare un buon lavoro. L'uomo cominciò con il procurarle un passaporto. Poi le consigliò di incontrare un uomo "medicina" e di sottoporsi ad alcuni rituali magici. Dovette giurare che qualunque cosa le fosse successo in Europa, non l'avrebbe mai rivelato ai suoi familiari. Per sigillare il giuramento l'uomo "medicina" le ferì un dito per prendere il suo sangue, le tagliò un'unghia e una ciocca di capelli. La giovane partì poi per i Paesi Bassi, dove fu costretta a prostituirsi per rimborsare ai trafficanti il debito del viaggio che ammontava a 30.000 \$. La donna terrorizzata cominciò a lavorare. Un uomo veniva a recuperare i soldi guadagnati ad intervalli irregolari, a volte ogni settimana, a volte dopo qualche giorno.

Di fronte a questa situazione di estrema dipendenza, le vittime tendono a voler proteggere il loro sfruttatore. Cercano cioè di proteggersi calmando per quanto possibile coloro che le dominano. Questa reazione viene anche chiamata "identificazione con l'aggressore".

Lo sfruttamento della prostituzione si manifesta in diversi luoghi: in strada, nei locali, nelle vetrine, nei cabaret, nei saloni di massaggi e nelle case private. Le forme di prostituzione meno visibili danno maggiori possibilità ai protettori di abusare delle ragazze.

1.2.2. Sfruttamento economico

Nonostante lo sfruttamento sessuale sembri essere la forma di tratta di esseri umani maggiormente conosciuta, non si deve dimenticare il fenomeno dello sfruttamento economico.

Tenuto conto della loro situazione amministrativa precaria e del livello elevato di indebitamento, molti migranti sono sfruttati come manodopera a buon mercato. Lo sfruttamento economico non si limita ad un tipo di lavoro o ad un settore specifico, in quanto è possibile sfruttare le persone e privarle della loro libertà e dignità in diversi modi e in diversi contesti lavorativi. Lo sfruttamento economico nel contesto della tratta degli esseri umani è generalmente legato al lavoro illegale.

a. Schiavitù domestica

Le donne, gli uomini e i bambini che lavorano come collaboratori domestici possono essere sottoposti a condizioni di vita e di lavoro degradanti, analoghe alla schiavitù.

Queste vittime lavorano in un ambito familiare e privato, per cui gli abusi rimangono spesso nascosti. La maggior parte dei collaboratori domestici hanno orari di lavoro estenuanti, dal mattino fino a tarda sera, lavorano sette giorni su sette, per tutto l'anno, senza riposo, né ferie. A queste difficili condizioni, si aggiungono spesso maltrattamenti, umiliazioni e forme di sequestro all'interno della casa. Se è stato stipulato un contratto di lavoro, le sue disposizioni sono spesso ignorate dal datore di lavoro.



ESEMPIO N° 17 : Per aiutare la sua famiglia, una ragazza marocchina decise di cominciare a lavorare. Si mise in contatto con un uomo che le propose di andare a lavorare in Spagna. Non venne mai precisato che tipo di lavoro avrebbe svolto né quale sarebbe stato il suo stipendio.

Doveva pagare un'ingente somma di denaro per le spese del viaggio. Tale somma sarebbe stata rimborsata dalla ragazza una volta giunta in Spagna. A Madrid, la giovane incontrò due uomini amici del primo che abitavano in Belgio. Questi la persuasero a trasferirsi in Belgio dove avrebbe potuto lavorare per una famiglia e guadagnare più che in Spagna. La ragazza cominciò così a lavorare come collaboratrice domestica e baby-sitter. Durante i quattro mesi in cui restò con questa famiglia, non fu mai pagata e venne costantemente insultata e picchiata. Alla fine, scappò. Incontrò allora un connazionale che le propose un lavoro in una sala di banchetti. Poiché non aveva ancora rimborsato tutti i debiti, la giovane accettò. Nell'attesa di cominciare il lavoro, fu ospitata dalla famiglia dell'uomo e obbligata ad occuparsi delle faccende domestiche. Non venne pagata e fu abusata sessualmente e fisicamente. Neanche a dirlo, il lavoro alla sala dei banchetti non si materializzò mai.

Le persone che godono di uno statuto diplomatico possono far venire dall'estero domestici o personale di servizio, secondo le proprie necessità. L'immunità protegge i diplomatici da qualsiasi procedimento penale.

Ma l'impunità favorisce gli abusi e rende più vulnerabili il personale di servizio. I Ministeri degli Esteri dei paesi di accoglienza, che rilasciano un permesso speciale per i domestici dei diplomatici difficilmente possono intervenire in caso di sfruttamento del personale. Il Ministero può tentare di negoziare un accordo amichevole tra il diplomatico e il dipendente. Se le negoziazioni si rivelano impossibili, la sola alternativa consiste nel dichiarare il diplomatico "persona non grata", cioè impedire al diplomatico di entrare nel paese. Il rischio di tale azione è di incidere negativamente sulle relazioni internazionali tra i due Stati.

Bisogna sottolineare che non tutti i diplomatici sfruttano i loro dipendenti.

ESEMPIO N° 18 : Una ventitreenne originaria dello Sri Lanka giunse a Parigi via un intermediario per lavorare come baby-sitter presso un diplomatico. Fu costretta a lavorare come domestica, sette giorni su sette, dalle sei di mattina all'una di notte. Se non obbediva agli ordini veniva picchiata. Anche se il suo contratto prevedeva uno stipendio accettabile, non fu mai pagata. In diverse occasioni, il diplomatico cerco di abusare di lei. Dopo sei mesi, la giovane donna riuscì a fuggire. Altre persone lavoravano al servizio del diplomatico in condizioni analoghe.



b. Ateliers clandestini (settori manifatturieri e tessili)

Uomini e donne lavorano negli atelier clandestini per salari ridotti. I laboratori clandestini, dove i lavoratori selezionano i tessuti e poi li imballano per il loro smistamento, sono luoghi di sfruttamento economico. Le vittime della tratta degli esseri umani impiegati in questi atelier, sono generalmente uomini, tenuto conto dello sforzo fisico richiesto.

Esistono atelier di confezione di abiti, dove uomini e donne sono obbligati a lavorare numerosi anni per poter estinguere i debiti contratti per il loro espatrio in occidente.

ESEMPIO N° 19 : Un siriano di 25 anni decise di andare a lavorare in Occidente per rientrare nel suo paese quando avesse guadagnato abbastanza per mantenere la sua famiglia. In Italia, gli fu proposto di partire per il Belgio e gli venne anche dato un numero di telefono. Così si mise in contatto con il proprietario di un atelier di confezioni. Il giovane cominciò a lavorare nell'atelier in buona fede. Il proprietario lo convinse a lasciargli i suoi averi con il pretesto di proteggerlo da eventuali ladri. Inoltre si accordarono sul fatto che il proprietario avrebbe tenuto da parte lo stipendio previsto fino al giorno del suo rientro al paese di origine. Il siriano lavorò sette giorni su sette per cinque mesi. Fu obbligato a dormire e a mangiare nell'atelier. In seguito ad un incidente di lavoro, fu cacciato dall'atelier poichè non poteva più lavorare ai ritmi precedenti. Non recuperò mai né i suoi averi, né gli stipendi dei mesi di lavoro.



ESEMPIO N° 20 : Un ventottenne pakistano fu trovato in un atelier clandestino di confezioni in Belgio. Con altri quattro colleghi, viveva nell'atelier e si nutriva con il cibo che il proprietario gli lasciava in un pacchetto ogni week end. Il suo stipendio ammontava a 62 euro. Il resto era tenuto per "coprire le spese".



c. Settori dei servizi e della ristorazione

Nei paesi di destinazione, un gran numero di vittime (uomini, donne e bambini) è impiegato in ristoranti, panetterie, snack-bar, night-shops. Alcune persone vi sono state direttamente collocate dalle organizzazioni criminali per pagare i loro debiti. Altri cercano di rimborsare le rispettive famiglie che avevano chiesto ingenti somme di denaro a usurai.



ESEMPIO N° 21 : Per 15.000 \$, un giovane cinese raggiunse i Paesi Bassi attraverso una rete di traffico di migranti. Poiché la sua famiglia si indebitò per pagare il viaggio, il giovane cominciò a lavorare in un ristorante cinese per circa 300\$ al mese. Lavorava sei giorni alla settimana dalla 10.30 alle 23.00 e dormiva in una stanza adiacente al ristorante. Lavorò in queste condizioni in altri tre ristoranti per circa cinque anni. In quel periodo, riuscì a mandare alla sua famiglia solo 5.000 \$. Nel frattempo, i suoi familiari erano minacciati dai creditori poiché non rimborsavano in tempo il debito.

Occorre ricordare come certi genitori lascino partire in buona fede i loro figli per lavorare presso famiglie. In realtà l'unico interesse di queste ultime è quello di poter usufruire di manodopera a basso costo.

d. Accattonaggio e vendita ambulante

Le vittime della tratta di esseri umani sono anche sfruttate per l'accattonaggio o la vendita ambulante. Ogni giorno, e per molte ore, lavorano agli incroci delle strade o in luoghi molto frequentati, come centri commerciali e caffè. La servitù per debiti costringe le vittime a sottomettersi ad attività di ogni genere, quali: la vendita di fiori, sigarette, souvenirs, etc.



ESEMPIO N° 23 : Una ragazza di diciannove anni di origine boliviana fu convinta a partire per l'Italia. A destinazione, dovette dormire in un furgone. Ogni mattina veniva depositata davanti ad un supermercato per vendere ogni sorta di piccoli articoli. Solo quando guadagnava abbastanza, le veniva dato il minimo indispensabile per nutrirsi.

e. Settore dello sport

La tratta di esseri umani non risparmia nemmeno lo sport, ed in particolare il mondo del calcio. Esistono delle similitudini tra lo sfruttamento in questo ambiente e quello di altri settori, quale ad esempio la prostituzione. Giovani giocatori originari dell'Africa, dell'America del Sud o dell'Europa dell'Est, accompagnati da un procuratore sportivo, sono venduti alle squadre che offrono le migliori condi-

zioni di pagamento. I contratti tra il procuratore e il giocatore sono talvolta equivoci e spesso stipulati in una lingua che il giocatore non comprende. Questi dunque non sa che cosa firmi.

L'obiettivo principale del procuratore è quello di vendere il proprio giocatore ad una squadra ricca. L'aspetto negativo di queste transazioni è la sorte riservata ai giocatori scartati (perché il procuratore non ha raggiunto l'accordo con la squadra, o perché non soddisfano le esigenze della squadra). Un tipo di provino può consistere nel giocare solo qualche partita con la squadra di riserva, oppure durare diverse settimane o mesi, durante i quali il giocatore non guadagna quasi nulla. I giovani atleti ripongono tutte le loro speranze ed aspettative nell'agente, perché per loro e le rispettive famiglie questa opportunità rappresenta un'occasione per evadere dalla povertà. Ciò nonostante, numerose denunce sono emerse riguardo allo sfruttamento di questi giocatori e ai trattamenti umilianti subiti.

In certi casi, il procuratore smette di occuparsi di alcuni giocatori o li fa ingaggiare illegalmente dalle squadre più piccole, che li pagano "sottobanco" con un salario che non permette loro di soddisfare i bisogni essenziali. In questo stesso mercato completamente illegale, le società sportive a volte vendono giocatori senza consultarli.

Invece del successo sperato in Europa come calciatori, il destino di questi



ESEMPIO N° 24 : Un giovane camerunese fu portato in Germania da un agente sportivo per sottoporsi a delle prove per poter entrare in una squadra di calcio. Alla fine, il giovane fu assunto da una squadra belga sulla base di un contratto le cui clausole non furono mai rispettate. In pratica, il giocatore guadagnava 70\$ a settimana. Inoltre, la sua situazione amministrativa non venne mai regolarizzata, nonostante glielo avessero promesso. Dopo una stagione, fu licenziato, anche se il suo era un contratto di tre anni. In seguito, giocò in condizioni simili per altre due squadre di calcio.

ragazzi, si limita ad una misera rincorsa ai contratti. In generale non osano ritornare nel loro paese, poiché non possono risarcire le loro famiglie del denaro speso. Il successo non è che appannaggio che di un irrisorio numero di giocatori, che riescono ad ottenere un contratto regolare. In certi casi è la squadra stessa che si preoccupa di procurare un permesso ed un libretto di lavoro ai giocatori. Solitamente, essi non ricevono che il salario minimo, a cui a volte si aggiungono dei premi, o dei benefit materiali (come l'alloggio).

1.3. Relazione fra il traffico di migranti e la tratta di esseri umani

Bisogna distinguere il traffico di migranti dalla tratta di esseri umani. Mentre per traffico si intende il trasporto illegale di una persona in cambio di denaro, la tratta è il trasferimento violento di una persona in vista del suo sfruttamento. I due fenomeni presentano delle caratteristiche comuni. Casi di traffico di migranti possono infatti risolversi in vere e proprie situazioni di tratta di esseri umani.

1.3.1. Similitudini nei metodi di trasporto

In genere, le organizzazioni criminali si avvalgono degli stessi itinerari e delle stesse città di transito e di destinazione sia per le attività di traffico illegale di migranti sia per quelle della tratta di esseri umani. Il ricorso a documenti falsi, come passaporti, visti, certificati di matrimonio o di nascita, costituiscono un altro punto in comune alle due attività.

Il metodo impiegato per far entrare clandestinamente dei migranti in un paese comporta un abuso della situazione vulnerabile in cui si trovano. Se i trafficanti mentono o ricorrono alla forza questa forma di immigrazione clandestina può essere assimilata alla tratta di esseri umani. Costringere qualcuno a pagare il viaggio " in natura " rappresenta solo uno dei tanti esempi.



ESEMPIO N° 25 : Durante una visita medica di un gruppo di Iranian, i medici si accorsero che tutti avevano subito un'operazione per il prelievo di un rene. Nello stesso periodo, un gran numero di persone fu ritirato dalle liste di donatori di reni. Tra questi, alcuni iraniani ammisero di essere stati costretti a dare un rene ad una organizzazione criminale per pagare il loro viaggio verso l'Occidente.



ESEMPIO N° 26 : Una famiglia russa desiderava trasferirsi in un paese dell'Unione europea per motivi economici. Si rivolsero ad un'organizzazione di trafficanti per procurarsi i documenti necessari e per effettuare il viaggio. I trafficanti chiesero loro una somma di denaro e un " favore ". Il favore consistette nell'accompagnare illegalmente in Belgio un bambino di dodici anni, con tutti i rischi connessi. Dopo aver concluso con successo la missione affidatagli, l'uomo dovette ancora pagare 7.500 \$ per i documenti falsi e il viaggio per lui e la sua famiglia.

Non si devono poi dimenticare le ingenti somme di denaro che i migranti devono pagare per il viaggio. Alcuni sono in grado di versare la totalità dei soldi chiedendo un prestito a usurai, a conoscenti o alle loro famiglie.

Altri si limitano a versare un anticipo, impegnandosi a rimborsare il resto una volta giunti a destinazione. In ogni caso queste persone si ritrovano per lunghi anni indebitati e una volta nel paese di destinazione accettano di svolgere lavori illegali o di partecipare ad attività criminali.

1.3.2. Intercettazione prima dell'inizio dello sfruttamento

Le vittime intercettate ai controlli di frontiera o alle dogane degli aeroporti non conoscono generalmente la destinazione finale del loro viaggio. In teoria, queste persone sono vittime di traffico illegale di migranti, in pratica sono state trafficate con l'obiettivo di sfruttarle nel paese di destinazione. Questo è praticamente certo quando i migranti non hanno pagato la totalità del viaggio alle organizzazioni criminali.

ESEMPIO N° 27 : Una giovane donna Africana desiderava andare a studiare a Londra. Poiché le possibilità di ottenere un visto di ingresso erano inesistenti, la giovane si mise in contatto con un uomo che le procurò il passaporto e un biglietto aereo per circa 5.000 \$. La ragazza non era in grado di pagare questa somma, ma l'uomo le assicurò che una volta a Londra avrebbe facilmente trovato un lavoro e avrebbe così potuto rimborsare il suo debito. La natura del lavoro non venne specificata. La giovane donna partì in aereo accompagnata dall'uomo. Facendo scalo a Bruxelles, vennero entrambi intercettati dalla polizia di frontiera.

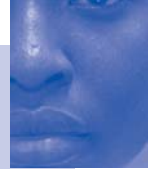




Photo: D.R.

2. DEFINIZIONI

Sappiamo che esistono diverse definizioni della tratta di esseri umani. Alcune sono molto ampie e comprendono anche il traffico di migranti, mentre altre distinguono i due fenomeni. Non vogliamo entrare nel dibattito della portata delle definizioni, ma ci limiteremo a riportare le più correnti.

Il 6 ottobre 2000, il **Comitato Speciale delle Nazioni Unite** responsabile della redazione del **Protocollo aggiuntivo alla Convenzione contro il crimine transnazionale**, volto a prevenire, reprimere e punire la tratta di persone, in particolare di donne e di bambini, ha adottato la seguente definizione di tratta. L'Articolo 3 enuncia :

- a) *la tratta di persone designa il reclutamento, il trasporto, il trasferimento, l'alloggio o l'accoglienza, attraverso la minaccia o il ricorso alla forza o ad altre forme di coercizione, attraverso il rapimento, la frode, l'inganno, l'abuso di autorità o di una situazione di vulnerabilità, o attraverso l'offerta o l'accettazione di pagamenti o di vantaggi per ottenere il consenso di una persona che esercita un'autorità su di un'altra ai fini di sfruttamento. Lo sfruttamento comprende, come minimo, lo sfruttamento della prostituzione altrui o altre forme di sfruttamento sessuale, il lavoro o i servizi forzati, la schiavitù o le pratiche analoghe alla schiavitù, la servitù o il prelievo di organi ;*
- b) *il consenso della vittima della tratta di persone al tipo di sfruttamento, di cui al comma a) del presente articolo, è indifferente quando si ricorre ad uno dei mezzi enunciati (nella definizione) ;*
- c) *il reclutamento, il trasporto, il trasferimento, l'alloggio o l'accoglienza di un minore a fini di sfruttamento sono considerati tratta di persone anche se non vi è ricorso ad alcun mezzo enunciato al comma a) del presente articolo ;*
- d) *il termine minore designa una persona al di sotto dei 18 anni.*

Un secondo protocollo aggiuntivo alla **Convenzione relativo alla lotta contro il traffico di migranti via terra, mare e aria** enuncia all'articolo 3 :

- a) *L'espressione "introduzione clandestina di migranti " designa il fatto di assicurare l'ingresso illegale in un Stato ad una persona che non sia cittadino né residente permanente dello Stato, al fine di trarne, direttamente o indirettamente, un profitto finanziario o qualunque altro vantaggio materiale ;*
- b) *l'espressione " ingresso illegale " designa il passaggio di frontiere quando le condizioni necessarie all'ingresso legale nello Stato di accoglienza non sono soddisfatte ;*

- c) *l'espressione " documenti di viaggio o di identità falsi" designa qualsiasi documento di viaggio o di identità :*
- (i) che è stato contraffatto o modificato in modo sostanziale per qualsiasi altra persona o autorità diversa da una persona o autorità legalmente abilitata a stabilire o rilasciare il documento di viaggio o di identità in nome dello Stato ; o*
 - (ii) che è stato rilasciato o ottenuto in modo irregolare attraverso falsa dichiarazione, corruzione o costrizione, o ogni altra maniera illegale; o*
 - (iii) che è usato da una persona diversa dal legittimo titolare;*
- d) *il termine " nave " designa ogni tipo di mezzo acquatico, ivi compresi un mezzo senza tirante ad acqua e un idrovolante, fatta eccezione di navi da guerra, navi da guerra ausiliarie o altre navi appartenenti ad un governo o usate da questi finché è usato esclusivamente per un servizio pubblico non commerciale.*

Nella Comunicazione del mese di dicembre 2000, relativa alla proposta di Decisione-Quadro sulla lotta contro la tratta di esseri umani, la **Commissione europea** proponeva la definizione che segue :

Articolo 1 *Infrazioni legate alla tratta di esseri umani a fini di sfruttamento del lavoro*

Ogni Stato membro adotta le misure necessarie affinché il reclutamento, il trasporto o il trasferimento di una persona, ivi compreso il darle ricovero, e la successiva accoglienza e il passaggio di controllo su questa persona siano puniti come reato, qualora i diritti fondamentali di tale persona siano stati o continuino ad essere conculcati al fine di sfruttare la vittima per la produzione di beni o la prestazione di servizi in violazione dei requisiti minimi in materia di condizioni di lavoro o di retribuzione, di salute e di sicurezza dei lavoratori e qualora :

- a) sia fatto uso di coercizione, violenza o minacce, compreso il rapimento, o*
- b) sia fatto uso di inganno o frode, o*
- c) vi sia sbuso di autorità, di influenza o pressione, o*
- d) si sia in presenza di altre forme di abuso "*

Articolo 2 *Reati relativi alla tratta di esseri umani a fini di sfruttamento sessuale*

Ogni Stato membro adotta le misure necessarie affinché il reclutamento, il trasporto o il trasferimento di una persona, ivi compreso il darle ricovero, e la successiva accoglienza e il passaggio di controllo su questa persona siano puniti come reato, qualora le finalità siano lo sfruttamento della prostituzione o la pornografia infantile o la produzione di materiale pornografico e qualora :

- a) sia fatto uso di coercizione, violenza o minacce, compreso il rapimento, o*
- b) sia fatto uso di inganno o frode, o*
- c) vi sia sbuso di autorità, di influenza o pressione, o*
- d) si sia in presenza di altre forme di abuso*

La **Convenzione Europol** del 1995 definisce la tratta di esseri umani come segue :
il fatto di sottomettere una persona al potere reale e illegale di altre persone, ricorrendo a violenze o minacce o abusando della propria autorità o di stratagemmi in particolare ai fini dello sfruttamento della prostituzione altrui, di forme di sfruttamento e di violenze sessuali nei confronti di minori o al commercio di minori abbandonati.

L'OSCE (l'Organizzazione per la Sicurezza e cooperazione in Europa) in "**Trafficking in Human Beings : implications for OSCE**", definisce la tratta di esseri umani come :

ogni azione, ivi compresi il reclutamento, il rapimento, il trasporto (all'interno o attraverso i confini), la vendita, il trasferimento, l'alloggio o l'accoglienza di persone, attraverso le minacce o l'uso della forza, l'inganno, la coercizione (ivi compreso l'abuso di autorità) o la servitù per debiti, al fine di ridurre o detenere delle persone, remunerate o meno, in uno stato di servitù involontaria, in una condizione di lavoro forzato o servitù per debiti o in condizioni analoghe alla schiavitù, in una comunità diversa da quella di origine.

Per **l'Organizzazione Internazionale per le Migrazioni** si ha un caso di tratta di esseri umani quando :

- *un migrante è ingaggiato in maniera illecita (rapito, venduto o semplicemente reclutato) e/o trasferito all'interno delle frontiere nazionali o verso un paese straniero ;*
- *degli intermediari (trafficienti) ne traggono un profitto economico o di altro tipo, a qualunque stadio essi intervengano, attraverso l'inganno, la coercizione e/o altre forme di sfruttamento, in condizioni che violano i diritti fondamentali dei migranti.*

Il GAATW (Global Alliance Against Trafficking in Women), l'International Human Rights Law Group e la **Foundation Against Trafficking in Women (STV)**, in cooperazione con numerose ONG hanno elaborato una definizione basata sulle loro esperienze concrete.

Ogni azione che porti un pregiudizio implicante il reclutamento, il trasporto all'interno o all'esterno dei confini nazionali, lo scambio, la vendita, il trasferimento, l'alloggio o l'accoglienza di una persona ricorrendo all'inganno, alla coercizione (ivi compreso il ricorso alla forza o all'abuso di potere) o alla servitù per debiti al fine di indurre o mantenere questa persona, in cambio o meno di un pagamento, in servitù (domestica, sessuale o riproduttiva), in situazioni di lavoro forzato o in condizioni analoghe alla schiavitù, in una comunità diversa da quella di origine.

**Steady jobs available abroad
No qualifications necessary**



**You only pay with your dignity,
your health, and your freedom.**

Entertainer, dancer, model, waitress, an pair: so many interesting, well paid jobs abroad these days. Why would anybody want to give you a job abroad? Because the real job is prostitution. There's a lot of money to be made in prostitution. But not for you. Your part will be sickness, violence, isolation and humiliation. And who will protect you? No one. You will be a stranger in a strange land. Your life is in your hands. Don't trade it for a cage.

This is a message from the International Organization for Migration (IOM) a humanitarian, intergovernmental organization that works for the benefit of migrants worldwide.

Campagne di informazione dell' OIM

3. PREVENIRE LA TRATTA DI ESSERI UMANI

3.1. Campagne di informazione e sensibilizzazione

Le campagne di informazione sono strumenti a breve termine che rivestono un ruolo essenziale nella prevenzione della tratta di esseri umani. Troppo spesso, infatti, i potenziali migranti, in particolare le donne e i bambini, non conoscono sufficientemente le reali situazioni che potrebbero dover fronteggiare nei paesi di destinazione. I trafficanti ne approfittano per proporre loro false promesse di lavoro e un futuro migliore all'estero.

L'obiettivo delle campagne di informazione deve consistere nel fornire indicazioni precise alle persone che desiderano lasciare il loro paese per permettere loro di agire consapevolmente. Si tratta di offrire loro delle informazioni circa le possibilità, i vantaggi e i limiti dell'emigrazione legale e altre più pratiche, come per esempio, le condizioni di rilascio di un visto, i permessi di soggiorno, il lavoro e le procedure di immigrazione negli altri paesi.

Le campagne di informazione dovrebbero essere realizzate tramite il lavoro congiunto di ONG, organizzazioni internazionali, organismi governativi competenti, istituti di ricerca e mass media.

PROGETTO "MË JEP NDIHME" (DAMMI AIUTO) FORMAZIONE DEGLI OPERATORI SOCIALI IN ALBANIA Coord. : "Associazione On the Road" (Italia).



Il progetto si inserisce nell'ambito degli interventi previsti nella piattaforma del Comitato di Scutari in collaborazione con la Regione Emilia Romagna e il Comune di Ferrara.

Tra il 1999 e il 2001 l'associazione On the Road ha assicurato la formazione per operatori "di rete" in Albania. Il corso di 300 ore ha coinvolto 40 operatori e operatrici appartenenti a 15 diverse organizzazioni del privato sociale, gettando le basi per azioni di prevenzione e sostegno in Albania, per la creazione di reti interne e di connessione con enti italiani.

Il progetto prevede altresì la promozione dello sviluppo delle politiche sociali in connessione con le organizzazioni internazionali attive in Albania, attraverso la formazione di quadri tecnici, insegnanti e operatori sociali, sia pubblici che del privato sociale.

È essenziale che tali campagne evidenzino la realtà e gli inconvenienti connessi all'emigrazione illegale, nonché i rischi dello sfruttamento che ne può scaturire. Tali informazioni devono essere trasmesse anche nei paesi di destinazione, in particolare dai centri di orientamento che assistono gli immigrati. Un'attenzione particolare deve essere accordata alle donne e ai bambini vittime particolarmente vulnerabili.

Nell'ambito della prevenzione della tratta ai fini dello sfruttamento della prostituzione, si dovrebbero svolgere delle campagne di sensibilizzazione destinate ai potenziali clienti nei paesi di destinazione. Queste campagne dovrebbero insistere sulla violenza perpetrata contro le vittime e le loro condizioni di vita.

Le autorità governative dovrebbero venire sensibilizzate sul problema della tratta di esseri umani affinché si impegnino nella lotta contro i trafficanti e nella protezione delle vittime.

3.2 Pari opportunità

La discriminazione fondata sul sesso è una delle ragioni che spingono le giovani donne ad emigrare. Tale discriminazione si manifesta in una condizione femminile di inferiorità e riduce le possibilità di accesso all'istruzione, alla formazione professionale e al mercato del lavoro. Può anche a limitare la partecipazione delle donne alla vita politica, religiosa, sociale, ...

Si dovrebbero quindi elaborare delle strategie volte a promuovere o rinforzare le politiche delle pari opportunità.

3.3. Cooperazione e sviluppo

Le difficoltà, spesso l'impossibilità, di seguire delle formazioni professionali e di trovare un lavoro decoroso, sono un'altra causa dell'emigrazione femminile. Andare altrove sembra essere per molte donne e ragazze la sola strategia per sovvenire ai propri bisogni.

Nei paesi di origine, si dovrebbero avviare, in collaborazione con le ONG locali, le organizzazioni internazionali e gli organismi governativi competenti, dei progetti per promuovere la creazione di centri di formazione professionale e commerciale, l'acquisizione di competenze e i programmi dei micro-crediti.

Parallelamente, si dovrebbero sostenere finanziariamente le organizzazioni che lavorano con i gruppi a rischio.

Questi ultimi potrebbero così sviluppare l'autostima, una propria identità e uno spirito comunitario positivi e far evolvere la loro situazione economica e sociale. Si dovrebbe poi sviluppare una rete di fornitori di servizi locali per assistere la popolazione riducendo in questo modo i rischi di reclutamento da parte delle organizzazioni criminali.

Tutti questi programmi dovrebbero evidentemente essere accessibili alle vittime esistenti e potenziali della tratta degli esseri umani.



CAMPAGNE DI INFORMAZIONE DELL'OIM SULLA LOTTA CONTRO LA TRATTA DI DONNE IN UCRAINA

L'OIM ha promosso a Kiev una campagna di informazione destinata a fornire alle vittime potenziali precise informazioni sulle reali condizioni di vita e di lavoro all'estero e i rischi e le conseguenze legate alla tratta.

Il progetto è stato realizzato in cooperazione con il Ministero ucraino della Famiglia e della Gioventù, il Ministero del Lavoro e delle Politiche Sociali e il Ministero dell'Educazione ed è stato finanziato dall'Ufficio per le Popolazioni, i Rifugiati e le Migrazioni (Ministero americano degli Esteri), conformemente al nuovo ordine del giorno transatlantico (UE-USA).

È stato condotto uno studio approfondito per raccogliere i dati relativi al problema della tratta di esseri umani, definire il profilo delle vittime potenziali, concepire una strategia di comunicazione globale e diffondere su larga scala i risultati.

Sono stati inoltre prodotti due documentari televisivi, sui rischi legati all'immigrazione clandestina e sulla realtà quotidiana della vita da migranti.

Oltre a questi documentari, sono state realizzate tre comunicazioni sociali che insistono sui rischi legati a offerte di lavoro all'estero e indicano i luoghi dove trovare informazioni affidabili sulle organizzazioni e gli individui che offrono impieghi seri in altri paesi.

Sono stati diffusi dei programmi radiofonici per proporre un esame più approfondito della questione e per toccare un pubblico più ampio. L'OIM ha pubblicato una brochure di presentazione del fenomeno e delle possibilità di aiuto disponibili e un poster.

Nell'ambito del progetto è stato infine avviato un numero verde che propone informazioni sulle condizioni sociali e legali all'estero, e consulenza alle vittime.



Photo: D.R.

4. INCRIMINARE I RESPONSABILI DELLA TRATTA DEGLI ESSERI UMANI

4.1. L'esempio del Belgio

In Belgio, il tema della tratta degli esseri umani è tornato all'ordine del giorno all'inizio degli anni novanta, con la pubblicazione del libro del giornalista olandese Chris De Stoop intitolato " Ze zijn zo lief, mijnheer " (Sono così gentili, Signore). Il libro, che si aggiunge agli sforzi costanti di Patsy Sorensen (deputato al Parlamento europeo), espone i meccanismi internazionali alla base di questo commercio illegale e dello sfruttamento delle vittime associate.

In seguito alla reazione dell'opinione pubblica, è stata istituita una Commissione d'inchiesta parlamentare incaricata dell'esame di proposizioni al fine di elaborare una politica strutturale relativa alla lotta contro il commercio internazionale di donne.

Da allora, l'adozione di un certo numero di misure è sfociato nell'adozione della legge relativa all'abolizione della tratta di esseri umani e della pornografia infantile, nonché di una politica coerente per combattere questo fenomeno.

La legge del 13 aprile 1995 relativa alla repressione e all'abolizione della tratta degli esseri umani e della pornografia infantile

La legge relativa alla repressione e all'abolizione della tratta degli esseri umani e della pornografia infantile in vigore dal 13 aprile 1995 ha abrogato il Codice penale belga e la legge sugli stranieri. La legge del 1995 distingue il commercio volto allo sfruttamento sessuale (sanzionato dal Codice penale) da quello volto allo sfruttamento economico e all'immigrazione clandestina (punito dalla legge sugli stranieri).

Questa legge introduce l'articolo 77 bis nella legge del 15 dicembre 1980 relativa all'ingresso, il soggiorno e l'allontanamento degli stranieri.

Chiunque contribuisce, in qualunque modo, direttamente o attraverso un intermediario, all'ingresso o al soggiorno o al transito di uno straniero, e a tal fine :

1° ricorre contro lo straniero, direttamente o indirettamente, all'inganno, alla violenza, alle minacce o ad una qualunque forma di coercizione ;

2° o abusa della situazione particolarmente vulnerabile nella quale si trova lo straniero a causa della sua situazione amministrativa illegale o precaria, di una gravidanza, di una malattia, di un'infermità o di una deficienza fisica o mentale ;

è punito con la reclusione da uno a cinque anni e con una multa [da 12 a 619 euro]

Recentemente, è stato introdotto un nuovo comma che completa l'articolo 77 bis e che punisce chiunque, abusando della vulnerabilità di uno straniero, vende, affitta o mette a disposizione ai fini della prostituzione delle camere o qualsiasi altro locale con l'obiettivo di realizzare un profitto sproporzionato.

La legge del 13 aprile 1995, inoltre, punisce la prostituzione forzata, lo sfruttamento della prostituzione e la gestione delle " case chiuse " e si interessa particolarmente alla protezione dei minori contro gli atti criminali.

Articolo 379 : *Chiunque ha causato oltraggio al buon costume, favorendo o facilitando, per soddisfare le passioni altrui, la corruzione o la prostituzione di un minore di entrambi i sessi, è punito con la reclusione da cinque a dieci anni e con una multa [da 12 a 619 euro].*

'E punito con la reclusione da dieci a quindici anni e con una multa [da 12 a 1239 euro] se il minore non ha raggiunto i sedici anni. La pena è la reclusione da quindici a venti anni se il minore non ha raggiunto i quattordici anni. "

Articolo 380 - Comma 1 : *'E punito con la reclusione da uno a cinque anni e con una multa [da 12 a 619 euro] :*

- *chiunque, per soddisfare le passioni altrui, abbia assunto, indotto, sviato o mantenuto nella dissolutezza o nella prostituzione una persona maggiorenne, anche con il suo consenso,*
- *chiunque abbia gestito una casa per la prostituzione,*
- *chiunque abbia venduto, affittato o messo a disposizione ai fini della prostituzione delle camere o qualsiasi altro locale con l'obiettivo di realizzare un profitto sproporzionato*
- *chiunque abbia, in qualunque maniera, sfruttato la dissolutezza o la prostituzione altrui*

Il ricorso alla forza, all'inganno, alla coercizione, nonché l'abuso della vulnerabilità di una persona costituiscono circostanze aggravanti.

I fatti, di cui al comma 1, commessi contro un minore di meno di sedici anni sono altresì puniti con la reclusione da quindici a venti anni e con una multa da 24 a 2478 euro.

Nel Codice di procedura penale, inoltre, è stato introdotto un articolo che stabilisce che delle procedure penali potranno essere intentate nei confronti di un cittadino belga o straniero trovato in Belgio che abbia commesso al di fuori del ter-

ritorio belga una delle infrazioni sopracitate, anche se l'autorità belga non ha ricevuto nessuna denuncia o avviso ufficiale dall'autorità straniera.

La legge del 13 aprile 1995 prevede la chiusura e la cessazione dell'attività delle istituzioni colpevoli di una delle infrazioni sopracitate, così come la confisca dei beni e il divieto di annunci a carattere sessuale.

4.2. L'esempio dell'Italia

Dagli anni ottanta, l'Italia è diventata un paese di destinazione di un numero sempre crescente di migranti provenienti dall'Africa e dall'Europa Centro-Orientale e teatro delle attività di organizzazioni criminali straniere. Fra queste, le "nuove mafie" albanesi, russe, nigeriane e cinesi si contendono il controllo del mercato illegale (droga, armi, tratta...).

La lotta contro la tratta degli esseri umani è diventata una priorità delle autorità italiane che hanno adottato diverse misure per lottare contro questo fenomeno.

Il Codice penale italiano condanna la riduzione in schiavitù (Articolo 600) e il commercio e la tratta di schiavi (Articolo 601).

Articolo 600 del Codice penale italiano. Riduzione in schiavitù:

Chiunque riduce una persona in schiavitù, o in una condizione analoga alla schiavitù, è punito con la reclusione da cinque a quindici anni.

Articolo 601 del Codice penale. Tratta e commercio di schiavi:

Chiunque commette tratta o comunque fa commercio di schiavi o di persone in condizione analoga alla schiavitù è punito con la reclusione da cinque a venti anni.

Questi articoli sono difficilmente applicabili alle condizioni reali delle vittime della tratta, in quanto non riguardano i casi di condizionamento psicologico importante che non tolgono tuttavia la capacità di una persona a sottrarsi volontariamente allo sfruttamento cui è sottoposta.

Tenendo conto della situazione di vulnerabilità dei minori, la legge 269/98 completa come segue l'articolo 601 del Codice penale al fine di superarne i limiti.

"Chiunque commette tratta o comunque fa commercio di minori degli anni diciotto al fine di indurli alla prostituzione è punito con la reclusione da sei a venti anni".

Un nuovo progetto di legge è stato presentato nel settembre 2000. Il progetto raggruppa le modifiche dell'articolo 600 e l'introduzione di un articolo 602 bis nel Codice penale.

Il progetto di legge distingue la nozione di schiavitù da quella di servitù e la pena prevista è la reclusione da otto a venti anni.

La schiavitù è definita come *"la condizione di una persona sottoposta, anche solo di fatto, a poteri corrispondenti a quelli del diritto di proprietà o di altro diritto reale, o vincolata alla destinazione di una cosa"*.

Per servitù, invece, si intende *"la condizione di soggezione di una persona costretta o indotta a rendere prestazioni sessuali o di altra natura"*.

Il progetto di legge definisce una nuova infrazione, la tratta di esseri umani, introducendo l'articolo 602 bis.

Chiunque, mediante violenza, minaccia o inganno, costringe o induce una o più persone a fare ingresso o a soggiornare o a uscire dal territorio dello Stato, o a trasferirsi all'interno dello stesso, al fine di sottoporla al lavoro forzato, o a sfruttamento di prestazioni sessuali, o comunque a una condizione di servitù, è punito con la reclusione da otto a venti anni.

Il principale vantaggio di questa definizione consiste nella possibilità di inserirla nella categoria delle infrazioni che rilevano della competenza degli uffici dei procuratori dipartimentali anti-mafia. Questo permetterebbe di centralizzare le informazioni delle inchieste giudiziarie, di meglio coordinare le azioni di lotta, di permettere una maggior cooperazione internazionale e di accedere agli strumenti di investigazione disponibili per la lotta contro la mafia.

Legge n° 75, del 20 febbraio 1958: abrogazione della regolamentazione in materia di prostituzione e di lotta contro lo sfruttamento della prostituzione altrui.

La legge n° 75 del 20 febbraio 1958, detta anche legge Merlin, è un compromesso tra diverse posizioni. Questa legge, infatti, abolisce la regolamentazione della prostituzione, ma non prevede sanzioni per le prostitute. Alcune disposizioni puniscono tuttavia ogni attività collegata all'organizzazione della prostituzione e al suo sfruttamento, nonché la complicità. Tali disposizioni riflettono la volontà del legislatore di frenare la progressione della prostituzione, considerata come piaga sociale.

Legge n° 269 del 3 agosto 1998 : disciplina dello sfruttamento della prostituzione, della pornografia e del turismo sessuale che coinvolge i minori come nuova schiavitù

Il legislatore si è ispirato alla Convenzione internazionale dei diritti dei bambini delle Nazioni Unite ratificata dall'Italia nel 1991.

L'articolo 2, comma 2 della legge 269/1998 ha introdotto nel Codice penale italiano l'articolo 600 bis relativo alla prostituzione minorile. La pena prevista è la reclusione da sei a dodici anni e una multa di circa quindicimila a centocinquanta mila euro per chiunque induce alla prostituzione una persona di età inferiore ai diciotto anni o ne favorisce o sfrutta la prostituzione.

La legge, all'articolo 1, comma 1, protegge la libertà personale del minore e, in particolare, il suo sviluppo fisico, psicologico, spirituale, morale e sociale, contro ogni abuso o sfruttamento sessuale.

L'articolo 600 bis condanna alla reclusione da sei mesi a tre anni e a una multa non inferiore a 5000 euro chiunque compie atti sessuali con un minore di età compresa tra i quattordici e i sedici anni, in cambio di denaro o di altrà utilità econo-

mica. Se la vittima è un minore di età compresa tra i sedici e i diciotto anni la pena è ridotta di un terzo.

Le disposizioni relative allo sfruttamento sessuale dei minori si applicano anche quando i delitti sono commessi all'estero da un cittadino italiano o contro un cittadino italiano o straniero con la nazionalità italiana.

4.3. L'esempio dell'Austria

Negli ultimi anni, l'Austria è diventata un paese di destinazione di giovani donne originarie dei paesi dell'Europa Centro Orientale e dell'America Latina

La tratta di esseri umani ai fini della prostituzione è specificatamente punita dall'articolo 217 del Codice penale austriaco, mentre nessun articolo reprime la tratta a fini diversi dalla prostituzione (schiavitù domestica, sfruttamento economico...).

Il primo comma dell'articolo 217 sanziona il reclutamento o il sequestro di una persona ai fini della prostituzione in un paese straniero indipendentemente dal fatto che la persona si fosse o no prostituita prima di diventare una vittima della tratta.

La tratta ai fini della prostituzione è punita con la reclusione da sei mesi a cinque anni. Il ricorso alla frode, alle minacce o alla forza per ottenere dei profitti economici costituiscono circostanze aggravanti, punite con la reclusione per dieci anni.

Il Codice penale austriaco, inoltre, condanna la schiavitù.

L'articolo 104 stabilisce :

- *'E punito con la reclusione da dieci a venti anni chiunque fa commercio di schiavi e*
- *Chiunque incita alla servitù di una persona o la riduce in una condizione analoga alla schiavitù*

Diversamente dall'articolo 217, l'articolo 104 è applicabile a tutti i casi di schiavitù.

Nel luglio 2000, è stato introdotto l'articolo 105 nella legge sugli stranieri per reprimere lo sfruttamento di uno straniero e l'abuso della sua situazione vulnerabile.



Photo: D.R.

5. ASSISTERE E PROTEGGERE LE VITTIME

5.1. Programmi di assistenza nei paesi di destinazione

La maggior parte delle vittime della tratta di esseri umani soggiorna illegalmente nel paese di destinazione. I governi dei paesi di destinazione e di origine dovrebbero considerarle prima di tutto come vittime e non come criminali.

Tenuto conto della natura clandestina e criminale della tratta, le vittime sono spesso esposte a gravi pericoli. La paura di venir espulse, le minacce di rappresaglie contro le loro famiglie, la coercizione, lo sfruttamento e la violenza perpetrata dai trafficanti riducono le vittime in condizioni di estrema vulnerabilità e marginalità.

I programmi di assistenza e protezione, adattati ai bisogni individuali di ciascuno, dovrebbero proporre alle vittime servizi quali la consulenza, un'assistenza psicologica, medica, sociale e legale, l'accoglienza in centri protetti, una formazione e un'orientamento professionale. Le vittime dovrebbero ottenere un permesso di soggiorno.

Alcuni governi hanno già avviato dei programmi di assistenza alle vittime e la possibilità di ottenere un permesso di soggiorno nel paese di destinazione a condizione che collaborino con la giustizia oppure che si inseriscano in un progetto sociale di riabilitazione.

Tuttavia, le vittime non denunciano spesso i trafficanti, poiché così facendo mettono a repentaglio la loro vita e quella delle loro famiglie.

5.1.1. L'esempio del Belgio

Procedure di rilascio del permesso di soggiorno e assistenza sociale alle vittime della tratta

Una circolare del Ministero federale della Giustizia e del Ministero federale degli Interni relativo al rilascio di un permesso di soggiorno e di lavoro per le vittime straniere della tratta di esseri umani prevede la seguente procedura.

Prima fase :

un ordine di espulsione di quarantacinque giorni è rilasciato alle vittime che escono dalla situazione di sfruttamento legato alla tratta di persone e che si rivolgono ad un servizio di accoglienza specializzato. Durante

questo periodo, le vittime possono decidere se collaborare o meno con la Giustizia e hanno l'obbligo di essere assistite da un centro di accoglienza specializzato.

Seconda fase:

una dichiarazione di ingresso di tre mesi è rilasciata alle vittime che collaborano con la Giustizia attraverso la denuncia dei trafficanti o con dichiarazioni su questi ultimi e sulle loro attività. Durante questa fase, le vittime devono continuare ad essere seguite da un centro di accoglienza specializzato.

Terza fase :

un'iscrizione di sei mesi nel registro degli stranieri, rinnovabile, viene rilasciata quando il Procuratore conferma che la denuncia o la dichiarazione ha permesso di istruire un processo per tratta di persone, che tale processo è in corso e che la persona è stata effettivamente vittima di tratta.

Una persona può introdurre una richiesta di permesso di soggiorno a durata indeterminata quando il responsabile del crimine è stato assegnato davanti ad un tribunale. Il permesso di soggiorno a durata indeterminata viene rilasciato quando la denuncia o la dichiarazione della vittima sono state considerate significative per la procedura.

Una vittima è ufficialmente autorizzata a lavorare quando è titolare di una dichiarazione di ingresso o di un certificato di iscrizione al Registro degli stranieri.

Tre centri di accoglienza specializzati per le vittime della tratta (Pag-Asa, Payoke e Surya) sono autorizzati a introdurre le richieste di permesso di soggiorno per le vittime della tratta di esseri umani.

I tre centri, inoltre, propongono alle vittime un'assistenza sociale, psicologica, medica e legale, un orientamento professionale che permetta loro di trovare una formazione adeguata e accoglienza in case-rifugio.

Bisogna sottolineare che la circolare sopracitata si applica alle vittime della tratta in senso largo : tratta di esseri umani a fini di sfruttamento economico e sessuale e traffico illegale di migranti.

Ai termini di questa circolare, una vittima della tratta può lavorare in Belgio. Il datore di lavoro deve richiedere al Ministero del Lavoro un'autorizzazione per l'impiego di uno straniero e un permesso di lavoro.

Conformemente al decreto reale relativo al finanziamento delle misure di accoglienza delle vittime della tratta di esseri umani, il permesso di soggiorno attribuisce al suo titolare dei vantaggi sociali pagati dal centro di accoglienza o rimborsati dalla mutua.

Tuttavia, dei miglioramenti alla procedura sono stati proposti dai tre Centri di accoglienza (Pag-Asa, Payoke e Surya) e dall'Ufficio degli Stranieri ai Ministeri del lavoro, degli interni, degli affari sociali, della salute pubblica e della giustizia.

Questa proposta prevede che dopo la seconda fase, se l'Ufficio degli Stranieri non riceve alcuna risposta dal Procuratore, la dichiarazione di ingresso è rinnovata per altri tre mesi. Se, ad espirazione di questo ulteriore periodo, il Procuratore non ha ancora dato le conferme di cui sopra, l'Ufficio degli stranieri rilascia comunque un permesso di soggiorno di sei mesi.

Durante queste fasi, la vittima continua ad essere seguita da un Centro specializzato. Il permesso di soggiorno è prolungato per tutto l'intera durata della procedura giudiziaria.

La vittima può introdurre una richiesta di permesso di soggiorno definitivo se :

- la sua denuncia porta alla condanna in prima istanza del trafficante ;
- il Procuratore include un'infrazione in materia di tratta di esseri umani nella denuncia contro l'imputato, anche se questi non è condannato per tale infrazione ma la denuncia è stata significativa per la procedura.

5.1.2. L'esempio dell'Italia

Articolo 18 del Testo Unico delle disposizioni concernenti la disciplina dell'immigrazione e norme sulla condizione dello straniero (Decreto legislativo 25 luglio 1998, n° 286)

L'articolo 18 disciplina le procedure di rilascio di un permesso di soggiorno per motivi di protezione sociale. Tale permesso può essere rilasciato "quando, nel corso di operazioni di polizia, di indagini o di un procedimento per taluno dei delitti di cui all'articolo 3 della legge 20 febbraio 1958, n. 75 [infrazioni legate alla prostituzione o altri delitti gravi], o di quelli previsti dall'articolo 380 del codice di procedura penale, ovvero nel corso di interventi assistenziali dei servizi sociali degli enti locali, siano accertate situazioni di violenza o di grave sfruttamento nei confronti di uno straniero ed emergano concreti pericoli per la sua incolumità, per effetto dei tentativi di sottrarsi ai condizionamenti di un'associazione dedita ad uno dei predetti delitti o delle dichiarazioni rese nel corso delle indagini preliminari o del giudizio".

Quando la domanda del permesso di soggiorno è introdotta dai servizi o dai dipartimenti degli enti locali o da un'associazione, il questore deve valutare la presenza di situazioni di abuso o di violenza nei confronti dello straniero in questione. Il questore deve altresì essere tenuto al corrente degli sviluppi del programma di integrazione seguito dalla vittima. Le associazioni devono informare il sindaco dell'avvio del programma di protezione sociale e inviare alle autorità locali un rapporto semestrale sull'evoluzione della realizzazione del programma. Le associazioni hanno l'obbligo di informare il sindaco e il questore se, per esempio, lo straniero si ritira dal programma.

Il permesso di soggiorno *"rilasciato a norma del presente articolo ha la durata di sei mesi e può essere rinnovato per un anno, o per il maggior periodo occorrente per motivi di giustizia"*.

"...Consente l'accesso ai servizi assistenziali e allo studio, nonché l'iscrizione nelle liste di collocamento e lo svolgimento di lavoro subordinato, fatti salvi i requisiti minimi di età'. Qualora, alla scadenza del permesso di soggiorno, l'interessato risulti avere in corso un rapporto di lavoro, il permesso può essere ulteriormente prorogato o rinnovato per la durata del rapporto medesimo o, se questo è a tempo indeterminato, con le modalità stabilite per tale motivo di soggiorno. Il permesso di soggiorno previsto dal presente articolo può essere altresì convertito in permesso di soggiorno per motivi di studio qualora il titolare sia iscritto ad un corso regolare di studi".

Esso, tuttavia, è revocato in caso di interruzione del programma o di condotta incompatibile con le finalità del programma stesso, oppure quando vengono meno le condizioni che ne giustificavano il rilascio.

In base al regolamento di attuazione del testo unico (Gazzetta Ufficiale n°258 del 3 novembre 1999), le associazioni abilitate a richiedere un permesso di soggiorno devono essere accreditate e aver concluso un contratto o accordi specifici con le collettività locali. Devono altresì presentare al Dipartimento delle Pari Opportunità presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri un progetto di assistenza e integrazione sociale individualizzato per le vittime della tratta.

In genere, questi programmi propongono alle vittime assistenza sociale, psicologica, sanitaria e legale, un aiuto per trovare un alloggio, un orientamento e una formazione professionale. Una Commissione interministeriale composta dai rappresentanti dei Ministri per le pari opportunità, per la solidarietà sociale, dell'interno e di grazia e giustizia, controlla e programma i finanziamenti di progetti.

5.2. Il ritorno volontario e l'accoglienza nei paesi di origine

Poche norme internazionali disciplinano il ritorno volontario nei paesi di origine delle vittime della tratta di esseri umani. L'articolo 19 della Convenzione del 1949, relativa alla repressione della tratta di esseri umani e dello sfruttamento della prostituzione altrui, stipula che le spese di rimpatrio devono essere sostenute dalla vittima. Se quest'ultima non può sostenerle, lo Stato di accoglienza ha l'obbligo di finanziare l'assistenza temporanea e il rimpatrio.

Tuttavia, il recente Protocollo delle Nazioni Unite volto a prevenire, reprimere e punire la tratta di persone, in particolare di donne e bambini, che completa la Convenzione delle Nazioni Unite contro il crimine transnazionale, prevede l'obbligo per il paese di origine della vittima di accettare e facilitare il suo ritorno in tempi ragionevoli. Il paese di origine è anche tenuto a rilasciare i documenti necessari al viaggio di ritorno e verificare rapidamente se si tratta o meno di un suo cittadino. I paesi di accoglienza devono garantire che il ritorno si svolga in modo sicuro e nel rispetto delle procedure giudiziarie in corso. Il ritorno sarà preferibilmente volontario.

Alcune persone ingannate e sfruttate da trafficanti desiderano rientrare nei loro paesi di origine. Tuttavia, mentre alcune possono inserirsi in programmi di ritorno volontario, altre vengono espulse. In entrambi i casi, il ritorno potrebbe essere impedito da numerosi ostacoli, in particolare quando queste persone sono prive di documenti, confiscati dai trafficanti.

Nella maggior parte dei casi, le vittime della tratta non dispongono dei mezzi finanziari per rientrare nei loro paesi di origine nè dei documenti necessari per il viaggio. I paesi coinvolti nel processo di rimpatrio dovrebbero quindi incaricarsi della loro assistenza e del loro rientro.

Dovrebbero, inoltre, essere avviati dei programmi per garantire la sicurezza delle vittime che desiderano rientrare nei loro paesi. Questi programmi dovrebbero proporre una vasta gamma di servizi adattati ai bisogni del rimpatriato, come consulenza prima e dopo la partenza, sostegno finanziario, mediazione con la famiglia, assistenza alla reinserzione, servizi di orientamento, formazione professionale e permanente e aiuto nella ricerca di un lavoro.

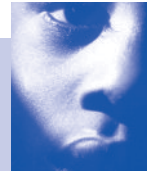
5.2.1. Programmi di assistenza al ritorno volontario

Dal 1979, l'**Organizzazione Internazionale per le Migrazioni (OIM)** ha avviato dei programmi di assistenza al ritorno volontario per gli Stati membri dell'Unione europea.

PROGRAMMA REAB DELL'OIM IN BELGIO

Dal 1984, l'OIM ha avviato un programma di assistenza al ritorno volontario in stretta collaborazione con il Governo Belga, l'Alto Commissariato delle Nazioni Unite per i Rifugiati, il Commissario generale belga per i rifugiati e gli apolidi, le associazioni e i prestatori di servizi.

Il programma, a carattere umanitario e volontario, offre assistenza ai migranti che desiderano rientrare nei loro paesi di origine o di partire per un paese terzo ed evitare l'espulsione, ma che non dispongono dei mezzi finanziari necessari per intraprendere il viaggio. L'assistenza include l'organizzazione del viaggio, il pagamento dei biglietti di ritorno del migrante ed eventualmente della sua famiglia, le spese inerenti alla partenza e un contributo per facilitare la reintegrazione.



Questi programmi propongono al migrante una soluzione più dignitosa dell'espulsione, poichè evitano l'impatto negativo dell'espulsione e le sue eventuali ripercussioni sul processo di reintegrazione nel paese di origine.

Dal punto di vista economico, poi, grazie ad accordi con compagnie aeree e altre società di trasporto, le spese di questi programmi sono inferiori alle spese di viaggio e di eventuale soggiorno prolungato delle procedure di espulsione.

I programmi di assistenza al ritorno volontario si sviluppano in tre fasi : il periodo precedente la partenza (con informazioni e consulenze alle comunità di migranti nei paesi di accoglienza), il viaggio e l'accoglienza all'arrivo, laddove l'OIM è presente nel paese di origine (l'accoglienza all'arrivo, l'informazione e l'orientamento dei migranti, il finanziamento degli eventuali spostamenti all'interno del paese).

5.2.2. Assistenza al ritorno volontario e alla reintegrazione

Per assicurare la perennizzazione del ritorno e ridurre le cause fondamentali della tratta di esseri umani i programmi di ritorno volontario dovrebbero essere associati a quelli di assistenza alla reintegrazione.

L'elaborazione e la realizzazione dei programmi di assistenza al ritorno e alla reintegrazione devono essere studiati individualmente poiché le condizioni, le necessità e le priorità delle vittime differiscono in funzione delle circostanze, soprattutto in funzione del loro paese di origine.

Tenuto conto dell'aumento di minori non accompagnati vittime di sfruttamento economico e sessuale si deve accordare una particolare attenzione alla loro assistenza.

RITORNO E REINTEGRAZIONE DELLE VITTIME DI TRATTA DI ESSERI UMANI E DI ALTRE PERSONE VULNERABILI (DONNE E MINORI) IN ALCUNI PAESI DEL MEKONG



Dal 1996, l'OIM, in partenariato con le agenzie governative competenti, le ONG locali e le organizzazioni intergovernative, gestisce un progetto per la prevenzione, il ritorno volontario e l'integrazione in sei paesi della regione del Mekong : la Thailandia, la Cambogia, il Vietnam, il Myanmar, il Laos e la provincia cinese dello Yunnan.

Il programma si prefiggeva di rompere il circolo vizioso della tratta di esseri umani attraverso la creazione di infrastrutture efficaci per il ritorno volontario e la reintegrazione delle vittime della tratta in particolare e di altre vittime vulnerabili in generale. Il progetto voleva ridurre i rischi delle vittime di ritrovarsi in situazioni di sfruttamento.

Attraverso il ritorno volontario si voleva quindi contribuire alla lotta contro la tratta di esseri umani nella regione.

Nei paesi di origine, i programmi di ritorno volontario e di reintegrazione proponevano una vasta gamma di attività in funzione della disponibilità e delle capacità delle organizzazioni cooperanti. Questi programmi erano realizzati dalle autorità governative o dalle ONG e offrivano ai beneficiari un'assistenza sanitaria e psicologica, un alloggio, dei servizi di formazione e di orientamento, nonché dei micro-crediti e delle attività per facilitare la creazione di un reddito. Il progetto ha permesso di aiutare diverse centinaia di vittime a rientrare nel loro paese d'origine. Una parte ha anche partecipato ai programmi di assistenza alla reintegrazione.

Parallelamente, sono state organizzate delle attività di prevenzione nell'ambito della lotta contro la tratta di esseri umani e di sensibilizzazione all'HIV.

Sono stati realizzati altri progetti per assistere le comunità soggette all'emigrazione illegale e alla tratta.

Sono state organizzate delle formazioni sulla protezione e assistenza alle vittime per il personale delle ONG e delle organizzazioni governative locali.

Infine, il progetto prevedeva degli studi e dei convegni sulle strategie di reinserzione e le migrazioni illegali.



Photo: D.R.

6. INIZIATIVE DELL'UNIONE EUROPEA

L'Azione Comune del 24 febbraio 1997 propone delle definizioni della tratta di esseri umani e dello sfruttamento sessuale degli adulti e dei minori. Invita gli Stati membri dell'Unione europea a punire tali infrazioni, a prendere le misure di protezione e assistenza specifiche per le vittime della tratta e a sviluppare una vasta cooperazione giudiziaria tra gli Stati membri. La Commissione ha inoltre sviluppato due programmi specifici, l'uno per lottare contro le violenze perpetrate su donne e bambini in generale, l'altro per lottare contro la tratta di esseri umani.

6.1. Programma Daphne

Il programma Daphne si prefigge di proteggere i bambini, gli adolescenti e le donne contro ogni forma di violenza, attraverso campagne di prevenzione e misure di assistenza.

Il programma incoraggia la creazione e il rafforzamento del lavoro in rete tra ONG e le istituzioni pubbliche per migliorare lo scambio di informazioni e di buone prassi.

Il programma, inoltre, vuole favorire l'avvio di campagne di informazione e di sensibilizzazione dell'opinione pubblica sui rischi potenziali della violenza e sulle possibilità di evitarli. Il programma finanzia studi e ricerche sulle violenze e gli abusi sessuali per identificare le misure appropriate per prevenire la violenza e assistere le vittime. Il programma, infine, incoraggia il miglioramento dell'identificazione, della gestione e della comunicazione delle conseguenze delle violenze.

6.2. STOP

Il programma STOP II contribuisce a prevenire e a lottare contro la tratta di esseri umani e lo sfruttamento sessuale dei minori. Incoraggia la collaborazione tra i differenti attori coinvolti nella lotta contro la tratta e l'assistenza alle vittime per promuovere lo scambio e la diffusione di informazioni, esperienze, nuove metodologie e buone prassi. Il programma STOP II sostiene anche la ricerca scientifica e la redazione di manuali e guide di formazione.

Favorendo un approccio multidisciplinare e coordinato della lotta contro la tratta di esseri umani e dello sfruttamento sessuale dei minori, questo programma vuole stimolare il coinvolgimento delle organizzazioni private o pubbliche degli Stati membri, dei paesi candidati e dei paesi terzi.



Photo: D.R.

CONCLUSIONE

La tratta degli esseri umani è un fenomeno dai molteplici aspetti, per questo motivo l'approccio multidisciplinare rappresenta la sola opzione per combatterla con successo.

Il coordinamento e la cooperazione tra le organizzazioni governative, non-governative e internazionali è quindi indispensabile. Questa collaborazione permetterebbe di controllare lo sviluppo delle politiche di lotta contro la tratta di esseri umani nei paesi di origine, di transito e di destinazione delle vittime. Bisogna altresì migliorare lo scambio di buone prassi e la colletta di informazioni e di dati attendibili in materia. A livello nazionale, le autorità e le ONG dovrebbero stipulare degli accordi per assicurare una migliore coordinazione e collaborazione nell'ambito di una strategia multisettoriale in cui ciascuno metterebbe a disposizione le proprie competenze.

I trafficanti traggono vantaggio dal fatto che i rischi connessi alle loro attività sono generalmente minimi rispetto ai guadagni finanziari potenziali. Si dovrebbero perciò rendere meno interessanti queste attività, condannando più severamente i responsabili della tratta.

L'attuale approccio dei governi si concentra principalmente sulle strategie repressive, come le politiche restrittive dell'immigrazione legale e il rinforzo delle procedure penali. Questo approccio non comprende la prevenzione e non risponde alle necessità delle vittime.

Parallelamente alle strategie repressive, dunque, si devono promuovere delle politiche per migliorare e garantire la protezione dei diritti fondamentali delle vittime della tratta di esseri umani.



EN EUROPE,
DES PERSONNES SONT
ACTUELLEMENT SÉQUESTRÉES
ET UTILISÉES COMME ESCLAVES POUR
EFFECTUER DES TÂCHES DOMESTIQUES...

L'EUROPE UNIE CONTRE L'ESCLAVAGE

Illustration: Guillaume Bullat

LES PARTENAIRES DU PROJET

Le projet est coordonné par le **Comité Contre l'Esclavage Moderne (CCEM)**, créé à Paris en 1994 pour lutter contre toutes formes de servitudes et assister les victimes de l'esclavage. Cette association propose un accompagnement social, juridique et administratif, ainsi que protection et hébergement dans son lieu d'accueil.

Dans le cadre de ses actions d'information et de sensibilisation auprès des institutions publiques françaises et communautaires, le CCEM est à l'origine, en France, de la mise en place de la Mission d'information commune sur les diverses formes d'esclavage moderne.

Sur le plan européen, le CCEM a initié la création de comités anti-esclavagistes en Autriche, Belgique, Espagne et Italie et a établi des partenariats avec différentes ONGs européennes.

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), est un organisme indépendant, intergouvernemental, créé à Bruxelles en 1951. Il répond aux besoins des migrants et à ceux des gouvernements. Il conduit des actions d'aide au retour et à la réintégration dans les pays d'origine. Il lutte contre la traite des êtres humains, mène des campagnes de sensibilisation et met en place des programmes de santé.

L'OIM gère 59 projets de lutte contre la traite des êtres humains en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique Latine : séminaires, réunions d'information, travaux de recherche, activités de coopération technique, diffusion d'informations. Des campagnes d'information ont été menées avec succès en Bulgarie, République Tchèque, Hongrie et Ukraine.

Pag-Asa, espoir en tagalog, s'inscrit dans le cadre de la loi belge du 13 avril 1995, visant à réprimer la traite des êtres humains et la pornographie infantine, et, aussi dans le cadre des circulaires du 7 juillet 1994 et du 13 janvier 1997 sur la prise en charge des victimes et l'octroi des permis de séjour temporaire. L'association bruxelloise veut donner un signe d'espoir aux victimes et lutter contre les pratiques réduisant l'être humain à une marchandise.

Sa mission principale : l'accueil et l'accompagnement des victimes de la traite des êtres humains. Elle propose une assistance sur les plans juridique, administratif, médical et psycho-social et s'investit dans la sensibilisation et l'information de toute personne et toute instance concernée par cette problématique.

Payoke est née à Anvers en 1988 pour aider les personnes prostituées dans leur lutte vers l'émancipation et pour agir contre toutes les formes de prostitution par contrainte. Cette association a été officiellement reconnue comme centre d'accueil pour les victimes de la traite par la loi belge du 13 avril 1995. Les victimes sont accueillies et protégées dans le centre Asmodee à Anvers. Elles bénéficient d'une assistance juridique, administrative, sociale et médicale. L'aide directe aux victimes est l'activité principale, mais Payoke développe également des liens avec les organisations nationales et internationales visant les mêmes objectifs, mène des campagnes de sensibilisation et d'information auprès des instances publiques afin d'améliorer le statut des victimes de la traite.

On the Road, en Italie, offre une assistance juridique, administrative, sociale et médicale aux victimes de la traite des êtres humains, à travers des unités de rue, un accueil dans des centres spécialisés ou des familles bénévoles, ainsi que des mesures spécifiques d'orientation, de formation et d'insertion par le travail. Elle mène des actions de lobbying ainsi que des activités de recherche et de formation, en réseau avec d'autres associations. Elle travaille aussi dans les pays d'origine des victimes. Elle est membre du Comité de coordination des actions gouvernementales contre l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants auprès de la Présidence du Conseil des Ministres et coordinateur de la Table ronde de coordination nationale sur la prostitution et la traite des femmes.

Differenza Donna, créée en 1989, est une association de femmes venant en aide aux femmes victimes de violences physiques et psychologiques. Differenza Donna mène des actions d'information et de sensibilisation sur ce phénomène, notamment en formant le personnel de police, les étudiants, les enseignants, le personnel des hôpitaux... Elle gère trois centres d'accueil à Rome, dont l'un est spécialisé dans l'accueil, la protection et l'assistance aux jeunes femmes victimes de la traite des êtres humains. Differenza Donna a réalisé une vidéo et publié un livre "Schiave d'Occidente" à partir des témoignages de dix jeunes femmes victimes de la traite en vue de l'exploitation par la prostitution.

Le **Servizio Pastorale Migranti Caritas** de Turin développe des activités d'accueil, d'écoute, d'information et de conseil juridique à l'intention des étrangers, avec les communautés étrangères. L'organisation gère une base de données de demandes et d'offres d'emploi pour étrangers, organise des cours d'italien et des formations professionnelles. Il a mis en place le "Projet femmes", projet de protection et d'assistance aux victimes de la traite exploitées dans de la prostitution. Il offre une assistance juridique, administrative, sociale et médicale. Un réseau de familles d'accueil assure l'hébergement des victimes. Il s'est spécialisé dans les partenariats avec le secteur privé, coopératives et entreprises, pour assurer l'intégration sociale durable des victimes.